

*L'appel à « l'unité » du MKP*

***POURQUOI SOMMES-NOUS SÉPARÉS OU  
EN QUOI SOMMES-NOUS DIFFÉRENTS ?***



***Party Publications***

***[www.tkpml.com](http://www.tkpml.com)***

***L'appel à « l'unité » du MKP***

***POURQUOI SOMMES-NOUS SÉPARÉS OU EN QUOI SOMMES-NOUS DIFFÉRENTS ?***

***Sommaire***

**Introduction**

**I - Mémoire historique et approche générale de la question de l'unité**

**II - Rejet et critique de l'appel à « l'unité » du MKP**

**a-) Le détachement d'avant-garde idéologique, politique et organisationnel de la classe ouvrière**

**b-) La lutte entre deux lignes au sein du Parti communiste et des plateformes**

**III-) Nos divergences avec le MKP**

**a-) La révolution populaire démocratique**

**b-) La thèse de la guerre populaire socialiste**

**c-) La dictature du prolétariat**

**d-) La thèse de « l'État de tout le peuple »**

**e-) La thèse du « socialisme multipartite »**

**IV-) Conclusion**

## Introduction

La nature et l'histoire de chaque parti communiste correspondent à la lutte pour le pouvoir et à la lutte de classe menées contre l'exploitation, l'oppression, les attaques et la domination exercées par les classes dominantes. L'ère de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes constituent la raison d'être des partis qui forment le détachement d'avant-garde et organisé du prolétariat doté d'une conscience de classe. Sans l'avant garde du Parti Communiste, aucune révolution n'est possible. En d'autres termes, sans un parti qui dirige les masses, qui les mobilise pour la révolution et qui vise le système réactionnaire et l'appareil d'État réactionnaire, l'ordre pourri ne peut être renversé. Une révolution sous la direction du prolétariat ne peut être menée à bien.

Si l'on examine l'histoire de la lutte des classes, chaque révolution couronnée de succès a été rendue possible par la direction exercée par les partis communistes sur la classe ouvrière et le peuple travailleur. Par exemple, la Révolution d'octobre, qui a constitué la première expérience de pouvoir de la classe ouvrière au début du XXe siècle après la Commune de Paris, a été menée sous la direction du Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR, devenu par la suite le PCUS). La Révolution chinoise, couronnée de succès en 1949, a été menée sous la direction du Parti communiste chinois (PCC). Au XXe siècle, le rôle des partis communistes – détachements d'avant-garde organisés de la classe ouvrière et des masses laborieuses – a été déterminant dans de nombreuses révolutions victorieuses qui ont pris le pouvoir.

La révolution est bien sûr l'œuvre de la classe ouvrière, des autres masses laborieuses et, dans leur ensemble, des masses populaires. L'existence des classes opprimées et exploitées constitue les conditions objectives de la révolution. Cependant, sans l'organisation de la force subjective qui assure la direction des masses laborieuses soumises à l'oppression, il n'est pas

possible de mener la révolution à la victoire. En d'autres termes, la direction exercée par les partis d'avant-garde sur la classe ouvrière et les autres couches populaires, dans la perspective de la révolution et du pouvoir, est une condition préalable à la révolution. Sans cela, la révolution ne se produit pas. Et même si elle se produit, elle ne peut perdurer. Cette réalité, que nous avons exposée en grandes lignes, est une condition sine qua non.

Cependant, il n'est pas possible pour un parti communiste de diriger la révolution par sa seule structure organisationnelle. Ce parti doit également se doter d'une ligne idéologique et politique, équivalente à un programme – la ligne prolétarienne –, qui guide sa pratique. Sans cette ligne idéologique et politique, qui reflète la volonté du parti et définit la nature et la voie de la révolution, la révolution n'est pas possible. En d'autres termes, un parti qui joue un rôle d'avant-garde de la révolution au sein de la lutte des classes ne peut diriger sa pratique sociale qu'à travers une ligne idéologique -politique correspondant à la réalité objective. Un Parti communiste dépourvu d'unité idéologique, politique et programmatique ne peut diriger la révolution. La riche pratique des luttes de classe et du socialisme le prouve.

En résumé, pour qu'un parti communiste puisse diriger la révolution avec succès, son existence organisationnelle ne suffit pas. Il est également nécessaire et indispensable de disposer d'un programme idéologique, politique et militaire qui façonne cette existence organisationnelle et donne une orientation.

Pour qu'un parti communiste puisse remplir avec succès son rôle d'avant-garde de la lutte des classes, il doit impérativement se doter d'une théorie, d'une politique et d'un programme reflétant la volonté du parti. Dans le cas contraire, il est dépourvu de la capacité de diriger la révolution. Il ne cesse alors de tanguer tantôt à droite, tantôt à gauche dans l'immensité de la lutte des classes. Il ne peut pas se raccrocher de manière

adéquate à la colère des masses contre le système ni ne pourra pas les organiser dans la perspective du pouvoir.

Mais ce n'est pas tout. Dans la mesure où le Parti communiste ne se rapproche pas de la pratique de la lutte des classes des masses et ne s'associe pas à ces luttes, il est inévitable qu'il connaisse des problèmes en son sein. Sa structure organisationnelle sera également confrontée à des attaques de purge venant de la droite et de la « gauche ». Le Parti communiste, lorsqu'il s'unit à la lutte des classes des masses et se nourrit de ces luttes, il se renforce également sur le plan organisationnel et gagne du terrain dans la pratique de la lutte des classes. En revanche, lorsque le Parti communiste ne s'inscrit pas dans la lutte des masses sur la base d'une ligne correcte, il commence à connaître des problèmes organisationnels en son sein. Cette réalité a été amplement confirmée par l'expérience historique du Parti communiste, qui s'étend sur plus d'un demi-siècle.

En bref, pour un Parti communiste engagé dans la lutte des classes, la question de la ligne revêt une importance déterminante. Ce n'est pas une question simple ni superficielle. Pour reprendre les mots du président Mao : *« La justesse ou l'erreur de la ligne idéologique et politique détermine tout. Si la ligne du Parti est juste, tout se met en place. S'il n'a pas de partisans, il peut en avoir ; s'il n'a pas d'armes, il peut en avoir ; s'il n'a pas de pouvoir politique, il peut en avoir. Si sa ligne n'est pas juste, il peut même perdre ce qu'il possède déjà... »* (Mao Zedong, *Œuvres choisies, Entretiens avec des camarades responsables Dans divers lieux au cours d'une tournée provinciale, de la mi-août au 12 septembre 1971, Source : Mao Chu-hsi wen-hsun. D'après l'édition anglaise : <https://www.marxists.org/reference/archive/mao/selected-works/volume-t>*)

Le caractère déterminant de la question de la ligne soulève également le débat sur « quelle ligne ? ». Il existe, sur le territoire de la Turquie et du Kurdistan de Turquie, des dizaines

de courants se qualifiant de communistes. De plus, parmi ces courants, on trouve des partis et des organisations qui se définissent comme marxistes-léninistes-maoïstes (MLM). Partant de cette réalité, il est donc possible de parler de nombreux courants.

Dans cette analyse, nous aborderons l'appel lancé par la ligne représentée par le Parti communiste maoïste (MKP), qui se justifie par la formule de « l'unité des communistes » à l'égard de la ligne représentée par le Parti communiste de Turquie marxiste-léniniste (TKP-ML), ainsi que la réponse du TKP-ML. Il est clair que notre objectif ici est de mettre clairement en évidence nos divergences avec la ligne représentée par le MKP. Cela s'impose en raison de la « politique d'unité » menée depuis des années par la ligne représentée par le MKP – politique qui, à notre sens, minimise les différences de ligne entre nous et vide ainsi de sa substance l'imposition d'une ligne correcte au sein des masses populaires.

Cette nécessité s'impose avant tout pour la ligne représentée par le MKP. Nous devons souligner qu'il n'y a aucune « arrogance » ni « sectarisme » dans notre approche vis-à-vis de l'approche de « l'unité des communistes », si souvent mise en avant par le MKP — et qui, selon nous, a perdu tout son sens à ce stade.

Sur cette question, nous défendons la nécessité d'imposer une ligne correcte au sein des masses populaires. Cet article a été rédigé dans ce but. Il abordera principalement les différences entre la ligne représentée par le MKP et celle représentée par le TKP -ML. Cet effort abordera inévitablement les développements survenus dans l'histoire du TKP-ML. Il convient de préciser clairement que notre objectif ici n'est pas de remettre à l'ordre du jour les étapes traversées par le TKP-ML ne consiste pas à remettre à l'ordre du jour les processus qu'il a traversés au cours de son histoire de lutte de plus d'un demi-siècle, et il convient d'affirmer clairement que ces débats ont été épuisés dans le passé. À ce stade, il est évident que remettre sans cesse ce type de débats à l'ordre du jour ne

profiterait à personne, et encore moins aux principaux intéressés. Bien entendu, il ne faut pas comprendre que nos propos minimisent les événements du passé, en particulier les crimes commis concernant le fonctionnement du TKP-ML.

Au contraire, les crimes commis contre l'unité pionnière et organisée du prolétariat doté d'une conscience de classe sont liés à l'origine de classe des individus ou des groupes concernés. À notre avis, le problème fondamental dans ce genre de processus ne réside pas dans ceux qui commettent des crimes contre la volonté du Parti communiste ou qui, objectivement, se sont écartés du parti. Le problème principal réside dans le fait que le TKP-ML n'a pas su mener une lutte suffisante contre ce genre de conceptions apparues au sein de sa propre activité organisationnelle. Comme il n'a pas mené cette lutte sur des bases correctes, qu'il n'a pas su modifier et transformer ces conceptions sur la base du MLM et qu'il n'a pas su se renforcer à partir de là la ligne prolétarienne correcte, le problème principal concerne l'histoire du mouvement communiste et, par conséquent, lui-même. C'est pourquoi il est nécessaire d'étudier ces processus et d'en tirer des leçons pour aujourd'hui.

Les périodes où ces problèmes se sont posés constituent des processus extrêmement importants qu'il convient d'étudier et dont il faut tirer des leçons pour comprendre les causes de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le mouvement révolutionnaire et communiste (et, bien sûr, pour saisir les débats sur « l'unité » dans le contexte de notre sujet). Car ces processus revêtent une importance historique, dans la mesure où ils influencent et façonnent directement le présent du mouvement révolutionnaire, et en premier lieu celui du mouvement communiste. Cependant, il n'y a aucun intérêt à rouvrir le débat sur des processus historiques que le mouvement communiste a déjà vécus par le passé, qu'il a jugés – avec leurs aspects positifs et négatifs – et qu'il a laissés derrière lui. Comme nous l'avons souligné plus haut, du point de vue du

TKP -ML, les débats concernant ces processus sont clos et ont abouti à une conclusion précise.

Par conséquent, compte tenu de la situation dans laquelle se trouve le mouvement révolutionnaire et communiste, et en particulier des problèmes auxquels il est confronté à ce stade, il est évident que remettre à l'ordre du jour des débats « relégués aux oubliettes de l'histoire » n'apportera, en substance, aucun bénéfice au mouvement révolutionnaire ni au mouvement populaire, et encore moins aux nouvelles générations de révolutionnaires.

Bien sûr, on peut consulter les documents publiés dans les recueils du TKP-ML. Cependant, notre analyse ne doit pas viser à transporter le « fardeau mortifère du passé » jusqu'à nos jours ni à rediscuter sans fin des questions déjà épuisées et tranchées, mais à tirer les leçons et l'expérience des pratiques passées, avec leurs aspects positifs et négatifs, afin de contribuer au développement de la pratique révolutionnaire d'aujourd'hui.

Notre approche à cet égard a été exprimée par le Président Mao : « *Nous devons veiller à éduquer les gens sur notre ligne idéologique et politique. Notre principe doit rester : « tirer les leçons des erreurs passées pour éviter celles de l'avenir » et « soigner la maladie pour sauver le malade ».* Unissez-vous et remportez de plus grandes victoires. » (Mao Zedong, op. cit.)

Par conséquent, plutôt que de remettre à l'ordre du jour les débats sur « l'unité », nous tenons à préciser que notre objectif principal ici est de mettre clairement en évidence les divergences qui nous séparent du MKP. Cela permettra ainsi d'établir un terrain de discussion plus sain.

Nous y attachons de l'importance. Nous y attachons de l'importance car, selon nous, la ligne représentée par le MKP , au nom de la défense de la politique d'unité, fait la propagande de « comment l'unité ne peut pas se faire ». Par exemple, on constate avec attention dans l'évaluation suivante l'approche du MKP quand à la réponse du TKP-ML, qui lors de son dernier congrès (2e congrès) répondait à la proposition d'unité du MKP,

et voici la manière dont le MKP conçoit la politique qu'il appelle « l'unité » : *« Sinon, quel est le problème ? S'il n'y a pas de raison valable, nous devons dire que la dernière réunion a pour ainsi dire inventé un nouveau prétexte pour repousser l'unité... Même si le rassemblement de la plus large partie des partisans de Kaypakkaya sous le slogan de la « plateforme de la tradition vers l'avenir » constitue une approche juste, cette approche juste a été dressée comme un obstacle à l'unité concrète, servant pour ainsi dire de levier pour tourner le dos à l'unité, pour fuir l'unité ».* (Bakış Can, « Nous voulons comprendre les idées opposées à l'unité ! », 5 décembre 2024, Gazete Patika, <https://gazetepatika23.com/birlik-karsiti-fikirleri-anlamak-istiyoruz-160610.html> )

Dans cette analyse, je ne sais pas si nous pourrions apporter une réponse à la « raison valable » exprimée dans l'opinion citée ci-dessus, nous nous efforcerons avant tout d'exposer les différences entre la ligne représentée par le MKP et celle du TKP-ML. Précisons clairement que tel est notre objectif. Indépendamment du fait que cette réponse parvienne ou non à convaincre l'auteur de l'opinion, soulignons tout particulièrement que le ton employé ci-dessus, et notamment les notions telles que « inventer des prétextes », « tourner le dos », « fuir l'unité », ne nous appartiennent pas. Critiquer le TKP-ML à l'aide de notions qui ne lui appartiennent pas n'est que le fruit d'une conception étrangère au TKP-ML. Et cela doit être considéré comme une preuve supplémentaire de l'absence d'unité.

Il s'agit d'un débat de ligne, et ce débat de ligne doit se dérouler, mais non pas tel que le MKP le comprend et le défend, c'est à dire une « lutte entre les deux lignes » au sein du parti communiste et sur les plateformes communistes. Et soulignons que cette approche de la question constitue précisément l'une des différences entre nous et la ligne représentée par le MKP.

Le MKP confond systématiquement la lutte entre les deux lignes menée – ou devant être menée – au sein du parti

communiste et des plateformes communistes avec les luttes de ligne menées – ou devant être menées – contre des lignes extérieures au parti communiste. Cette situation objective efface la distinction entre l'intérieur et l'extérieur du parti communiste et des plateformes communistes, contribue à créer une véritable cacophonie sous le prétexte de « mener une lutte entre les deux lignes » et obscurcit ainsi ce que chacun dit et ce qu'il vise. Par conséquent, lorsque nous critiquons les opinions de nos amis du MKP, soulignons tout particulièrement que ces critiques ne concernent pas la « lutte entre les deux lignes » menée au sein du parti communiste et des plateformes communistes.

Bien sûr, ce débat et cette lutte des lignes impliquent une lutte idéologique. Quelle ampleur prendront cette lutte idéologique, ce débat et cette polémique ?... Allons-nous influencer la ligne représentée par le MKP ?... Nous le verrons plus tard.

Cependant, nous estimons que la différence fondamentale entre nous et le MKP est d'ordre idéologique et que, en raison de cette question fondamentale, nos amis, tant par le passé qu'aujourd'hui, n'ont pas su poser correctement la ou les questions qui s'imposaient, en raison de leur conception idéologique. Cela vaut tant pour l'évaluation des causes (le point de départ de classe) des crimes commis contre la volonté du parti communiste dans le passé et pour en tirer les leçons nécessaires, que dans les conditions actuelles, lorsqu'ils qualifient de « communistes » des partis et organisations « issus de la même tradition » « communistes » dans les conditions actuelles.

Il sera donc utile de se référer à la mémoire historique pour comprendre « pourquoi nous sommes séparés ».

## **I - Mémoire historique et approche générale de la question de l'unité**

Ahmet Telli, l'un de nos poètes révolutionnaires, écrit dans un vers de son poème intitulé « Peut-être reviendrai-je » :

*« quel mur ne s'effondre pas si les questions sont justes »*. Nous pensons que nos amis du MKP, avec leur « bilan historique » si souvent évoqué, ne se sont pas « posé les bonnes questions », (ou ne parviennent pas à se les poser).

Tant que cela ne sera pas fait, nous tenons à souligner que les appels à l'« unité » lancés avec insistance et depuis des années par nos amis révolutionnaires du MKP restent sans réponse dans le contexte même de l'« unité ». La réponse de nos amis du MKP, « sinon, quel est le problème ? », se trouve ici. Le problème n'est pas de faire de l'« unité ». Le problème, c'est de savoir « pourquoi nous sommes séparés ». Tant qu'il n'y aura pas de réponse convaincante à cette question, la proposition d'« unité » et la discussion qui s'ensuit resteront sans fondement, et c'est effectivement le cas. À notre avis, au lieu de réagir à cela, il est plus juste de nous pencher sur nos erreurs et de faire le point sur nos incompréhensions et nos conceptions erronées. Cette approche permettra également de débattre de nos divergences sur une base scientifique. Les discours émotionnels et populistes, qui ne s'appuient pas sur une base scientifique, ne profiteront ni à nos amis révolutionnaires, ni à nous, ni au peuple. Comme cela n'a pas été réalisé, il est tout à fait évident que revenir sans cesse sur le débat autour de l'« unité » ne profitera à personne. L'expérience historique le prouve amplement. Bien sûr, en ce qui concerne les débats sur l'« unité », des réponses ont été apportées au MKP lorsque cela a été jugé nécessaire et au sujet des divergences. Cependant, c'est précisément parce que ces réponses n'ont pas convaincu leurs destinataires que la question a été détournée d'un débat sur la ligne idéologique pour devenir l'objet d'évaluations extrêmement subjectives, ce qui continue d'être le cas

aujourd'hui. À notre avis, la raison n'est pas, comme le perçoivent nos amis du MKP, que l'approche de la question de l'« unité » relève du « dogmatisme », du « sectarisme » ou de l'« arrogance », mais que la question est d'ordre idéologique et qu'ils ne parviennent donc pas à voir . À cet égard, nous tenons à rappeler que notre approche s'inspire des paroles du Président Mao : *« Lorsqu'il s'agit de questions de ligne et de principes, je m'y tiens fermement et je ne relâche pas ma prise. Je ne fais aucune concession sur les questions de principe importantes »*. (Mao Zedong, op. cit.) Tout d'abord, répondons clairement, comme nous l'avons fait par le passé, à la question de savoir quelle est notre position concernant la « chose » que la ligne représentée par le MKP définit comme « l'Union des communistes ». Nous sommes en faveur de « l'Union des communistes ». À nos yeux, c'est un fait évident qui ne laisse aucune place au débat. De plus, notre position sur ce sujet est résumée dans l'approche du Président Mao : *« J'espère que vous appliquerez le marxisme, et non le révisionnisme ; j'espère que vous vous unirez, et non que vous vous diviserez ; j'espère que vous serez sincères et ouverts, et que vous ne recourrez pas aux intrigues et aux complots. »* (Mao Zedong, op. cit.) Par conséquent, notre objectif est, aujourd'hui comme par le passé, d'appliquer le marxisme et non le révisionnisme ; aujourd'hui comme par le passé, nous visons l'unité et non la division, et que, tout comme par le passé, nous sommes aujourd'hui sincères et ouverts ; nous devons exprimer clairement que, notamment dans ce genre de questions, il n'y a absolument pas de place pour les intrigues et les complots, et qu'il ne doit pas y en avoir.

C'est pourquoi il faut exposer clairement la conception idéologique qui nous sépare de nos amis du MKP. Il est plus judicieux de mener la discussion en s'appuyant sur ces différences de ligne et de parvenir à une conclusion précise. Il faut d'abord, il faut clarifier « pourquoi nous sommes séparés », puis mettre en évidence les divergences et mener la discussion à

partir de celles-ci. En dehors de cette méthode, les appels qui sonnent bien et font appel aux sentiments des masses sont vides de sens. Non seulement ils ne permettent pas d'atteindre l'objectif visé, mais ils produisent au contraire un effet inverse. De plus, cela conduit à ce que ce qu'on appelle « l'unité des communistes » reste un concept vague et indéfini, « en suspens ». Nous pensons que nos amis du MKP, forts de leurs années d'expérience pratique, en ont largement fait l'expérience.

La raison pour laquelle l'appel à l'« union » du MKP est revenu à l'ordre du jour tient au fait que la ligne représentée par le MKP a transmis cet appel à l'union au TKP-ML, d'abord oralement, puis par écrit à la demande du TKP-ML. Le TKP-ML a examiné cette proposition d'abord lors de toutes ses sous-séances, puis lors de son 2e Congrès, en a exposé les raisons et l'a transmise par écrit à ses interlocuteurs. L'essence de la réponse donnée est qu'il n'existe pas de fondement idéologique, politique, programmatique et organisationnel commun, condition préalable à l'unité.

Que vous y adhérez ou non, c'est une opinion. D'ailleurs, il ne s'agit pas d'une question d'intention. C'est une réalité objective. Il existe de sérieuses divergences entre les programmes maximaux et minimaux du MKP et du TKP-ML. Les programmes des deux organisations comportent des contenus différents. Par exemple, alors que le MKP défend directement la révolution socialiste, le TKP-ML estime que la révolution démocratique n'a pas encore eu lieu dans notre pays. Il défend l'idée que la dictature démocratique du peuple sera mise en œuvre à l'issue de la Révolution démocratique populaire et que l'on passera à la construction du socialisme dès que les conditions seront réunies.

Le MKP, quant à lui, avance une thèse concernant la voie de la révolution, telle que la « Guerre populaire socialiste », qui est à notre avis, éclectique et en contradiction avec les principes fondamentaux du MLM. Il avance également des thèses révisionnistes telles que « l'État de tout le peuple » ou le «

système multipartite », au lieu de la dictature du prolétariat qui correspond au socialisme scientifique et au programme maximal. Selon le TKP -ML, l'unité du parti communiste repose sur l'unité idéologique et politique d'aujourd'hui, tandis que le MKP avance un récit d'un « passé nostalgique » indéfini, vague et dépourvu de principes, en prétendant que l'on « se trouve dans les mêmes rangs ».

Il faut d'abord admettre qu'il est question de l'union d'organisations issues de la même tradition, mais menant depuis 34 ans des activités organisationnelles distinctes et présentant, en ce sens, une structure idéologique, politique - organisationnelles-militaires. C'est cela qui est clair, scientifique et conforme au MLM. Ensuite, il faut mener une discussion sur les différences existantes. Il faut adopter une approche autocritique sincère et honnête quant aux raisons de cette séparation.

Pourquoi y accordons-nous de l'importance ? Nous y accordons de l'importance parce « *l'honnêteté est la base de tout* ». Tant que cela ne sera pas fait, il ne sera pas possible de comprendre et de définir scientifiquement pourquoi, au cours d'une pratique de lutte s'étendant sur plus d'un demi-siècle, des formations organisationnelles distinctes ont été maintenues. Comme cela ne peut être compris, défini ni saisi, la question ne peut être débattue sur des bases solides.

Il faut donc d'abord définir clairement la question. Lorsqu'on parle d'unité, il faut comprendre pourquoi « l'un s'est divisé en deux », « pourquoi il y a une séparation » et, au stade actuel, en quoi consistent les différences entre les deux lignes qui ont donné lieu à deux formations organisationnelles distinctes. Dans cette analyse, nous nous pencherons sur ces questions et d'autres similaires, et nous nous efforcerons de mettre en évidence les différences de ligne entre le TKP-ML et le MKP.

Il convient de rappeler que nous défendons bien sûr « l'unité des communistes ». Nous avons clairement exprimé cette position ci-dessus. L'unité organisationnelle des communistes, qui

s'unissent autour d'un programme maximal et minimal ainsi que d'une ligne pratique, ne doit pas être rejetée. De plus, il est impératif que les communistes fassent partie de la même avant-garde et de la même unité organisée, dans l'unité de la volonté et de l'action. À cet égard, il faut défendre l'approche du président Mao « *J'espère que vous vous unirez, et non que vous vous divisiez* ». Il est absurde de défendre le contraire. Il est incontestable, du point de vue d'une conception défendant le principe selon lequel « la révolution sera l'œuvre des masses », que ceux qui se soucient de la révolution doivent défendre l'unité de volonté et d'action des communistes et, de surcroît, organiser toutes les forces qu'ils perçoivent dans les rangs du peuple sous la direction du parti communiste.

D'autre part, il est tout aussi évident que le fondement de l'unité organisationnelle des communistes est et ne sera que l'unité idéologique, politique et programmatique correspondant au programme minimal et maximal. Il faut savoir que l'unité idéologique et politique ne permet d'occuper qu'une seule et même position organisationnelle. Là où cela n'existe pas, il n'est pas possible de parler d'unité. Ce n'est pas une question d'intention, mais d'une réalité objective. L'unité au sein du parti communiste n'est possible que dans ces conditions. L'unité du parti est l'unité suprême, stratégique, idéologique et révolutionnaire. C'est l'organe suprême qui avance sur la voie d'un programme unique reflétant la volonté du parti. C'est l'avant-garde organisée qui dirige la révolution.

À notre avis, la question de « l'unité des communistes » ne repose pas sur des souvenirs nostalgiques du passé ni sur une nostalgie de celui-ci. Nous ne pouvons ni ne devons-nous contenter de réduire la justification de l'unité à ses seules origines historiques, au passé du parti tel qu'il a été fondé par son leader fondateur. Dans les conditions actuelles, , il faut reconnaître que l'unité du parti a objectivement cessé d'exister et qu'elle n'existe plus, en raison des positions idéologiques,

politiques et stratégiques divergentes adoptées. Ce n'est pas une question d'intention. C'est une réalité objective et concrète.

La conception de l'unité du MKP se limite à une conception grossière, superficielle et creuse de l'unité, qui repose sur le fait d'avoir un jour fait partie des mêmes rangs, mais qui ignore les raisons pour lesquelles la lutte révolutionnaire se poursuit aujourd'hui en tant que partis distincts, et qui fait abstraction des différences actuelles entre les programmes minimaux et maximaux. Nos amis du MKP abordent la question de l'unité en partant d'une telle approche. Et qui plus est, alors que la proposition d'unité est mise à l'ordre du jour, la ligne putschiste et liquidatrice à laquelle la volonté du parti a été exposée au cours de la période écoulée est ignorée et mise de côté, tandis que la « unité » est défendue en fermant les yeux sur les divergences stratégiques et politiques actuelles.

À ce stade, les raisons de ces divergences de ligne sont ignorées, et l'« unité » est à nouveau défendue sur la base d'évaluations superficielles. Ainsi, le putschisme, le liquidationnisme et l'égoïsme qui bafouent la volonté du TKP-ML sont minimisés. Ces crimes graves portant atteinte à l'unité de la volonté et de l'action du parti sont considérés comme de simples erreurs. Cette approche conduit la ligne représentée par le MKP, avec une approche anti-MLM, à être incapable d'évaluer correctement les crimes et les erreurs commis. Or, les communistes font preuve d'objectivité face à leurs propres erreurs. Ils utilisent l'arme de l'autocritique. Ils mettent sur la table leurs propres crimes, leurs erreurs et leurs faiblesses. Ils se jugent dans une optique de rectification. Ils poursuivent leur chemin en se débarrassant des faiblesses et des erreurs qu'ils n'avaient pas su discerner auparavant. C'est dans ce sens que l'autocritique prend tout son sens lorsqu'elle trouve un écho dans la pratique.

Pour rappel : à l'issue de la 1re Conférence extraordinaire du Parti (1re OPK) tenue en avril 1993 a abouti à la proclamation de « *l'union d'acier des forces du parti* ». (Voir Komünist, n°

25, septembre 1993) En examinant l'ordre du jour et le rapport de la 1re OPK, on constate aisément qu'aucune discussion n'a eu lieu sur la question de « l'union » et, plus important encore, sur les raisons de la scission des forces du parti. Cela souligne une lacune et une erreur importantes du point de vue du TKP-ML. Il est évident qu'il s'agit là d'une insuffisance et d'une erreur.

Il est clair que, lors de la 1re OPK de 1987, la pratique du Comité régional de l'Anatolie de l'Est (DABK) n'a pas été remise en question, et que le putsch perpétré contre la volonté du parti n'a pas été débattu ni condamné. Lors de cette conférence, par souci de « l'unité des forces du parti », « le putsch et la liquidation » n'ont pas été mis à l'ordre du jour. Le putsch de 1987 et le processus qui s'en est suivi n'ont pas été abordés, discutés ni condamnés lors de la 1re OPK. En bref, la ligne diviseuse, liquidatrice et putschiste n'a pas été remise en cause, et – comme l'a clairement démontré le processus qui s'est déroulé par la suite – une décision d'« unité » a été prise. Il ne fait aucun doute que cette approche constituait une position anti-MLM face à l'opportunisme et au liquidationnisme

Bien entendu, la 1re OPK doit être évaluée avec ses aspects positifs et négatifs. L'un se divise en deux ! En effet, lors de cette même conférence, outre l'attitude opportuniste adoptée sur la question de l'« unité », certaines décisions, telles que celle de la 1re OPK d'utiliser le concept de maoïsme, etc., étaient positives. (Voir la décision n° 26, Komünist, n° 25, septembre 1993, p. 9)

Cette pratique du TKP-ML lors de la 1re OPK a été évaluée lors de la 6e Conférence et la « scission de 1987 et la nature de classe ainsi que l'origine du DABK ont été définies comme suit : « *La scission de 1987 s'est cristallisée sur le terrain des ravages idéologiques, politiques et organisationnels causés au sein du parti par la ligne opportuniste de droite suivie par le 2e Comité central, qui a pris la direction du parti après 1980 (après le coup d'état du 12 septembre).* »

*Le DABK, est un courant liquidateur, putschiste, qui rejette la lutte des deux lignes, dominé par une vision égocentrique, étroitement régionaliste et purement militaire, et qui nie le droit, le fonctionnement et la volonté du parti. Les conceptions que nous avons soulignées ci-dessus ont été imposées au parti sur la base du rejet de la lutte des deux lignes ; bien qu'il ait vu le jour en réaction à la ligne opportuniste de droite du 2e Comité central, mais s'est imposé au sein du parti en brandissant le drapeau de la lutte frontale. La conception qui a marqué ce mouvement est essentiellement l'opportunisme de gauche. L'émergence du DABK est anti-MLM. » (Karar 27, Komünist n° 27, pages 12-13, septembre 1995)*

Lors de cette même conférence, le TKP-ML a inscrit à son ordre du jour le processus qui a suivi la scission de 1987 et a procédé à une évaluation autocritique de son approche de la question de « l'unité » ainsi que de sa manière d'aborder ce processus.

Dans la 6e Conférence du TKP-ML , il a été estimé que la 3e Conférence n'avait pas saisi la nature du DABK – ce qui témoigne d'une insuffisance idéologique –, et qu'elle avait donc adopté une approche opportuniste et, pour l'essentiel, pragmatique ; lors de la 4e Conférence , la décision d'unité avec le DABK a été jugée opportuniste et condamnée : « Immédiatement après la scission de 1987, la 3e Conférence, convoquée par les exigences du droit et du fonctionnement du parti, a principalement dirigé ses critiques acérées contre la ligne du 2<sup>e</sup> CC et les ravages qu'elle causait au sein du parti, et s'est attaché à remobiliser l'organisation du parti et à la mobiliser pour la lutte des classes en intervenant contre l'érosion organisationnelle qui perdurait depuis 1980, cette ligne était globalement juste ; cependant, le fait d'aborder une question telle que l'unité avec le DABK sans en saisir la nature et en la présentant sans une vision de principe , a constitué une approche erronée, opportuniste et, pour l'essentiel, marquée par le pragmatisme. Le DABK, quant à lui, a rejeté l'unité en invoquant des arguments forcés et fallacieux, qu'il s'agisse de

*la lutte entre les deux lignes, des conceptions erronées sur la nature du parti ou encore de sa réaction, de son opposition et de ses déformations. Au terme des revirements des deux ailes, la tendance à l'unité a fini par l'emporter, et une unité dépourvue de lutte idéologique et politique a été mise en place . Éloignée d'une base d'unité fondée sur des principes, cette unité – où l'on a tenté de fonder les divergences sur des distinctions secondaires et artificielles, sans tenir compte des divergences de fond – s'est naturellement avérée dépourvue de principes et pragmatique. La décision d'unité de la 4e conférence est opportuniste. » (Décision n° 28, Komünist n° 27, page 13, septembre 1995)*

*Lors de la 6e conférence, le processus qui a suivi l'« union » réalisée avec la 1re OPK a été évalué, et le caractère de classe de la ligne putschiste et liquidatrice dirigée contre la volonté du TKP-ML a été défini comme « la paysannerie pauvre et ses franges lumpénisées en milieu urbain », tandis que la nature de cette faction a été qualifiée de « sectaire de gauche, liquidatrice, putschiste et souffrant de dogmatisme » : « La clique putschiste et liquidationniste à la tête de la faction apparue dans les rangs du Parti remonte jusqu'à la structure du DABK. Cette clique a abordé l'unité de manière trompeuse, en dissimulant son visage anti-unité. Lors des réunions du SB et du GBMK qui ont suivi l'unité, elle a progressivement mis à l'ordre du jour ses politiques anti-unité et liquidationnistes. Au cours du processus de l'OPK, elle a agi en tant que clique et y a poursuivi cette attitude en la systématisant davantage. Lors de la 1re OPK , profitant des positions qu'ils y avaient acquises, des plans de liquidation organisationnelle ont été élaborés lors de la 2e réunion de l'AK afin de s'emparer du parti par des moyens non conformes aux méthodes de lutte idéologique et politique ; les activités de la faction ont débuté après la réunion et se sont poursuivies dans tous les domaines du parti conformément à ce plan, jusqu'au coup de force qui a abouti à la déclaration du « Comité central » du 18 avril. Cette faction*

*est de nature sectaire de gauche, liquidationniste et putschiste, et souffre de dogmatisme. Son caractère de classe se situe au niveau de la paysannerie pauvre et des couches urbaines lumpénisées issues de celle-ci. Il existe entre elle et le parti de sérieuses divergences idéologiques et politiques sur des points fondamentaux. Cette fraction se trouve dans une position éloignée du parti, dont elle s'est détachée par ses conceptions et ses pratiques idéologiques, politiques, militaires et organisationnelles. De par cette nature, il n'est pas de question d'unité avec eux. »* (Komünist, n° 27, page 13, septembre 1995)

La ligne représentée par le MKP a, lors de son 1er congrès en 2002, changé de nom, évalué son propre parcours historique et annoncé avoir pris la décision d' « s'unir ». En prenant cette décision, les processus de 1987 et 1994 ont été pour l'essentiel ignorés. Lors de la prise de cette décision d'union, la question « pourquoi le parti s'est-il divisé ? » a été, par essence, éludée. Alors que les deux parties (DABK et TKP-ML) étaient soi-disant « critiquées », leur rôle dans ces processus et, globalement, la réalité de l'attaque putschiste et liquidatrice (« la division d'un en deux ») qui a brisé l'unité de la volonté et de l'action du parti a été ignorée. L'appel à l'unité a empêché d'apporter une réponse claire et honnête à la question « pourquoi le parti s'est-il divisé ? », occultant ainsi l'évaluation du processus vécu sur la base du MLM.

Or, la réalité de l'attaque putschiste et liquidatrice dirigée contre l'unité de la volonté et de l'action du TKP-ML, l'attaque putschiste et liquidatrice visant l'unité de la volonté et de l'action du parti est une réalité. Il est également vrai que, depuis la scission liquidatrice du DABK en 1987, il existe une ligne qui défend l'unité de la volonté et de l'action du parti et qui, conformément aux principes, au fonctionnement et aux statuts du parti – malgré ses erreurs et lacunes importantes –, s'est approprié le parti.

Par conséquent, la question fondamentale ici est de savoir où l'on se situe face à cette « division de l'unité en deux », et dans

les rangs de quelle ligne on se place. Tant à l'époque qu'aujourd'hui, ceux qui défendent « l'unité de la volonté et de l'action du Parti » doivent condamner sans réserve la ligne liquidatrice du DABK de 1987 et, dans le prolongement de celle-ci, la ligne liquidatrice du putsch de 1994. Si cela n'est pas fait, peut-on parler d'une véritable autocritique ?

En résumé, la ligne représentée par le MKP, tout en faisant le bilan de son passé, a préféré se positionner quelque part « au-dessus des clivages » (ce qui est impossible par la nature même des choses). Cette conception ne revient-elle pas, sous prétexte de « condamner » tant la « Conférence » que le « DABK », à minimiser, au mieux, la ligne putschiste et liquidatrice dont elles sont issues ?

La question est simple. Le MKP défend-il les putschs de 1987 et 1994 ? Si, à ce stade, nos amis révolutionnaires qui proposent « l'unité », ne défendent pas et condamnent sans réserve ces attaques putschistes et liquidationnistes, alors sur quoi repose leur raison d'être ? Ou, pour « poser la bonne question », reformulons-la une fois encore. Si les processus vécus en '87 et '94 sont condamnés et qu'on prétend avoir fait de l'autocritique à ce sujet, alors pourquoi les conséquences de cette autocritique ne sont-elles pas mises en œuvre ?

Les événements survenus lors des processus de 1987 et 1994 sont, en dernière analyse, le produit d'une conception putschiste et liquidatrice visant la volonté, le fonctionnement, les principes et les statuts du TKP-ML. Il faut d'abord constater et comprendre clairement cette réalité. Peut-on, en changeant de nom, fermer les yeux sur les processus historiques passés, les manquements aux principes, les crimes commis, le putschisme et la liquidation ? N'est-ce pas là de l'opportunisme, comme nos amis du MKP le reconnaîtront eux-mêmes ?

On pourrait dire, et on le dira, qu'avec l'appel à « l'unité », « tout cela a été condamné ! » Il faut alors demander à juste titre à nos amis du MKP : les deux partis ont la même origine. À un moment de l'histoire, pour telle ou telle raison, ils se sont

séparés faute d'avoir pu « s'entendre ». Quelle est aujourd'hui la raison de leur séparation ? À nos yeux, la raison est claire. Pourquoi ces deux courants n'ont-ils pas pu maintenir l'unité du parti ? Pourquoi l'unité de volonté et d'action s'est-elle fracturée ? À nos yeux, la raison est connue.

L'un s'est divisé en deux : d'un côté de la contradiction, la ligne du prolétariat représentant la volonté du parti ; de l'autre, une ligne putschiste et liquidatrice. Indépendamment de toutes ces discussions « lassantes », telle est la réalité objective. Nous pensons que nos amis révolutionnaires du MKP savent très bien que, dans l'esprit de la « l'un se divise en deux », doivent d'abord préciser de quel côté de la contradiction ils se rangent.

Pour notre part, « quant à nous », au cours de ces processus – comme le prouvent les décisions du TKP-ML que nous avons citées plus haut –, malgré ses erreurs et ses lacunes importantes, nous estimons que le TKP-ML se situe du bon côté de la contradiction dans la « division du un en deux ». Ce n'est pas anodin et c'est notre point de départ, tant à l'époque qu'aujourd'hui. C'est le fondement sur lequel repose notre unité de volonté et d'action. Défendre ce fondement, rester ferme sur les questions de principe et de ligne, selon les termes du Président Mao, ne pas relâcher notre position et ne pas faire de concessions. Telle est l'attitude scientifique, celle du MLM.

L'approche MLM consiste à aborder nos propres lacunes et erreurs dans ces processus. Il ne suffit pas d'adopter la bonne attitude face aux événements. Il faut également s'attaquer à nos erreurs et aux lacunes qui en découlent. La source de nos erreurs réside dans notre compréhension insuffisante du MLM.

En conclusion, deux courants politiques distincts, issus d'un tel processus historique, se sont organisés selon des voies différentes sur les plans politique, programmatique et organisationnel. Malgré cette réalité objective, le courant représenté par le MKP a annoncé, à l'issue des débats menés en son sein, sa décision de réaliser l'« unité » avec la ligne du TKP-ML . Après ce processus, la ligne représentée par le MKP

a insisté pour mettre à l'ordre du jour la question de l'unité avec le TKP-ML et a poursuivi cette politique jusqu'à aujourd'hui en tant que « approche stratégique ». Le TKP-ML, quant à lui, a soutenu, tant par le passé qu'aujourd'hui, qu'une telle unité n'était objectivement pas possible dans la situation et les conditions actuelles. De temps à autre, lorsqu'il le jugeait nécessaire, il a débattu avec la ligne représentée par le MKP de la conception de l'unité du parti communiste.

Enfin, avant le 2e congrès du TKP-ML, la ligne représentée par le MKP a une nouvelle fois lancé un appel à l'« unité » au TKP-ML. Cet appel a été débattu lors du congrès du TKP-ML et une approche précise a été élaborée. Dans le cadre de cette approche, il apparaît nécessaire de débattre de la question de l'« unité » avec cette ligne révolutionnaire avec laquelle nous nous rangeons dans les mêmes rangs, au sens le plus général de la pratique de la lutte des classes, et avec laquelle nous menons une lutte commune au sein d'unités d'action et d'alliances, il apparaît nécessaire de débattre de la question de l'« unité », de mener ce débat en particulier à la lumière de nos divergences et de parvenir à une certaine clarification.

Il convient notamment de prendre en compte l'impact positif et négatif de la politique d'« unité » menée depuis des années par le MKP — qui, selon nous, comporte le risque de brouiller les fondements mêmes de son existence —, au sens le plus large « tradition de Kaypakkaya », doit également être prise en compte. Il faut absolument tenir compte du fait que la politique d'« unité » que nos amis du MKP mènent avec insistance depuis des années, et qui, selon nous, ne repose pas sur des bases solides, ne sert pas en réalité les objectifs visés, mais leur porte au contraire préjudice.

Il est donc évident qu'il faut mener ce débat avec nos amis révolutionnaires du MKP, par le biais de publications et dans différents domaines, pendant un certain temps. Il est nécessaire de débattre des points de vue correspondant aux programmes minimaux et maximaux qui se sont formés entre la ligne

représentée par le MKP et celle représentée par le TKP-ML du passé à nos jours et de parvenir à une certaine clarté. En ce sens, plutôt que de présenter ce débat comme une discussion sur « l'unité des communistes », il faut mettre en avant non pas les discours similaires aux deux lignes, mais leurs aspects divergents et distincts. Selon les normes MLM, il sera plus plus juste de débattre des opinions opposées concernant les programmes minimum et maximum, qui constituent le critère fondamental de l'unité du parti.

Tout en menant objectivement la lutte idéologique et politique autour de ces divergences de ligne, nous maintenons notre position quant à la nécessité de poursuivre les alliances et les unités d'action au sein desquelles nous nous organisons et participons ensemble. La lutte idéologique et politique n'entraîne pas la division ni la séparation des forces révolutionnaires dans leur lutte commune. Bien que nous occupions des positions idéologiques différentes dans notre lutte, il est évident que, sur la scène politique où nous partageons les mêmes positions et menons une lutte commune, il est impératif de poursuivre notre approche consistant à organiser des unités d'action et des alliances. Cela doit être compris comme une exigence de la ligne MLM.

## **II. Rejet et critique de l'appel à « l'unité » du MKP**

Dans une lettre datée de septembre 2021 et adressée au TKP-ML, signée « Parti communiste maoïste MK-SB », la proposition d'« unité » a été formulée comme suit : « ... *Bien que nos positions organisationnelles distinctes, conditionnées par nos malheureuses divisions qui s'étendent sur de longues années et sont considérées comme fondamentalement dénuées de sens, aient effectivement conduit à l'unité de volonté et d'action actuelle , notre parenté politique, fondée sur une proximité idéologique et politique, n'a pas disparu, mais s'est obstinément maintenue. (Le fait que les appels à l'unité émanant de la base ne se soient pas tus et que la demande*

*d'unité, même si elle est malheureusement unilatérale, reste d'actualité, en est l'écho...) C'est précisément pour cette raison que notre Parti, comme lors de ses précédentes sessions centrales, a réitéré lors de son 4e congrès sa décision d'unité avec les forces du Parti. Si la perspective d'unité et notre proposition s'inspirent des fondements évoqués ci-dessus, la raison de notre proposition d'unité à votre égard réside quant à elle dans cette ou ces décisions... » (Komünist, n° 76, mai 2022, page 281)*

Cette proposition a été inscrite à l'ordre du jour du 2e Congrès du TKP-ML. Lors du Congrès, la proposition d'unité a été examinée et la réponse suivante a été donnée à la ligne représentée par le MKP : *« Bien que notre 2e Congrès estime que l'appel à l'« unité » du MKP soit motivé par des préoccupations révolutionnaires, il a répondu négativement en raison de nos divergences idéologiques et politiques existantes, et du fait que le MKP n'adopte pas une position présentant une cohérence idéologique. »* (Entretien avec un membre du Bureau politique du Comité central du TKP-ML : *Organisons le parti et la révolution selon les décisions du 2e Congrès ! <https://www.tkpml.com/tkp-ml-mk-sb-2-kongre-kararlariyla-partiyi-ve-devrimi-orgutleyelim/>*)

La décision du TKP-ML de rejeter la proposition d'« unité » s'explique essentiellement par des « divergences idéologiques et politiques » et par le fait que « le MKP n'adopte pas une position faisant preuve d'une cohérence idéologique ».

La ligne représentée par le MKP a préféré évaluer cette approche du TKP-ML en se basant principalement sur un texte « publié sur les réseaux sociaux » (!) plutôt que sur la réponse écrite qui lui avait été transmise. (Voir : « Brève évaluation des motifs de la réponse négative à notre appel à l'unité » <https://halkingunlugu5.org/birlik-cagrimiza-olumsuz-yanitin-gerekcesine-dair-kisa-bir-degerlendirme/>)

Bien que cette approche (ainsi que d'autres exemples) soulève certaines interrogations quant à l'importance de la question, la

ligne représentée par le MKP prend comme critère fondamental, dans ses évaluations de la proposition d'« unité », la critique d'un « manque de cohérence idéologique ».

D'autre part, nos amis du MKP ne tiennent pas compte de la « définition des divergences idéologiques et politiques ». Or, c'est précisément ce point qui, selon nous, est important et doit faire l'objet d'un débat. En effet, la ligne représentée par le TKP-ML et celle représentée par le MKP correspondent à deux formations organisationnelles distinctes. Cette réalité objective n'étant pas prise en compte, on part du principe que ces deux formations organisationnelles distinctes font partie d'un « tout unique ».

La ligne représentée par le MKP aborde l'approche du TKP-ML selon laquelle il « ne fait pas preuve d'unité idéologique » précisément à travers sa conception du Parti communiste. Cette conception contient également, d'une certaine manière, la réponse à la question « pourquoi sommes-nous séparés ou quelles sont nos différences ? ». Cette approche « *légitime le fait que chaque classe et chaque couche sociale apporte sa propre idéologie au sein du Parti communiste* » (ce qui est inévitable dans la réalité d'une société de classes), et brouille ainsi la lutte de la ligne prolétarienne contre ces lignes ainsi que sa domination inévitable.

La possibilité qu'une ligne s'oppose à la ligne prolétarienne et se développe (il est bon de s'y préparer) ainsi que la manière dont nous abordons cette question et définissons notre point de départ, conformément au fonctionnement, aux principes et aux statuts du TKP-ML, revêtent une importance déterminante. La manière dont nous appréhendons la contradiction et la position que nous y adoptons sont déterminantes pour l'avenir de cette contradiction.

Le fait que des lignes idéologiques de différentes classes et couches sociales émergent au sein du Parti communiste ne nie pas la nécessité de la domination de la ligne prolétarienne.. Les différentes lignes au sein du TKP-ML, autres que la ligne

prolétarienne, sont considérées comme devant être éliminées. Allons même plus loin. Ces lignes sont abordées, et doivent l'être, afin de renforcer davantage la ligne prolétarienne. C'est précisément ce que nous n'avons pas réussi à faire. Le TKP-ML n'ayant pas su mettre en œuvre cette approche sur des bases correctes et n'ayant pas su aborder les différentes lignes pour renforcer sa propre ligne prolétarienne, nous sommes actuellement contraints de mener ce débat avec la ligne représentée par le MKP.

Nous pensons que cette approche de notre part revient essentiellement à une autocritique de la ligne prolétarienne elle-même, et que notre pratique historique a montré que nous avons d'importantes insuffisances dans l'imposition de la ligne prolétarienne. Il convient de rappeler une fois de plus que, lorsqu'il s'agit de questions de ligne, il faut faire preuve de rigueur et ne pas relâcher notre position. Il ne s'agit ni de sectarisme ni de dogmatisme. Au contraire, c'est un effort visant à imposer la ligne marxiste-léniniste-maoïste.

Il convient de rappeler qu'il ne faut pas perdre de vue que nous parlons ici de deux formations organisationnelles distinctes. Cependant, le MKP conçoit ces « deux structures » comme « une seule et même organisation, unifiée sur le plan organisationnel et politique et s'inscrivant dans le cadre d'un même programme ». Il définit le Parti comme une structure au sein du Parti communiste où se côtoient différentes classes et couches sociales, avec les idéologies propres à leurs classes respectives. Partant de cette conception, la ligne représentée par le MKP considère comme naturel que les idéologies différentes des différentes classes et couches sociales trouvent leur place au sein du Parti communiste :

*« Les différentes classes, couches sociales et groupes ayant un intérêt dans la révolution trouvent leur place au sein du PC et y apportent également leurs propres idéologies au sein du PC. Si ce n'était pas le cas, pourquoi aurait-on besoin d'une lutte entre deux lignes ? C'est là l'aspect objectif et inévitable de cette*

*question. Si l'on recherche l'unité idéologique, le PC devrait fermer ses portes à toutes les classes et couches sociales autres que le prolétariat. On rendrait alors la révolution impossible ; ce mode de pensée conduit à cette extrémité. » (Ibid.)*

Cette approche de nos amis du MKP minimise la différence déterminante entre l'intérieur et l'extérieur du parti communiste, et assimile la lutte des deux lignes menées au sein du parti communiste et sur les plateformes communistes aux luttes idéologiques menées à l'extérieur du parti à l'encontre de différentes classes et couches sociales. Cette conception idéologique du Parti communiste entraîne de graves problèmes (notamment d'ordre organisationnel), comme nous l'avons nous-mêmes constaté dans notre pratique historique.

Les différentes lignes au sein du Parti communiste sont envisagées dans le but de les éliminer et de renforcer la ligne prolétarienne ; la lutte des deux lignes au sein du Parti est abordée sur la base du principe du centralisme démocratique, notamment à certains moments, selon le principe « unité – lutte – unité plus élevée ». En dernière analyse, la lutte des deux lignes implique également une démarche organisationnelle. Ses voies et ses méthodes s'inscrivent dans le fonctionnement du Parti communiste et dans ses statuts.

La lutte idéologique contre les lignes extérieures au Parti communiste est quant à elle envisagée dans le but de les transformer, de les rapprocher de la ligne prolétarienne et de les neutraliser. Ses voies et méthodes sont bien définies. Elles consistent à présenter les critiques de la ligne prolétarienne sur des tribunes publiques et à mener sans relâche la lutte idéologique et politique. Il est toutefois évident que cette lutte, de par sa nature même, ne comporte pas et ne peut comporter de dimension organisationnelle.

La ligne représentée par le MKP, en premier lieu, considère deux formations organisationnelles distinctes comme si elles faisaient partie d'une même formation organisationnelle. Il est évident que cette interprétation est erronée. En raison de cette

conception erronée, on confond la lutte entre deux lignes au sein d'un parti communiste ou sur des plateformes communistes avec les luttes de ligne entre différentes organisations et, par conséquent, entre différentes lignes. La lutte idéologique entre différentes structures organisationnelles diffère de la lutte idéologique au sein d'un même parti. Il est clair que nous parlons ici de deux voies distinctes et différentes. Ce n'est pas une question d'intention mais d'une réalité objective.

Deuxièmement : selon la conception de nos amis du MKP, le Parti communiste abrite en son sein plusieurs idéologies. D'après eux, « les différentes classes et couches sociales occupent une place au sein du Parti communiste avec leurs propres idéologies ». C'est inévitable ! Par conséquent, selon la conception du MKP, un parti — est constitué d'un mélange d'idéologies de différentes classes ! Or, l'idéologie, la doctrine et la politique du Parti communiste correspondent au caractère de classe du prolétariat, seule classe la plus progressiste de son époque et indissociable du socialisme. C'est l'idéologie du prolétariat qui domine la est régie par l'idéologie du prolétariat : sa perspective révolutionnaire, sa doctrine communiste et la politique qu'il mène. En bref, l'idéologie du Parti communiste est l'idéologie du prolétariat. Il n'y a pas de place pour d'autres idéologies en dehors de celle-ci. Il ne devrait pas y en avoir.

Il en résulte que, selon la conception de nos amis du MKP : « *les différentes classes, couches et groupes ayant un intérêt dans la révolution trouvent leur place au sein du PC et y apportent leurs propres idéologies* », cette opinion recèle une conception floue qui légitime l'introduction au sein du parti d'idéologies extérieures au prolétariat. Et par la suite, l'opinion selon laquelle « *si l'on recherche l'unité idéologique, le PC doit fermer ses portes à toutes les classes et couches différentes en dehors du prolétariat* », elle rejette l'unité idéologique du Parti et défend la thèse selon laquelle chaque classe et chaque couche sociale entrant dans le Parti pourrait y être représentée non pas

par l'idéologie du prolétariat, mais par celle de la classe à laquelle elle appartient.

Ce point de vue est fondamentalement erroné et, de surcroît, affaiblit la lutte pour l'hégémonie de l'idéologie prolétarienne au sein du Parti. Lénine était un intellectuel bourgeois. Mais au sein du POSDR, ce n'est pas avec l'idéologie bourgeoise, mais avec l'idéologie du prolétariat dont il s'était imprégné. On peut en dire autant de Marx, d'Engels, de Staline et de Mao. Eux aussi ont pris place dans les rangs de l'idéologie du socialisme scientifique et du communisme, non pas avec les idéologies des classes bourgeoises et petites-bourgeoises auxquelles ils appartenaient, mais avec l'idéologie communiste du prolétariat doté d'une conscience de classe.

De même, bien que le dirigeant fondateur du TKP-ML et la majorité de ses camarades fussent d'origine petite-bourgeoise sur le plan de classe, ils ont synthétisé l'expérience acquise dans la pratique avec la théorie universelle du MLM et sont devenus les représentants de la ligne prolétarienne dans notre région.

C'est là l'élément fondamental qui distingue le TKP-ML, en premier lieu İbrahim Kaypakkaya, des autres dirigeants révolutionnaires petits-bourgeois.

En bref, la majorité des fondateurs et des dirigeants des partis communistes sont, dans un premier temps, des intellectuels bourgeois. Cependant, ils ont « trahi » l'idéologie de leur classe. Bien sûr, le parti communiste compte parmi ses membres des personnes issues de la classe ouvrière et des autres classes laborieuses. C'est d'ailleurs là l'objectif principal. L'objectif est que les membres issus de la classe ouvrière constituent la majorité au sein de l'intégrité organisationnelle du Parti communiste. À mesure que le Parti communiste se développe, les ouvriers qui intériorisent l'idéologie communiste et acquièrent une conscience de classe constituent la majorité.

En résumé, le Parti communiste n'est pas une structure marquée par un mélange éclectique d'idéologies diverses. Il ne doit pas l'être. C'est l'idéologie du prolétariat qui caractérise le Parti

communiste. Le Parti communiste est un parti qui reconnaît la volonté du parti, met en œuvre la lutte entre les deux lignes et applique le principe du centralisme démocratique.

Il va que la loi de « l'unité et de la lutte des contraires » s'applique au sein du Parti communiste, qui s'est doté de l'idéologie communiste. La loi de la contradiction s'applique également au sein du parti, qui est une force matérielle. Au sein du Parti communiste, il est inévitable qu'il existe des idées et des points de vue divergents qui constituent le contraire de l'idéologie communiste. Mais ici, c'est l'idéologie communiste qui constitue l'aspect principal de la contradiction caractérisant le Parti communiste. Les opinions correspondant à l'autre idéologie sont secondaires. D'ailleurs, dès lors que les doctrines idéologiques anticommunistes constituent l'aspect principal de la contradiction, ce parti se transforme en parti bourgeois. Dans le passé, lorsque, au sein de partis autrefois communistes et de systèmes socialistes, l'idéologie bourgeoise est passée d'un rôle secondaire à un rôle principal, le Parti communiste s'est transformé en parti bourgeois et le système socialiste en capitalisme.

Nous reviendrons plus tard sur ce sujet lors de la lutte entre les deux lignes.

La proposition d'unité du MKP se concrétise par l'union de deux organisations issues de la même tradition, s'appuyant sur leur passé commun et leurs souvenirs, mais occupant aujourd'hui des positions divergentes. Dans les conditions actuelles, on fait abstraction du fait que nous évoluons sur des voies distinctes de celle du parti auquel la proposition d'unité est adressée, et que nous disposons d'une structure organisationnelle s'appuyant sur de longues années d'existence. En conséquence de cette conception, on ne tient pas compte du fait que, dans les conditions actuelles, bien que les discours du TKP-ML et du MKP soient similaires, ils représentent des idéologies de classe différentes, qu'ils ont des idéologies différentes ainsi que des programmes minimaux et maximaux

distincts, que leurs conceptions de la nature et de la voie de la révolution divergent, et qu'ils ont constitué des structures organisationnelles distinctes, etc.

Peut-on parler d'« unité des communistes » face à une telle division et à une telle différenciation ?

« Deux peuvent-ils ne faire qu'un » ? Une unité peut-elle s'établir sur la même ligne entre le programme maximal et minimal du Parti communiste et le programme d'un parti petit-bourgeois ? Si cela se produit, peut-on appeler cela « l'unité des communistes » ? Lorsque deux partis distincts s'unissent sur le plan organisationnel, « l'unité du parti » est-elle réalisée ? Sur les questions décisives, et surtout à la lumière de nos « expériences passées », ceux qui, selon l'expression de notre peuple, « ne sont pas sur la même longueur d'onde » au sein du Parti communiste peuvent-ils agir ensemble ?!

À notre avis, nos amis du MKP doivent répondre clairement à toutes ces questions.

Il faut bien sûr réaliser l'unité communiste avec un mouvement qui s'inscrit dans la substance et la ligne communistes. Dans les conditions où l'unité des communistes existe, il faut défendre cette unité et franchir sans faute le pas nécessaire. Ne pas le faire est inacceptable du point de vue de la lutte du prolétariat et du peuple. Cependant, avant de le faire, il faut clairement mettre en évidence les conditions de cette « unité », ainsi que les similitudes et les différences. Dans un contexte où cela fait défaut, défendre l'« unité » revient à vider de son sens la politique qualifiée d'« unité ».

Nous estimons que nos amis du MKP ne sont pas conscients, selon nous, de la perspective dans laquelle s'inscrit leur proposition d'« unité » ni de son contenu réel. L'« unité » mise en avant par le MKP consiste en l'union de deux structures évoluant dans des camps distincts. Cela signifie se situer au plus haut niveau sur les plans idéologique, programmatique, théorique et politique, et faire partie de la même formation

organisationnelle. Selon la science MLM, il faut absolument évaluer si les conditions de cette proposition sont réunies.

Pour mieux cerner la question, nous aborderons d'abord le rôle de détachement d'avant-garde et organisé du Parti communiste, puis à la lutte entre les deux lignes au sein du parti et sur les plateformes communistes. Ensuite, en lien avec ces questions, nous aborderons nos divergences et discuterons de la question de l'unité dans ces conditions.

Telle est notre humble proposition à l'intention de nos amis du MKP. En évitant les généralisations et surtout l'exploitation des aspirations et des revendications du peuple, il faut se concentrer sur nos divergences et parvenir à une certaine clarté sur ces questions. Nous estimons que telle est la position MLM sur cette question. Nous défendons l'idée que cette approche est scientifique et juste.

### **a-) Le détachement d'avant-garde idéologique, politique et organisationnel de la classe ouvrière**

Le TKP-ML , du point de vue de la révolution dans notre région, consiste à s'organiser selon la ligne idéologique et politique de la classe ouvrière, qui constitue la classe la plus avancée de notre ère ; mener des activités au sein de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la petite bourgeoisie afin de tisser des liens avec ces classes et ces couches sociales ; les organiser, les mobiliser pour la révolution et, à un stade plus avancé, lorsque les conditions le permettront, intégrer également l'aile gauche de la bourgeoisie nationale au front uni du peuple.

L'organisation de cette lutte à long terme, ainsi que la canalisation des masses exploitées et opprimées vers la révolution, ne peuvent être réalisées que grâce à la perspective révolutionnaire idéologique, politique et programmatique d'un détachement d'avant-garde organisé. La révolution est l'œuvre des masses. C'est un principe du MLM. Ce principe ne peut être mis en œuvre qu'avec l'existence d'un Parti communiste

d'avant-garde organisé. Sinon, la révolution n'aura pas lieu. Si elle venait à se produire par hasard, on ne pourrait pas parler d'une révolution menée sous la direction du prolétariat.

Sans une organisation s'inscrivant dans la ligne idéologique, politique, organisationnelle et militaire du prolétariat, l'ancien système pourri et obsolète, avec ses infrastructures et ses superstructures, ne peut être renversé. Même s'il venait à être renversé, la construction d'un système nouveau sous la direction du prolétariat ne pourrait se réaliser. La nécessité de la direction de l'idéologie prolétarienne après la révolution est attestée par l'expérience de la Grande Révolution culturelle prolétarienne. Pour que le parti, qui joue un rôle d'avant-garde et de direction sur le plan organisationnel, puisse mener à bien la révolution qu'il a entreprise, cela n'est possible qu'avec une direction idéologique, politique et militaire.

Cette réalité est connue des communistes grâce aux leçons et aux expériences tirées de leur histoire. Les propos suivants de V. I. Lénine, chef de file de la Révolution d'octobre et l'un des enseignants du prolétariat, confirment cette réalité : « Il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. À une époque où le prêche de l'opportunisme est devenu à la mode et se mêle à l'admiration pour les formes les plus étroites de l'activité pratique, on ne saurait trop insister sur cette idée. » (Lénine, Œuvres choisies, tome 2, p. 55, note de bas de page)

Les propos du camarade Lénine, selon lesquels *« on ne saurait trop insister sur cette idée », « sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de pratique révolutionnaire »*, indiquent clairement et sans ambiguïté que la théorie, l'idéologie et la politique dirigent et doivent diriger l'organisation et la pratique. De plus, cette insistance est formulée *« à une époque où elle se conjugue avec une admiration pour les formes les plus étroites de l'activité pratique »*.

De même, dans ses polémiques avec les mencheviks, le camarade Lénine a défendu l'idée que le parti ne pourrait

remplir son rôle de direction qu'en s'armant de la théorie propre au prolétariat. Il a souligné que le parti d'avant-garde ne pourrait s'acquitter de cette tâche que sous la conduite de la théorie d'avant-garde : « *Nous voulons simplement souligner ici que seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde peut remplir le rôle de combattant d'avant-garde.* » (Lénine, *op. cit.*, p. 56, italiques ajoutées).

La théorie d'avant-garde qui guide le parti est l'idéologie même qui correspond au caractère de classe du prolétariat. Il va sans dire que le TKP-ML, qui dirige la révolution, a besoin de bons cadres, d'une structure organisationnelle solide qu'il construit de haut en bas, d'unités solides, de relations solides, bien établies et profondément enracinées, de l'expérience du passé révolutionnaire, d'une base de masse solide, etc. Ce sont là des éléments essentiels et indispensables à une avant-garde organisée.

Cependant, pour que le mécanisme organisationnel de l'avant-garde occupe une position solide, il doit également s'armer, selon les termes de Staline, d'une idéologie solide et d'une théorie solide : « *Mais pour être véritablement une brigade d'avant-garde, le parti doit être armé de la théorie révolutionnaire, de la connaissance des lois du mouvement et de la connaissance des lois de la révolution. Sinon, le parti ne peut diriger la lutte du prolétariat, ni prendre la tête du prolétariat. ... Le parti est le chef de file politique de la classe ouvrière.* » (Staline, *Œuvres*, t. 6, p. 162-163)

Comme nous l'avons indiqué plus haut, des personnes issues de la petite bourgeoisie, de la bourgeoisie et d'autres classes et couches sociales dont l'origine de classe et la structure sociale d'appartenance sont extérieures au prolétariat font partie du Parti communiste. Cependant, la condition préalable à leur intégration au sein du parti est de se débarrasser des idéologies des classes bourgeoises auxquelles ils appartiennent par leur origine sociale, de se détacher qualitativement de leur état d'esprit idéologique, de se doter de l'idéologie du prolétariat

doté d'une conscience de classe et de mener, au sein du parti communiste auquel ils appartiennent, une lutte contre la bourgeoisie et les bandes contre-révolutionnaires à l'aide de l'idéologie communiste, de la théorie communiste et des principes communistes. C'est là la condition préalable à toute organisation au sein du Parti communiste.

Le camarade Mao Zedong adopte une approche similaire : « *Un parti politique qui guide un grand mouvement révolutionnaire ne peut remporter la victoire sans disposer d'une théorie révolutionnaire et d'une connaissance de l'histoire, ni sans comprendre en profondeur le mouvement pratique.* » (Mao, Paroles choisies, p. 12)

En somme, une révolution ne peut aboutir à la victoire sans un parti d'avant-garde et de direction, doté d'une théorie révolutionnaire. De plus, la prise du pouvoir ne suffit pas : pour le conserver et avancer vers le communisme, il faut la théorie MLM, l'idéologie du prolétariat.

Nos amis du MKP diront à juste titre que “nous défendons nous aussi ces opinions”. Nous souhaitons alors, poser la question suivante à nos amis : malgré votre affirmation selon laquelle nous partageons les mêmes idées, notre expérience historique nous montre que nous ne suivons pas la même pratique. À notre avis, ils ont une conception problématique de l'avant-garde idéologique, politique et organisationnelle de la classe ouvrière, notamment dans leur approche de la lutte entre les deux lignes au sein du parti.

Il est vrai que le parti constitue en soi une contradiction au sein de la réalité d'une société de classes. Cependant, la manière dont nous appréhendons cette contradiction – dans la lutte pour la prédominance de la ligne prolétarienne ou d'une autre ligne – et le camp dans lequel nous nous positionnons, est déterminant pour l'hégémonie de la ligne prolétarienne. Ce n'est pas anodin. Il s'agit d'une question de principe et de ligne. Il est clair que, dans notre expérience historique passée, nous avons commis des erreurs, présenté des lacunes et que des fautes ont été commises

à l'encontre de l'unité de la volonté et de l'action du parti. Les pratiques du DABK de 1987 et du coup d'État de 1994 constituent des exemples historiques concrets de cette conception.

Il est tout à fait établi que, par rapport à la ligne défendue par le MKP, il existe des divergences de visions concernant la conception du parti communiste et, en particulier, le fonctionnement du parti, ses principes et la mise en œuvre de ses statuts, comme l'a amplement démontré la pratique de la lutte au sein de la même structure organisationnelle par le passé. Aujourd'hui, nous n'en avons toutefois pas connaissance sur le plan pratique, car la lutte se déroule au sein de structures organisationnelles différentes. Cependant, d'après les déclarations et évaluations destinées à l'opinion publique, etc. il apparaît que nous avons une conception différente du MKP concernant le détachement d'avant-garde et organisée.

Comme nous l'avons brièvement évoqué plus haut, la question fondamentale réside dans le fait que le détachement d'avant-garde et de direction de la classe ouvrière constitue une contradiction; toutefois, dans la manière d'aborder cette contradiction – dans la lutte entre deux lignes au sein du parti –, la ligne prolétarienne doit considérer les autres lignes comme un moyen de renforcer sa propre ligne. Il est clair que le TKP-ML a une conception fondamentalement différente de celle du MKP quant à la mise en œuvre de la lutte des deux lignes au sein d'une même formation organisationnelle. Cela montre qu'il nous faut nous attarder un peu plus longuement sur ce sujet.

### **b-) La lutte entre les deux lignes au sein du Parti communiste et des plateformes**

Nous avons exposé ci-dessus, même brièvement, notre conception de la lutte entre les deux lignes au sein du Parti communiste et des plateformes communistes. Ici, en nous appuyant sur cette conception, nous allons nous attarder plus en

détail sur les voies et les méthodes de la lutte entre les deux lignes au sein du parti. Nous allons approfondir la compréhension de la lutte entre deux lignes afin que notre approche de la question, et par conséquent ce qui nous distingue, soit clairement comprise.

Nous l'avons brièvement évoqué plus haut. Le parti est une contradiction. Ce n'est pas seulement le parti, mais chaque communiste lui-même qui est une contradiction. De même qu'aucun individu n'est communiste de naissance, chaque communiste doit, dans la pratique de la lutte des classes, se former en permanence selon l'idéologie du prolétariat. L'objectif fondamental ici est que la ligne communiste révolutionnaire s'impose tant au niveau individuel qu'au sein du parti communiste. Par conséquent, la lutte entre les deux lignes est permanente, tant au sein des membres qui composent le parti communiste qu'au sein de cette entité dans son ensemble – le parti communiste. Doit être abordée en partant du principe que la ligne prolétarienne constitue l'orientation fondamentale.

Cette conception est bien connue dans la perspective MLM. Le président Gonzalo, dirigeant du Parti communiste du Pérou, souligne que la lutte entre les deux lignes ne se déroule pas seulement au sein du parti communiste et sur les tribunes communistes, mais aussi dans l'esprit de chacun, et il nous rappelle que cette lutte est permanente dans nos pensées : *« Il existe toutefois une contradiction permanente entre la ligne révolutionnaire, qui est fondamentale dans notre pensée, et son contraire. Les deux coexistent, car personne n'est communiste à 100 %. Une lutte s'engage dans notre esprit entre ces deux lignes, et cette lutte, dont l'objectif est que la ligne révolutionnaire s'impose toujours comme la direction principale, est essentielle à la formation des cadres. C'est là notre objectif. »* (Interview du président Gonzalo)

<https://pdfcoffee.com/baskan-gonzalo-konusuyor-pdf-free.html>

La clarté de l'objectif revêt une importance capitale dans l'approche de la lutte entre les deux lignes. Les partis communistes ne sont pas des clubs de discussion. Ce sont des unités de volonté et d'action. Cette unité de volonté et d'action s'articule autour de règles et de principes bien définis. Au sein de la lutte des classes, les formations organisationnelles qui se sont regroupées autour de l'idéologie du prolétariat (MLM) et du programme, disposent de leurs propres règles de fonctionnement (statuts) et des principes qu'elles tirent de la pratique. La ligne politique et pratique qu'un parti d'avant-garde et de direction doit suivre est quant à elle déterminée conformément à la ou aux décisions prises par l'organe suprême, le congrès. Le congrès est l'organe suprême qui reflète la volonté du parti. La ou les décisions et l'orientation adoptées par l'organe suprême restent valables jusqu'au congrès suivant. Le parti agit conformément aux décisions du congrès. La lutte que le parti mènera contre les classes dominantes s'inscrit dans le cadre de ces décisions. En d'autres termes, ce sont les décisions prises par l'organe suprême – l'expression de la volonté du parti – qui guident la lutte de classe et la lutte pour le pouvoir. Les principes du parti, ses statuts et les normes communistes s'inscrivent, en résumé, dans cette optique. Tous les membres et comités du parti, sur la base du principe du centralisme démocratique, sont tenus de se conformer à cette volonté. En cas de non-respect, il n'est pas possible de parler d'unité de volonté et d'action.

Il va sans dire que la loi de la contradiction, propre à la dialectique, s'applique également au Parti communiste, qui est une structure objective. Malgré les décisions prises par l'organe suprême du parti et l'unité de volonté qui en découle, des opinions et des idées divergentes peuvent également se former, même de manière secondaire. De plus, le rythme, l'intensité et l'impact de ces opinions et pensées divergentes connaissent des hauts et des bas en fonction de l'évolution de la lutte des classes. Les opinions qui se forment en dehors de la volonté du

Parti peuvent revêtir une dimension tactique, mais certaines d'entre elles peuvent même atteindre une dimension stratégique, etc., etc.

À cet égard, les attaques putschistes et liquidatrices dirigées contre la volonté du TKP-ML, ainsi que les factions et les scissions, ont un lien direct avec la lutte des classes dans notre région. L'expérience historique du TKP-ML a démontré et prouvé que, tant lors des périodes où le mouvement spontané des masses s'intensifie et où le mouvement révolutionnaire se renforce, que lors des périodes de défaite et de recul, des lignes liquidatrices de droite et de « gauche » se sont développées au sein du parti. On s'est écarté de l'unité de volonté et d'action du parti. Il est indispensable de comprendre le lien entre ces factions et ces lignes liquidatrices et la lutte des classes, ainsi que leurs racines de classe, pour lutter contre ces courants et remporter la victoire. L'inverse est également vrai. Et c'est là, selon nous, l'essentiel. C'est précisément parce qu'une lutte entre les deux lignes efficaces n'a pu être menée contre ce type de courants au sein du parti et que la ligne prolétarienne n'a pas pu s'imposer que le parti s'est retrouvé confronté au putschisme, aux factions, aux scissions et aux divisions.

En bref, la loi de la contradiction, qui est la dialectique elle-même, s'applique également au parti. Tant que le parti existera, la loi de la contradiction se manifestera en son sein sous la forme de « l'unité et de la lutte des contraires ».

En effet, le camarade Mao Zedong explique ainsi la loi de la contradiction au sein du parti : *« Au sein du parti, il y a sans cesse des oppositions et des conflits entre diverses idées. Celles-ci reflètent les contradictions de classe au sein du parti, ainsi que les contradictions entre les éléments nouveaux et anciens de la société. S'il n'y a pas de contradiction au sein du parti, ni de lutte idéologique à résoudre, la vie du parti prend fin. ...Ces explications permettent de clarifier le point que nous souhaitons souligner. Qu'il s'agisse de mouvements simples ou complexes, de phénomènes objectifs ou idéologiques, la*

*contradiction est universellement présente dans tous les processus.* » (Mao, Théorie et pratique, p. 32, italiques ajoutées)

Comme l'a souligné le camarade Mao Zedong, la loi de la contradiction est présente dans tous les processus. Les contradictions de classe au sein de la société – qui se reflètent dans toutes les institutions de celle-ci – se manifestent également au sein du parti, sous la forme de l'émergence et de l'affrontement d'idées opposées. Le parti étant lui-même une structure objective au sein d'une société de classes, la loi de la contradiction s'exprime en son sein sous la forme d'une lutte idéologique. Le Parti communiste est une formation organisationnelle consciente de cette loi du matérialisme dialectique et de son fonctionnement et est tenue d'agir en conséquence. C'est inévitable. Cependant, mettre l'accent sur l'inévitable ne signifie pas ne pas lutter contre cet inévitable. La lutte contre cette objectivité inévitable se concrétise au sein du Parti communiste sous la forme d'une « lutte d'un type particulier », à savoir la « lutte entre les deux lignes ». La lutte contre la ou les opinions divergentes qui s'opposent à la ligne prolétarienne dominant la volonté du parti est menée, et doit être menée dans le cadre de la lutte entre les deux lignes.

Cette lutte obéit à des règles et à un fonctionnement bien définis. Les critiques et les objections à l'égard des décisions et de l'orientation actuelles du parti, ainsi que les opinions et les idées divergentes, sont traitées conformément au fonctionnement, aux principes et aux statuts du parti. Ces opinions sont exprimées par l'intermédiaire des organes et des comités du parti, lors de réunions organisées périodiquement et dans les rapports. Ainsi, la lutte entre les deux lignes se déroule au sein du parti et sur les plateformes communistes entre les opinions et les idées qui ne s'accordent pas. La lutte entre les deux lignes est en même temps la lutte idéologique au sein du parti.

En dehors des décisions et de l'orientation définies par la volonté du parti lors de ses congrès, il peut bien sûr y avoir des

opinions dissidentes. Parmi celles-ci, il peut y avoir des divergences sur des questions tactiques, mais aussi des opinions contraires au programme et à la ligne stratégique. Qu'elles se situent au niveau tactique ou stratégique, toutes les divergences d'opinion sont inévitables au sein du parti. La dialectique de la vie l'exige. Comme l'a dit le camarade Mao Zedong : *« s'il n'y a pas de contradiction au sein du parti ni de lutte idéologique à résoudre, la vie du parti s'éteint. »*

La lutte entre les deux lignes est une lutte idéologique et elle est permanente au sein du parti. Tant que le parti existera, la loi dialectique de la contradiction continuera de s'appliquer en son sein. Par conséquent, la lutte entre les deux lignes, inévitable en vertu de la loi de la dialectique, joue un rôle moteur dans le développement du parti et dans la reproduction sans cesse renouvelée de l'idéologie prolétarienne. En effet, la lutte entre les deux lignes donne un élan au développement du parti. Elle maintient en permanence vivante la dynamique interne du parti. En tant que lutte d'un type particulier, la lutte entre les deux lignes est le fondement de l'unité de la volonté et de l'action du parti : *« Mais sans la lutte des deux lignes, il n'y aurait aucune base pour l'unité du parti. Sans une lutte des deux lignes profonde et résolue au sein du parti, il n'est pas possible, sans parler de la défendre, de la mettre en œuvre et de la développer, de saisir solidement l'idéologie, ni d'élaborer et de développer le Programme ou la ligne politique générale. Pour nous, la lutte entre les deux lignes est fondamentale et, conformément au caractère universel de la loi de la contradiction, elle est perçue comme une contradiction. »* (Interview du président Gonzalo).

<https://pdfcoffee.com/baskan-gonzalo-konusuyor-pdf-free.html>  
)

La lutte des deux lignes implique également l'unité des contraires au sein du Parti. Le développement d'opinions et de lignes différentes, qui s'opposent et entrent en conflit avec la ligne représentant la volonté du Parti, est une manifestation de l'unité des contraires. Les membres du Parti et les militants

organisés, qui ont des opinions et des lignes différentes, expriment leurs points de vue, conformément aux statuts du Parti, au sein des organes et au sein des comités. Conformément au principe du centralisme démocratique, qui joue un rôle fondamental dans le fonctionnement du parti, ils transmettent leurs opinions, par le biais des rapports des organes et comités dont ils font partie. Ils mènent des débats au sein de leurs organes et comités. Lorsqu'ils le jugent nécessaire, ils transmettent également leurs opinions par écrit aux instances supérieures du parti. La lutte entre les deux lignes se déroule, à l'approche du congrès et pendant celui-ci, à des niveaux plus élevés, dans des sphères plus larges et avec une intensité accrue. Cependant, en tant que lutte d'un type particulier, la lutte entre les deux lignes se déroule au sein du parti et sur les tribunes communistes. Elle consiste pour les camarades ayant des opinions divergentes à défendre leurs points de vue au sein de l'organe auquel ils appartiennent, au sein du parti, conformément aux statuts du parti. Telle est la lutte entre les deux lignes. Aucune autre approche ni manière de procéder n'est acceptable.

La lutte entre les deux lignes se déroule conformément à ces normes du parti et à ses principes. Les personnes ayant des opinions divergentes et critiquant la ligne actuelle du parti n'expriment pas ces opinions en dehors du parti. Cela constitue une violation du principe du centralisme démocratique, l'un des principes fondamentaux de fonctionnement du parti communiste, et constitue un délit. Ceux qui ont des opinions et des idées différentes, et qui s'opposent aux décisions et à l'orientation actuelles du parti, ne défendent pas leurs propres idées et opinions à l'extérieur du parti, mais défendent les décisions et l'orientation existantes du parti. Ils sont tenus de les défendre. Ce n'est qu'ainsi que l'unité de la volonté et de l'action peut être assurée. Tout en exprimant leurs opinions au sein du parti conformément au principe du centralisme démocratique, ceux qui ont des points de vue divergents

agissent à l'extérieur conformément à la ligne minimale et maximale qui prévaut actuellement au sein du parti. En bref, ils s'inscrivent dans l'organisation conformément à la ligne actuelle du parti. Ils mènent leur lutte conformément aux décisions et à l'orientation définies par la volonté du congrès du parti.

L'idée qu'il puisse y avoir une contradiction au sein du parti repose sur le postulat que la loi de la contradiction s'applique également à l'intérieur du parti. Cependant, ce postulat ne légitime pas la prédominance, au sein du parti, d'opinions et de lignes divergentes face à la ligne prolétarienne. Plus précisément, dans l'esprit de « la division de l'un en deux », les communistes mènent la lutte pour faire prévaloir la ligne prolétarienne au sein de la contradiction. C'est ainsi que cela se passe par la nature même des choses. En effet, les communistes abordent la lutte entre les deux lignes au sein du parti en se fondant sur le renforcement de la ligne prolétarienne. L'émergence de lignes différentes au sein du parti communiste ne signifie pas pour autant qu'il faille les accepter ou les approuver. Il est d'une importance décisive de déterminer quelle ligne constitue l'axe principal de la contradiction et quelle est la ligne dominante. Du point de vue des communistes, il est inacceptable et ne doit pas être toléré qu'une ligne autre que la ligne prolétarienne devienne la ligne principale au sein du parti communiste.

Tant que la ligne prolétarienne constitue l'axe principal de la contradiction au sein du parti, la lutte entre les deux lignes se poursuit et doit se poursuivre. Les critiques et les opinions divergentes ne doivent pas être réprimées par des mesures organisationnelles. Toutefois, si le révisionnisme venait à s'imposer au sein du parti, les communistes devraient bien sûr adopter une position organisationnelle contre le révisionnisme. Car cela signifierait que la ligne bourgeoise deviendrait dominante au sein du parti. Or, il est évident que cela est inacceptable du point de vue de la ligne prolétarienne.

En effet, le camarade Lénine a choisi de se séparer organisationnellement des mencheviks dans une telle situation. En rompant avec la ligne menchevik, qui faisait obstacle à la ligne prolétarienne, la ligne prolétarienne du parti a été préservée et la voie de la révolution a été ouverte. De même, le camarade Mao Zedong a mené la Grande Révolution culturelle prolétarienne (GRCP) contre le révisionnisme qui s'était manifesté et avait pris de l'emprise au sein du parti et dans les autres institutions chinoises, et a mené une lutte pour éliminer les partisans de cette ligne. La GRCP, menée entre 1966 et 1968 après la Révolution chinoise de 1949, constituait une autre révolution contre le révisionnisme moderne. En bref, le parti doit perpétuer la lutte entre les deux lignes, mais il doit également rester vigilant face aux attaques du révisionnisme contre la révolution menée sous la direction du prolétariat.

Une situation similaire s'est produite lors de la lutte contre les révisionnistes de Şafak, au sein duquel se trouvait le camarade Ibrahim Kaypakkaya. Au sein du TİİKP, les critiques du camarade Ibrahim Kaypakkaya ont été ignorées, on a tenté de les étouffer et, allant même plus loin, on a cherché à assassiner le camarade Ibrahim Kaypakkaya. Le camarade Kaypakkaya résume ce processus en ces termes : « *Les factionnistes et les diviseurs sont ceux qui tentent d'étouffer la critique au sein de l'organisation. Ce sont eux qui dissimulent aux cadres les critiques qui leur sont adressées. Les partisans des factions et les diviseurs sont ceux qui s'efforcent d'user les cadres qui les critiquent au moyen d'une campagne odieuse de calomnies et de ragots, afin de les discréditer aux yeux des autres cadres et de les isoler. Les factionnistes et les diviseurs sont ceux qui élaborent des plans surnois contre les cadres qui font fonctionner le mécanisme de la critique. Ce sont eux qui organisent des complots armés contre ces cadres. Les factionnistes et les diviseurs sont ceux qui, bafouant à la fois les principes de la démocratie et du centralisme, veulent s'octroyer la démocratie la plus extrême tout en imposant aux marxistes-*

*léninistes le centralisme le plus extrême... » (Ibrahim Kaypakkaya, Œuvres complètes, Nisan Yayımçılık, octobre 2016, page 455)*

En résumé, en tant que produit de la loi de la contradiction, le fait que le parti soit lui-même une contradiction et que des opinions opposées puissent émerger et se développer au sein de celui-ci impose naturellement aux communistes de faire preuve de vigilance et de mener une lutte contre ce phénomène. Comme le défend le MKP, la ligne bourgeoise, en dehors de la ligne prolétarienne au sein des partis communistes, ne peut être légitimée en la qualifiant de produit de la loi des contradictions ; elle doit être considérée comme devant être éliminée et abordée dans le but de renforcer la ligne prolétarienne. Tant que l'idéologie communiste prévaut, le parti conserve son caractère communiste. Dans le cas contraire, le révisionnisme et l'orientation bourgeoise prennent le dessus au sein du parti, comme en témoignent les histoires du PCUS et du PCC, riches de ces leçons. La GRCP, s'appuyant sur cette leçon, a ouvert la voie aux communistes contre la bourgeoisie au sein du parti et a assuré la poursuite de la révolution socialiste.

Par conséquent, du point de vue des communistes, l'émergence, au sein d'un même parti et sur les plateformes communistes, d'une ligne s'écartant de la ligne prolétarienne, qui porte atteinte à l'unité de volonté et d'action du parti et des plateformes communistes, est inacceptable et ne doit pas être tolérée. Il faut lutter contre cette ligne et, lorsque les conditions de cette lutte ne sont pas réunies, la ligne prolétarienne doit se réorganiser : *« Dans les partis dominés par des bourgeois invétérés, le fait que les marxistes-léninistes s'unissent entre eux pour lutter contre ceux-ci n'est pas du sectarisme. C'est une mission historique. C'est une obligation incontournable envers le prolétariat et le peuple travailleur. Ceux qui font du sectarisme, ce sont les bourgeois invétérés. » (I. Kaypakkaya, op. cit., p. 456)*

En conclusion, le fait que des individus ou des groupes au sein des partis communistes défendent ouvertement leurs propres opinions au lieu de la ligne prolétarienne actuelle du parti va à l'encontre des normes MLM en matière d'organisation du parti. La méthode est claire. Les divergences d'opinion et les critiques s'expriment dans le cadre du fonctionnement du parti, lors des réunions des organes et des comités. De plus, si nécessaire, elles sont transmises par écrit aux instances supérieures. Les processus des congrès du parti (et autres instances similaires) constituent des plateformes où la démocratie interne du parti s'exerce au plus haut niveau, et où les divergences d'opinions et de points de vue s'affrontent sur la base du fonctionnement du parti. Une fois la démocratie prolétarienne mise en œuvre sur ces instances, l'ensemble du parti, y compris ceux qui ont des opinions et des points de vue divergents, est tenu de se conformer aux décisions et à l'orientation du congrès. C'est ce qu'exige le principe du centralisme démocratique. En l'absence de cela, on ne peut plus parler d'appartenance à la même formation organisationnelle. Dans ces conditions, on se retrouve en dehors du parti et on le rejette. Il s'agit alors d'une autre formation organisationnelle, en dehors de la ligne prolétarienne. À partir de ce moment, cette formation organisationnelle, en tant que produit d'une autre ligne, se trouve en dehors de la ligne prolétarienne. La lutte qui sera menée contre cette ligne, qui s'est retirée du parti, peut être qualifiée de lutte idéologique, mais elle ne peut être définie comme une lutte entre les deux lignes, qui est un type particulier de lutte au sein du parti. Cette conscience organisationnelle— les principes d'organisation MLM —, distillée à partir des expériences historiques et pratiques tirées des pratiques révolutionnaires réussies ou infructueuses des partis communistes, est inscrite de manière immuable dans les statuts et le fonctionnement du parti. Toute voie et toute méthode s'écartant des statuts et du fonctionnement du parti constituent une violation du principe du centralisme démocratique, une organisation distincte allant à

l'encontre de la volonté actuelle du parti et, selon les termes du camarade Mao Zedong, des « intrigues et complots ». Toutes ces initiatives constituent une opposition aux principes et au fonctionnement définis et approuvés du parti communiste, et constituent une violation de la volonté de la ligne prolétarienne. Au stade actuel, lorsque nos amis révolutionnaires du MKP évoquent une proposition d'unité à l'intention du TKP-ML, ils ignorent et minimisent les processus vécus dans le passé commun de deux formations organisationnelles distinctes, et en particulier les raisons pour lesquelles les principes connus de la lutte entre les deux lignes ont été violés.

Il est clair qu'il s'agit là d'un problème idéologique lié à la ligne dont est issu le MKP et qu'il représente actuellement, à commencer par sa conception du parti. Soyons plus clairs. On parle de « l'unité des communistes », mais on ne s'attarde pas suffisamment sur la réalité des causes qui ont conduit au DABK de 1987 et au coup de 1994. Aucune attitude fondamentalement autocritique n'est adoptée, dans le cadre du MLM, vis-à-vis de ces processus. On n'explique pas pourquoi cette ligne s'est écartée du TKP-ML, ni pourquoi il a nié le fonctionnement fondamental du TKP-ML et la lutte entre les deux lignes.

Pour le dire d'une manière que nos amis révolutionnaires du MKP comprendront, on parle d'une « unité », mais on ne s'attarde pas suffisamment sur les causes de la scission. On ne s'attarde pas, selon les principes du MLM, sur les raisons pour lesquelles « l'un » s'est divisé en « deux » et sur les raisons pour lesquelles la ligne qu'ils représentent s'est écartée du parti. La question de savoir pourquoi il y a eu une scission n'est pas soulevée, mais on propose de former une « unité » en partant du principe que nous venons de « la même tradition ». On est contraint d'admettre que « l'un » s'est divisé en deux (car telle est la réalité objective), mais on ne s'attarde pas sur la ou les raisons de cette division.

Discuter de la proposition d'« unité » signifie avant tout et en premier lieu clarifier « pourquoi on s'est séparés ». Ci-dessus,

nous avons brièvement évoqué l'évaluation et l'approche du TKP-ML concernant les processus du DABK de 1987 et de 1994. Nous estimons que ces évaluations, adoptées et mises en œuvre au cours de ces deux processus historiques, sont toujours, pour l'essentiel, conformes aux principes, au fonctionnement et aux statuts du TKP-ML. Tant lors de la scission du DABK en 1987 que pendant le processus du coup de 1994, nous maintenons notre conviction que, malgré certaines erreurs secondaires, l'essentiel était de défendre la ligne prolétarienne et la volonté du parti. Bien que plusieurs années se soient écoulées depuis, il faut comprendre et admettre que cette approche n'est ni de l'arrogance, ni du dogmatisme – ou quel que soit le nom qu'on lui donne –, mais qu'elle est fondamentale du point de vue du fonctionnement d'un parti communiste. Beaucoup de choses peuvent être discutées et mises sur la table. Cependant, les attaques putschistes et liquidatrices visant la lutte entre les deux lignes, la volonté du TKP-ML, son fonctionnement et ses principes, et qui portent atteinte à l'unité de la volonté et de l'action du parti, sont inacceptables. La conception MLM et la conscience communiste exigent cette position.

En bref, la proposition d'unité avancée par nos amis révolutionnaires du MKP peut-elle être évaluée sans que le coup, le liquidationnisme, le sectarisme, etc., sans que le MLM ne soit remis en question sur le fond et sans que les lignes s'écartant de cette ligne prolétarienne ne soient examinées ? Peut-on envisager un débat sur l'unité dans une situation où la scission n'est pas jugée, n'est pas mise sur la table, est minimisée en la qualifiant de simple erreur et est ignorée, le débat sur l'unité peut-il être mis à l'ordre du jour ? Si l'« unité » est mise à l'ordre du jour sans que cette remise en question ait lieu et sans qu'une autocritique cohérente soit menée, n'est-ce pas de l'opportunisme ? Ne faut-il pas tirer les leçons de « l'Union d'acier des forces du Parti » (!) ? On pourrait multiplier les questions...

Nous estimons que la compréhension qu'ont nos amis révolutionnaires du MKP, tant par le passé qu'aujourd'hui, de la lutte entre les deux lignes – en général au niveau du parti et en particulier au sein de celui-ci – est problématique. Par le passé, lors de la scission du DABK en '87 et lors du processus du coup de 1994 – notamment en abordant l'« Union de 1992 » des communistes avec une approche qualifiée d'opportuniste et, surtout, de pragmatique –, cela a empêché d'aborder la lutte entre les deux lignes sur une base MLM. C'est pourquoi, du point de vue de la ligne prolétarienne, le problème essentiel n'est pas la ligne putschiste et liquidatrice de 1994, qui s'est détachée du parti, mais bien sa propre approche opportuniste et pragmatique. En effet, cette manière d'aborder la question renvoie à un problème idéologique et n'a pas contribué à ce que la ligne prolétarienne sorte renforcée de ce processus. Cette conception a empêché la ligne prolétarienne de mettre en œuvre une approche visant à éliminer les autres lignes et à renforcer sa propre ligne. Par conséquent, tant lors des processus de 1987 et de 1994, ce ne sont pas ceux qui ont quitté le parti qui ont fait l'objet de nos discussions, mais le parti lui-même. En effet, dans ce contexte, la 6e Conférence du TKP-ML s'est forgée sur cette base.

La ligne représentée par le MKP adopte, tant par le passé qu'aujourd'hui, une approche problématique dans sa compréhension du parti et de la lutte entre les deux lignes au sein de celui-ci. Compte tenu des erreurs importantes commises par la ligne prolétarienne dans le passé et d'une conception qui n'abordait pas la lutte entre les deux lignes sur la base des principes, du fonctionnement et des statuts du parti, on est aujourd'hui capable de parler d'une « lutte entre les deux lignes » entre des organisations dotées de deux structures organisationnelles différentes. Il convient de rappeler une nouvelle fois que ce débat n'est pas une lutte entre deux lignes. En effet, ce débat ne s'inscrit pas dans l'unité de la volonté et de

l'action du parti, mais est mené avec une ligne extérieure au Parti communiste.

Il faut souligner avec insistance que le débat sur les lignes entre deux structures politiques évoluant dans des sphères idéologiques et politiques différentes ne correspond pas à une lutte entre deux courants au sein d'une même formation organisationnelle MLM. Il s'agit d'une lutte idéologique et politique entre deux mouvements, entre deux formations organisationnelles distinctes. La lutte entre les deux lignes implique bien sûr une lutte idéologique, mais il s'agit d'une lutte au sein du parti. Par conséquent, la lutte idéologique au sein du parti se distingue de la lutte menée à l'extérieur de celui-ci. Les luttes idéologiques menées à l'extérieur du parti ne sont pas et ne doivent pas être qualifiées de « lutte entre les deux lignes ». En effet, la lutte entre les deux lignes au sein du parti implique, en dernière analyse, diverses mesures organisationnelles. Cela en fait un type de lutte particulier. Les luttes idéologiques menées à l'encontre des courants extérieurs au parti sont, par nature, dépourvues de ces mesures. Cette situation objective met en évidence une différence qualitative entre ces deux luttes idéologiques.

### **III-) Nos divergences avec le MKP**

#### **a-) La révolution démocratique populaire**

La nature de la révolution, la voie qu'elle suivra, ses objectifs sont déterminés par la structure économique, sociale et politique actuelle du pays. Une transformation radicale de la structure actuelle d'un pays n'est possible que par une révolution historique et profonde.

À notre époque, les révolutions les plus avancées sont celles menées par le prolétariat doté d'une conscience de classe à la tête des classes opprimées. La série de révolutions qui a commencé avec la Révolution du 17 octobre, s'est poursuivie avec la Révolution chinoise, puis s'est enchaînée s'est déroulée

dans certains pays d'Asie, d'Europe . En effet, les révolutions démocratiques populaires et les révolutions socialistes du siècle dernier, ainsi que les expériences socialistes, ont marqué de leur empreinte l'époque dans laquelle nous vivons. Ces révolutions, menées sous la direction des partis prolétariens, ont également rassemblé la paysannerie, la petite bourgeoisie et l'aile gauche de la bourgeoisie nationale. Ces classes. Et ces révolutions ont pris pour cible la bourgeoisie réactionnaire du pays, les classes féodales ainsi que toutes les institutions et tous les problèmes économiques, sociaux et politiques correspondant à la réaction. Outre ces objectifs, l'impérialisme constituait l'un des autres objectifs fondamentaux de la révolution démocratique populaire. En effet, à l'exception de la révolution en Russie – les impérialistes figuraient parmi les principales cibles des révolutions démocratiques qui se sont produites dans les pays dépendants. En effet, l'impérialisme a rendu dépendants de lui les pays qui n'avaient pas pu mener à bien leurs révolutions bourgeoises au siècle dernier. Il y a mis en place un capitalisme de type « comprador » qui lui était subordonné. Dans ces pays, sous l'effet notamment de l'intensification de l'exploitation impérialiste, la structure féodale était entrée dans un , non seulement il n'a pas liquidé radicalement ces rapports de production, mais il a également constitué un obstacle à la résolution des problèmes antérieurs au capitalisme dans les semi-colonies.

En bref, les révolutions démocratiques, qui sont des révolutions bourgeoises, ont conservé leur actualité dans les pays dépendants. À une seule différence près : conformément aux caractéristiques de l'époque, c'est le prolétariat qui a constitué la classe dirigeante de ces révolutions à caractère bourgeois. Les classes issues des autres couches de la population ont également pris leur place au sein de cette révolution. Ces révolutions ont également pris pour cible la bourgeoisie, qui avait mené les anciennes révolutions bourgeoises mais qui était devenue réactionnaire à l'ère de l'impérialisme et devenue réactionnaire

à l'ère des révolutions prolétariennes. Et une fois ces révolutions menées à bien, on s'est engagé sans interruption dans la construction du socialisme.

Cette approche, que nous avons exposée dans ses grandes lignes, s'applique également à notre région. En Turquie et au Kurdistan de Turquie, la Révolution démocratique populaire conserve depuis toujours toute son actualité. Le capitalisme comprador dominant en Turquie n'est pas un capitalisme national issu de sa propre dynamique interne. Le capitalisme comprador dépend du capital financier international exporté par les impérialistes. C'est le capitalisme qui sert de prolongement sur le marché que l'impérialisme a rendu dépendant de lui. En effet, le capitalisme turc, qui a commencé à se développer vers la seconde moitié du XIXe siècle, n'est ni le produit ni le résultat d'une révolution démocratique. Par conséquent, la bourgeoisie compradore n'est pas une classe révolutionnaire. Au contraire, c'est la classe qui fait obstacle à la « révolution bourgeoise ». Elle est donc la cible permanente de la révolution démocratique.

Tout comme l'impérialisme a rendu le marché de Turquie dépendant de lui à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, il a également détruit l'économie naturelle du féodalisme pur pour instaurer un système de marché centralisé. Il a ainsi engagé la structure féodale dans un processus de dissolution et de liquidation. Mais son rôle principal a consisté à préserver autant que possible sa structure économique, sociale et politique précapitaliste. Ainsi, l'impérialisme s'est imposé comme un obstacle au développement des rapports de production dans les pays semi-coloniaux. Il a soumis la structure féodale et les problèmes qu'elle engendrait à un processus de liquidation long et douloureux. Il en a résulté une structure socio-économique semi-coloniale, semi-féodale, où le capitalisme comprador s'est entremêlé avec le féodalisme. Cette structure a maintenu, du passé à nos jours, sa dépendance vis-à-vis des États impérialistes tels que l'Angleterre, la France, l'Allemagne et les

États-Unis. En effet, cette dépendance vis-à-vis de l'impérialisme perdure aujourd'hui. En conséquence, elle a également organisé ses institutions de la superstructure.

Au cours de ce processus, la dissolution lourde et douloureuse des relations féodales, ainsi que les politiques économiques mises en œuvre par l'impérialisme sous le label du néo-libéralisme, de la globalisation, sous le prétexte d'un « nouvel ordre mondial », etc., a conduit à l'avènement du capitalisme comprador en Turquie. Ces évolutions ont été résumées lors de la dernière session du TKP-ML par les termes suivants : *« À partir de la fin de la seconde moitié du XXe siècle, la réorganisation de la division internationale du travail par le capital impérialiste a entraîné certains changements sur les marchés semi-coloniaux, dont la Turquie fait partie. ... Les conditions de semi-colonialisme, dépendantes du capital impérialiste ont été mise à jour et reproduites. Parallèlement à cette mise à jour et à cette reproduction, la structure économique semi-coloniale et semi-féodale s'est différenciée.*

*Alors que les rapports de production semi-féodaux prédominaient dans la société de Turquie, l'aggravation des conditions semi-coloniales et la dissolution des rapports féodaux, parallèlement à cette évolution, ont conduit au développement d'un capitalisme dépendant de l'impérialisme (capitalisme comprador). Dans la Turquie d'aujourd'hui, bien que des vestiges féodaux subsistent, le capitalisme comprador est devenu dominant.»* (Documents du 2e Congrès du TKP-ML I, 2024, p. 90 -91)

Les changements et les transformations survenus dans la structure économique et sociale de la Turquie et du Kurdistan de Turquie dans la réalité actuelle ont directement influencé la nature de la révolution dans notre région. En effet, la structure existante d'un pays détermine la nature, le parcours et les objectifs de la révolution dans ce pays. La révolution vise la structure économique, sociale et politique du pays.

En effet, la révolution dans notre pays vise le capitalisme comprador qui s'est imposé dans la base. L'imposition du capitalisme comprador dans notre pays restreint les limites de la Révolution démocratique populaire. La présence de vestiges féodaux réduit la portée et les objectifs de la RPD et la cantonne à une ligne d'action relativement plus restreinte. Mais cela n'élimine pas la nécessité de la Révolution démocratique populaire, car ces évolutions observées dans la structure économique et sociale ne sont pas le résultat de la révolution.

Les changements survenus dans la base se répercutent également dans la superstructure. Cependant, le fait que la révolution démocratique bourgeoise n'ait pas été menée à bien entraîne la persistance, au sein des institutions de la superstructure, de l'influence des vestiges féodaux, notamment le patriarcat, etc. Cette situation objective entraîne l'émergence de multiples contradictions au sein de la formation sociale. Dans ce contexte social, la contradiction fondamentale est celle qui oppose l'impérialisme, le capitalisme comprador et les vestiges féodaux aux larges masses populaires ; les contradictions suivantes aussi se manifestent :

- La contradiction entre l'impérialisme et les larges masses populaires
- La contradiction entre les masses populaires et les vestiges féodaux
- La contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie
- la contradiction entre la nation oppressive et les nations et nationalités opprimées
- la contradiction entre le système patriarcal et le genre opprimé
- la contradiction entre la croyance oppressive et les croyances opprimées
- la contradiction entre le capitalisme et le système écologique
- La contradiction entre les classes dominantes
- La contradiction entre les classes dominantes et les réfugiés, etc., etc.

L'existence de ces contradictions rend la révolution démocratique d'actualité en Turquie et au Kurdistan de Turquie. Dans ce processus, la contradiction principale se manifeste comme la contradiction entre le capitalisme compradore, les vestiges féodaux et les larges masses populaires. Un changement en profondeur ne sera possible qu'avec la RDP.

Parmi ces contradictions, la question nationale en général, et la question nationale kurde en particulier, occupent une place importante. Comme la révolution démocratique n'a pas eu lieu, la répression et les attaques contre la nation kurde ont atteint leur paroxysme. La nation kurde, dont les terres ont été annexées, est victime de massacres, le déni de leur existence par la répression et les agressions, leur déplacement forcé hors de leurs terres, l'interdiction d'exprimer leur identité nationale, de parler leur propre langue, de mener leurs activités éducatives, de refléter librement leur identité nationale, etc., sont des pratiques connues et vécues. La répression et la domination redoublées qui pèsent sur la nation kurde se poursuivent aujourd'hui sans changement.

Il va sans dire qu'il faut lutter pour les droits démocratiques liés à ces problèmes. Il faut prendre position contre les oppressions et les sanctions. Mais ces luttes doivent s'inscrire dans le cadre de la Révolution démocratique populaire, seule garante d'une libération durable. La résolution définitive de la question kurde n'est possible que par une révolution démocratique populaire dirigée par le prolétariat. Parallèlement à la question kurde, il faut également mettre en avant les génocides perpétrés au siècle dernier contre les Arméniens, les Grecs et les Assyriens, sans oublier que l'État turc a été fondé sur les doctrines du panturquisme et du panislamisme. Ces génocides s'inscrivent dans la même lignée que la question kurde actuelle. Ce pouvoir, fondé sur l'idée d'une nation unique et une religion unique, ne pourra être renversé que par une révolution démocratique populaire, ce qui permettra de faire un pas vers la résolution définitive du problème.

De même, dans notre région, les Alévis et les communautés d'autres confessions sont également soumis aux pressions et aux

agressions d'origine moyenâgeuse de l'État. Les Alévis, qui constituent une part importante de la population du pays, sont soumis depuis des siècles de l'époque ottomane à nos jours, à la négation et à la répression. L'histoire de l'Empire ottoman et de l'État turc qui lui a succédé repose sur l'oppression des croyances minoritaires, notamment des alévis, par la foi sunnite dominante. La libération radicale des alévis et des autres croyances opprimées n'est possible que par le renversement, au moyen d'une révolution démocratique populaire, de l'appareil d'État qui constitue le fondement de cette oppression et de cette domination.

De plus, les oppressions patriarcales exercées à l'encontre des femmes et des genres opprimés se sont considérablement accrues de nos jours. La résolution de ce problème figure également parmi les objectifs de la révolution démocratique populaire.

En résumé, l'impérialisme, dont nous avons parlé plus haut, ainsi que le capitalisme compradore et les vestiges féodaux, constituent les cibles fondamentales de la révolution démocratique populaire: *«Le fait que la Turquie soit un pays capitaliste sur le plan économique n'invalide pas la révolution démocratique populaire car:*

*1- La Turquie est un pays semi-colonial. Par conséquent, la lutte anti-impérialiste est l'une des tâches principales de la révolution.*

*2- Il n'y a pas eu de révolution démocratique au sens bourgeois en Turquie. La domination des rapports de production capitalistes a restreint les missions de la Révolution démocratique populaire, mais n'a pas supprimé la nécessité de cette révolution.*

*Les missions suivantes se posent à nous:*

*a- La libération de l'impérialisme.*

*b- La résolution de la question nationale kurde et la garantie des droits de toutes les minorités nationales.*

*c- Éliminer les inégalités entre les femmes et les hommes qui se manifestent dans tous les domaines de la vie en raison de l'existence du patriarcat et mettre fin à la perspective sexiste en tant que telle.*

*d- Mettre en place des conditions préalables nécessaires à la construction du socialisme, en dotant le pays d'un caractère démocratique.*

*e- La garantie de la liberté de religion et de conscience.*

*f- La garantie de tous les droits démocratiques.*

*g- La démocratisation de la société par la garantie de la liberté d'expression et d'association. » (Documents du 2e Congrès du TKP-ML, p. 104-105)*

Les problèmes que nous avons mentionnés ci-dessus ne peuvent trouver de solution radicale qu'à travers la Révolution démocratique populaire. Passer outre la révolution démocratique pour mettre en avant la révolution socialiste revient en réalité à ignorer la réalité de notre pays. C'est faire l'impasse sur les problèmes créés par l'État et l'ordre établis. C'est dissimuler ces problèmes et les pressions exercées. La dépendance vis-à-vis de l'impérialisme, l'existence du capitalisme comprador et des vestiges féodaux, la question kurde, la question alévi, le fascisme et la composante religieuse au sein de l'appareil d'État, ainsi que les institutions moyenâgeuses telles que les tribus, les confréries, les communautés religieuses et la religion, qui persistent au sein du système et de l'État, jusqu'à la pression et à l'oppression archaïques et féodales infligées au genre féminin – en particulier aux femmes travailleuses – et aux différentes orientations sexuelles, ne peuvent être résolus radicalement que par la Révolution démocratique populaire – même si ses limites et ses objectifs sont restreints. C'est avec la réalisation de la Révolution démocratique populaire et l'instauration de la dictature populaire démocratique que s'ouvre la voie vers le socialisme. C'est alors que se forment les conditions objectives et subjectives du socialisme. Ainsi, la Révolution populaire démocratique permet de passer sans interruption à la construction du socialisme. Sans cela, il n'est pas possible de passer à la construction du socialisme.

Partant de ces réalités, une révolution en deux étapes s'impose en Turquie et au Kurdistan de Turquie. Les approches qui ignorent cette réalité, les thèses révolutionnaires qui font l'impasse sur la Révolution démocratique, s'inscrivent dans la même lignée que Trotski et sa conception de la « révolution unique ».

En effet, Lénine a constamment critiqué la théorie de la « révolution unique » de Trotski et a défendu la révolution démocratique : *« L'élimination de tous les vestiges de l'ancien ordre qui entravent le développement généralisé, rapide et libre du capitalisme est dans l'intérêt absolu de la classe ouvrière. Or, la révolution bourgeoise est justement une révolution qui élimine de la manière la plus résolue les vestiges de l'ancien ordre, les vestiges du servage (non seulement l'autocratie, mais aussi la monarchie font partie de ces vestiges) de la manière la plus résolue ; ... C'est pourquoi la révolution bourgeoise est extrêmement bénéfique pour le prolétariat. La révolution bourgeoise est absolument nécessaire du point de vue des intérêts du prolétariat. (Lénine, Œuvres choisies, Éditions Inter, tome 3, p. 75-76.)*

C'est dans cette perspective que le camarade Lénine abordait la révolution. Il a soutenu que tous les vestiges de l'ancien ordre pré-capitaliste ne pourraient être éliminés que par une révolution démocratique. De même que la structure féodale et les problèmes archaïques pré-capitalistes constituent les objectifs de la révolution démocratique, la question nationale est elle aussi l'un des objectifs de la révolution démocratique bourgeoise. Ce n'est que par la révolution démocratique que l'on peut venir à bout, une fois pour toutes, de l'oppression nationale, de la domination nationale et des massacres nationaux. Cette question fait partie intégrante des objectifs de la révolution démocratique.

En effet, dans la polémique qu'il a menée avec Rosa Luxemburg sur la question nationale et le droit des nations à se séparer librement, Lénine souligne que les pays qui n'ont pas

résolu leur problème national n'ont pas connu de révolution bourgeoise. Selon Lénine , entre 1789 et 1871, les révolutions menées sous la direction de la bourgeoisie ont résolu la question nationale. Cependant, la bourgeoisie ayant pris une tournure réactionnaire, la résolution des questions nationales incombe désormais aux révolutions démocratiques menées sous la direction du prolétariat. En conséquence, dans les pays où la révolution démocratique n'a pas eu lieu à notre époque, la question nationale n'est pas résolue.

Dans la polémique qu'il a menée avec Rosa Luxembourg, le camarade Lénine indique clairement qu'elle ne percevait pas cette différence : *« Il en va de même pour la question nationale. Dans de nombreux pays occidentaux, cette question a depuis longtemps été réglée. Il est ridicule de chercher des réponses à un problème qui ne figure pas dans les programmes des pays d'Europe occidentale. Rosa Luxembourg a ici négligé l'essentiel : la différence entre les pays qui ont achevé depuis longtemps la révolution démocratique bourgeoise et ceux qui ne l'ont pas encore achevée . Cette différence est le cœur même du problème. »* (Lénine, Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, p. 62, italiques ajoutés)

Comme on peut le constater, Lénine souligne que la question nationale est réglée dans les pays ayant mené à bien la révolution démocratique bourgeoise, mais qu'elle persiste dans les pays où elle n'est pas achevée. Et le camarade Lénine explique, en ces termes, pourquoi il est indispensable d'inscrire dans le programme des partis communistes le droit des nations à disposer d'elles-mêmes dans les pays qui n'ont pas mené à bien leurs révolutions démocratiques bourgeoises et n'ont pas résolu la question nationale : *« En Europe de l'Est et en Asie, la période des révolutions démocratiques bourgeoises n'a commencé qu'en 1905 . Les révolutions en Russie, en Iran, en*

*Turquie et en Chine, les guerres balkaniques – voilà telle est la chaîne d'événements à l'échelle mondiale de notre époque dans notre « Orient ». Et seuls les aveugles ne peuvent voir, dans cette chaîne d'événements, l'éveil d'une série de mouvements nationaux démocratiques bourgeois s'efforçant de créer des États indépendants composés d'un même peuple. C'est précisément parce que la Russie et les pays qui lui sont voisins traversent cette période que nous devons inclure dans notre programme un article sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. » (Lénine, op. cit., p. 63, italiques ajoutés)*

En conclusion, l'approche du camarade Lénine concernant la Révolution populaire démocratique sous la direction du prolétariat est évidente. Le leader de la Révolution d'octobre soutient que la Révolution démocratique populaire est absolument nécessaire pour l'intérêt absolu de la classe ouvrière et du prolétariat, car elle permet d'éliminer tous les vestiges de l'ancien ordre qui entravent le développement généralisé, rapide et libre du capitalisme.

De même, le camarade Lénine souligne que la résolution des problèmes nationaux existants n'est possible que par la révolution démocratique. Il défend par ailleurs l'idée que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (DNDEM) ou, pour être plus précis, le droit de se séparer librement (DSL) doit figurer dans le programme du prolétariat. Il est clair que ce programme n'est pas encore le programme maximal de la révolution socialiste ; il s'agit du programme minimal de la révolution démocratique. La question nationale et le droit de se séparer librement font partie intégrante du programme des partis communistes comprenant la révolution démocratique populaire. Lorsque l'on examine les pratiques révolutionnaires historiques en matière de révolutions démocratiques, on rencontre des expériences similaires. Par exemple, la révolution démocratique en Chine en est un exemple. Les révolutions qui ont eu lieu en Asie, dans les Balkans et en Europe de l'Est s'inscrivent également dans le cadre de la révolution démocratique populaire

. Ces révolutions ont une validité universelle et internationale, mais elles ont pris des formes différentes en fonction des conditions spécifiques de chaque pays. En effet, en Russie , la révolution démocratique a mis les villes au premier plan et a conduit à une révolution socialiste sans heurts. En Chine et dans d'autres pays, les conditions objectives ont favorisé le rôle du monde rural. En conséquence, ces révolutions démocratiques, menées contre la réaction nationale et l'occupation impérialiste, ont abouti à la victoire dans des pays tels que la Chine, l'Albanie, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Corée, le Vietnam, le Cambodge et le Laos.

Avant et pendant la Seconde Guerre mondiale impérialiste, des révolutions démocratiques ont également été à l'ordre du jour dans les pays d'Europe de l'Est, et une lutte a été menée contre les régimes réactionnaires et l'occupation impérialiste. En effet, le Programme de l'Internationale communiste de 1928 stipule : *«un vaste mouvement agricole et paysan sous la direction du prolétariat a été envisagé, et la révolution agraire a joué un rôle déterminant »*. (Programme de l'Internationale communiste de 1928, Éditions Inter, 21 octobre 21, page 88)

En conclusion, lorsque l'on examine les expériences historiques et les pratiques révolutionnaires couronnées de succès du Mouvement communiste international, il apparaît clairement que, du point de vue de la structure économique et sociale de la Turquie et du Kurdistan tde Turquie , il est clair que nous sommes confrontés à la nécessité d'une révolution démocratique populaire . Or, la ligne représentée par le MKP ne tient pas compte de cette réalité concrète. On passe sous silence la nécessité d'une révolution démocratique, et c'est la thèse d'une révolution socialiste directe qui est défendue. Or, dans des pays comme le nôtre qui n'ont pas réussi à mener à bien la révolution démocratique bourgeoise, la révolution socialiste n'est possible qu'en résolvant les problèmes de la révolution démocratique précédente.

Inscrire la révolution socialiste à l'ordre du jour sans avoir mené à bien la révolution démocratique populaire sous la direction du prolétariat revient à mettre de côté – sans parler des vestiges féodaux et des oppressions archaïques de l'État – la question des femmes, la question kurde et la question alévi. Cela revient même à faire obstacle à la révolution socialiste. Car la condition préalable à la révolution socialiste réside dans la réalisation de la révolution démocratique. Ce n'est qu'avec la réalisation de la révolution démocratique que la voie de la révolution socialiste s'ouvre.

Malgré cette réalité, la ligne défendue par le MKP adopte une vision très étroite de la révolution démocratique. Les tâches de la révolution démocratique sont définies comme des « questions démocratiques restantes » et minimisées : *« Le féodalisme, qui a été résolu, a perdu son caractère de classe et subsiste sous forme de vestiges féodaux. Les rapports de production et le mode de production féodaux représentés par ces vestiges féodaux ont été exposés à une liquidation sur la base d'un effritement et d'un affaiblissement croissants. La population paysanne et la question agraire n'atteignent pas une ampleur suffisante pour maintenir la révolution démocratique à l'ordre du jour. Les questions démocratiques restantes et les tâches centrées sur la question agraire sont loin d'avoir la portée nécessaire pour une révolution démocratique et sont des problèmes ou des tâches renvoyés à la révolution socialiste ou qui seront résolus par celle-ci. »* (Décisions du 4e Congrès du MKP, p. 104)

Comme on le voit, ce que la ligne représentée par le MKP entend par « révolution démocratique », ce sont les « questions démocratiques restantes » et se limitent strictement à la « population paysanne et à la question foncière » (!) Bien sûr, dans la révolution démocratique, l'ampleur de la structure féodale et le nombre de la population paysanne ont leur importance. Il ne faut pas le nier. Il faut bien sûr tenir compte de ces changements. En effet, à la suite de la dissolution de la

structure féodale dans notre pays et de la diminution considérable de la population paysanne, c'est le capitalisme comprador dépendant de l'impérialisme qui est devenu dominant . Il est donc évident que les objectifs et les limites de la révolution démocratique en Turquie et au Kurdistan de Turquie aient été restreints. Cependant, le fait que les « limites aient été restreintes » ne signifie pas que ces problèmes doivent être retirés de l'ordre du jour de la révolution. Car dans notre région, la révolution démocratique n'a pas eu lieu, et les problèmes n'ont pas disparu pour autant.

L'approche fondamentale de la ligne représentée par le MKP se limite exclusivement à la question de l'élimination du féodalisme. Cette approche est le fruit d'une vision superficielle et étroite. Cela conduit à ne pas saisir les autres tâches indispensables de la révolution minimale dans notre région et à orienter directement la révolution vers la révolution socialiste. Avec cette vision, – sans parler des autres problèmes – l'importance et la nécessité de résoudre les problèmes de notre pays, tels que la question nationale, la question religieuse, la question des femmes, etc., ne sont pas comprises.

La ligne représentée par le MKP retire de son ordre du jour la « révolution démocratique populaire » qu'elle défendait par le passé. Cependant, elle fait également obstacle à la réalisation de la révolution socialiste qu'elle défend aujourd'hui. En effet, elle ne perçoit pas que, en Turquie et au Kurdistan de Turquie, la voie de la révolution socialiste passe par la révolution démocratique.

Le MKP place la « révolution socialiste » et la « révolution démocratique » dans la même catégorie. Or, sans une révolution démocratique menée sous la direction du parti communiste, la révolution socialiste n'est pas possible sur les fondements de l'ancien ordre . Le camarade Mao exprime clairement cette réalité : « *Sans une révolution démocratique bourgeoise de type nouveau et de grande envergure, menée sous la direction du Parti communiste, tenter de construire une société socialiste sur*

*les ruines d'un ordre colonial, semi-colonial et semi-féodal relèverait de l'utopie. » (Mao, Œuvres choisies 3, p. 291)*

La conception de la révolution en Turquie et au Kurdistan de Turquie diffère fondamentalement selon les lignes représentées par le MKP et le TKP-ML. Alors que le TKP-ML défend la « révolution démocratique populaire », le MKP prône la « révolution socialiste ». À notre avis, il s'agit là d'une différence importante.

### **b-) La thèse de la guerre populaire socialiste**

Dans cette étude, abordons également la voie de la révolution en Turquie. En Turquie, le fait que la structure semi-coloniale et semi-féodale dépendante de l'impérialisme ait cédé la place, de nos jours, à la domination du capitalisme comprador, a également entraîné certains changements au sein même de la Révolution démocratique populaire. Les changements intervenus dans la structure interne du pays se sont répercutés sur la voie de la révolution et sur son cours stratégique. En conséquence, bien que la nature, l'objectif et l'essence de la révolution ne changent pas, elle a connu une certaine diminution, et les étapes qu'elle doit suivre ont pris des formes différentes. Il est indéniable que cette situation ne peut être ignorée.

En effet, à la suite des développements mentionnés plus haut dans notre pays, la Révolution démocratique populaire s'est aujourd'hui principalement axée sur l'organisation et la lutte dans les villes. Le poids quantitatif et qualitatif de la classe ouvrière s'est accru dans les villes, la contradiction entre le travail et le capital est passée au premier plan et a atteint ses dimensions les plus aiguës de l'histoire. Les zones rurales ont perdu de leur importance par rapport au passé. Cette réalité doit être prise en compte et les mesures doivent être prises en fonction de cette situation objective. La lutte des classes, la lutte contre le fascisme et le capital financier international imposent

cette nécessité. Sinon, on s'enfonce dans un univers virtuel et dogmatique. On se retrouve prisonnier d'un cercle vicieux. C'est pourquoi la situation objective doit être clairement perçue, des analyses adaptées à la situation actuelle doivent être menées et des politiques objectives doivent être élaborées.

En effet, suite à la domination du capitalisme comprador dans une structure semi-coloniale, la stratégie de guerre populaire axée sur les zones rurales a cédé la place à un soulèvement populaire armé centré sur les villes. Le TKP-ML a pris en compte cette situation et a formulé des analyses adaptées à la réalité objective : *« Dans les pays capitalistes, la voie de la révolution passe par un soulèvement populaire armé centré sur les villes. ... La lutte urbaine doit tenir compte des zones rurales . Dans le monde actuel, la lutte et les contradictions sont si complexes et si étroitement imbriquées que, dans le cadre du processus révolutionnaire, tant l'insurrection que la stratégie de guérilla rurale peuvent s'avérer applicables. .... Dans les villes, nous aurons nos comités militaires urbains et nos guérilleros urbains. »* (Documents du 2e congrès du TKP-ML, p. 111)

Ce sujet, que nous avons brièvement abordé, concerne la voie de la révolution. L'avènement du capitalisme comprador, l'accélération de l'enchevêtrement des contradictions économiques, sociales et politiques entre la bourgeoisie compradore et la classe ouvrière, mettent en avant la nécessité de se concentrer sur les villes et de privilégier le soulèvement populaire armée. Bien entendu, cela n'exclut pas l'organisation et la lutte dans les zones rurales. Dans les zones rurales également, l'organisation et la lutte doivent être menées en lien avec les villes. Cela vaut également pour l'organisation militaire et la lutte armée. Les mesures nécessaires doivent être prises pour mettre en place une organisation militaire et de guérilla tant dans les villes qu'à la campagne. Jusqu'à ce que la révolution soit réalisée, la guérilla sera utilisée, le cas échéant, comme un moyen de lutte armée. En période de défaite, la lutte

peut se replier vers les zones rurales. La guérilla peut être menée en milieu rural et, lorsque les conditions le permettront, les villes reprendront le devant de la scène, etc. Bien entendu, cela se précisera en fonction des conditions concrètes. Cependant, la lutte armée est, d'un point de vue stratégique, la lutte principale.

L'approche du détachement d'avant-garde concernant la voie de la révolution en Turquie et au Kurdistan de Turquie est, par essence, celle-ci. Cette approche, sans pour autant rejeter les expériences de lutte armée du passé, implique la nécessité de prendre en compte les conditions changeantes en Turquie et au Kurdistan de Turquie et, à partir de là, d'élaborer une ligne militaire. Il est clair que la révolution en Turquie et au Kurdistan de Turquie ne sera pas une copie conforme de la révolution russe ou chinoise. Il est évident qu'elle comportera des caractéristiques qui lui sont propres. Cette conception tient compte de l'héritage gouvernemental et de la structure centralisée que l'État turc a hérités de Byzance et de l'Empire ottoman, l'importance du marché qu'il contrôle et de ses relations avec l'impérialisme, ainsi que l'expérience politico-militaire qu'il a acquise face aux luttes de libération sociale et nationale, etc., etc.

Le fait que la révolution en Turquie et au Kurdistan de Turquie présente des caractéristiques propres doit être évalué conjointement avec les changements survenus dans la structure économique et sociale de notre région. Par exemple, en ce qui concerne la question de la voie de la révolution, il faut impérativement tenir compte des soulèvements populaires survenus récemment dans le monde et en Turquie. Des événements tels que le « soulèvement de Gezi », qui a constitué un tournant majeur dans l'histoire de la République de Turquie au cours du siècle dernier dans le contexte des mouvements de masse, sont des réalités concrètes dont il faut tenir compte pour définir la ligne militaire et déterminer la voie que suivra la révolution.

À la lumière des principes fondamentaux tels que la nécessité de la lutte armée pour la prise du pouvoir par le prolétariat, le caractère déterminant du rôle des masses dans la révolution et, bien sûr, le principe selon lequel « les armes commandent la politique », il est un fait que la voie de la révolution en Turquie et au Kurdistan turc ne dispose pas et ne disposera pas d'une « recette toute faite » s'inspirant des exemples russe et chinois. D'une manière générale, il est évident que, en Turquie et au Kurdistan de Turquie, la voie de la révolution passe par un « soulèvement populaire armé » centré sur les villes, et que cette stratégie ne peut pas non plus exclure la guérilla dans les campagnes.

Face à cette approche, le MKP défend depuis longtemps une thèse qu'il a formulée sous le nom de « guerre populaire socialiste » : « *La nature de notre révolution est celle d'une révolution socialiste qui assume les tâches de la révolution démocratique, dont la forme dépend des relations au sein de la structure socio-économique. La voie de la révolution est donc celle de la guerre populaire socialiste.* » (p. 91, *Partizan*, numéro spécial, juin 2014, p. 53, *Critique du troisième congrès du MKP.*)

Plus loin, on peut lire : « *La révolution socialiste est menée au moyen d'une stratégie de guerre populaire socialiste, lancée par le prolétariat en tant que force d'avant-garde et fondamentale contre la bourgeoisie monopoliste compradore au pouvoir et dépendante de l'impérialisme, avec l'alliance des couches petites-bourgeoises des villes et des campagnes.* » (p. 94, *op. cit.*, p. 53.)

La formulation de la « guerre populaire socialiste » du MKP comporte des contradictions intrinsèques. D'une part, la formulation qu'il défend met en avant la révolution socialiste, tandis que, d'autre part, elle aborde la révolution démocratique et la révolution socialiste de manière indissociable. D'un côté, la nature de la révolution est définie comme une révolution socialiste, mais de l'autre, « *d'une révolution socialiste*

*assumant les tâches de la révolution démocratique* ». Autrement dit, les tâches de la révolution démocratique sont imputées à la révolution socialiste. Or, la révolution socialiste, comme son nom l'indique, n'assume pas les tâches de la révolution démocratique, mais celles de la révolution socialiste. Il est absurde d'imposer à la révolution socialiste, qui se fixe un programme maximal, les tâches déjà résolues de la révolution démocratique, qui est une révolution minimale. Car la révolution socialiste marque l'entrée dans une nouvelle ère. Or, le MKP soutient que la révolution socialiste peut assumer les tâches de la révolution démocratique.

C'est pourquoi il convient de poser la question au MKP : le fait que la révolution socialiste assume les tâches de la révolution démocratique ne recèle-t-il pas une contradiction en soi ? Cette conception ne revient-elle pas à faire peser les tâches de la révolution démocratique sur la révolution socialiste ?

Mais il faut bien comprendre ceci : les tâches d'une révolution ne sont pas transférées à une autre révolution. Elles sont accomplies par cette révolution elle-même. C'est ainsi que l'on entre dans un autre processus révolutionnaire. C'est là l'ABC du matérialisme historique. Mais ceux qui ferment les yeux sur la révolution en deux étapes de notre pays ne voient pas cette réalité.

Cette conception, d'une part, met de côté la révolution démocratique en faisant peser les tâches et les objectifs actuels de la Révolution démocratique populaire sur la révolution socialiste ; mais d'autre part, tout en énonçant la voie et l'objectif stratégique de la révolution, elle entremêle de manière hétéroclite la guerre populaire — qui est la stratégie militaire de la révolution démocratique — de manière confuse et entremêlée. Elle regroupe deux révolutions distinctes en une seule catégorie, en un seul parcours. Et c'est à partir de cette conception que la thèse de la « Guerre populaire socialiste » est avancée.

Comme on peut le constater, alors que la révolution socialiste est mise en avant quant à la nature de la révolution, la définition de la « guerre populaire socialiste » vide de son sens la guerre populaire – qui constitue la stratégie militaire des pays semi-coloniaux et semi-féodaux – et propose ainsi une thèse virtuelle incompatible avec la réalité. On crée en quelque sorte une théorie fondée sur l'illusion et un enchevêtrement de contradictions. De plus, on prétend que cette thèse est valable à l'échelle mondiale. Réduire les révolutions de deux processus sociaux distincts à un seul processus ne va pas au-delà d'un système de pensée éclectique. En conséquence, le MKP, qui rejette la révolution démocratique, présente d'un autre côté la « guerre populaire socialiste » comme valable dans tous les pays à l'échelle internationale.

Cette approche, s'inscrivant dans le champ d'influence du trotskisme et de sa conception de la « révolution unique », considère la « guerre populaire socialiste » comme applicable à tous les pays, sans distinction entre les pays impérialistes et les pays semi-coloniaux dépendants de l'impérialisme. Selon l'argumentation du MKP, la « guerre populaire socialiste » mentionnée dans les décisions du 3e Congrès s'applique dans le monde entier : *« La Turquie et le Nord-Kurdistan ont une structure socio-économique capitaliste. Par conséquent, dans notre stratégie révolutionnaire, la « guerre populaire socialiste » défendue dans le document idéologique de notre parti ; l'idée selon laquelle la guerre populaire ne s'applique qu'aux pays semi-féodaux et semi-coloniaux est incomplète. La guerre populaire s'applique également aux pays capitalistes. Cela peut prendre des formes différentes dans chaque pays capitaliste. Nous ne considérons pas qu'il soit juste de s'en tenir à un modèle statique comme seule voie. (...) Dans la stratégie de la guerre populaire, la guérilla sera également considérée comme une force importante et fondamentale. Elle sera toutefois menée en coordination avec un soulèvement de masse. Elle peut être considérée ou appréhendée comme la dialectique ville-*

*campagne. » (Documents du 3e Congrès du MKP, page 97, 2013.)*

Ces constatations comportent des contradictions internes. Les limites de la guerre populaire, qui, en s'étendant au-delà des pays semi-coloniaux, semi- féodaux, et est présentée comme une stratégie valable à l'échelle mondiale. Cette approche repose sur la thèse erronée selon laquelle la « guerre populaire prolongée », formulée par Mao et mise en œuvre en Chine, devrait être appliquée dans tous les pays sans tenir compte des stades de développement social des différents pays du monde. Or, cette thèse est justement condamnée par Mao Zedong lui-même : « Prendre le pouvoir par la force des armes, résoudre le problème par la guerre, est la tâche centrale et la forme la plus élevée de la révolution. Ce principe marxiste-léniniste relatif à la révolution s'applique universellement à la Chine et à tous les autres pays.

*Cependant, si le principe reste le même, son application par le parti communiste prend des formes différentes en fonction de l'évolution des conditions. Les pays capitalistes, lorsqu'ils ne sont ni fascistes ni en état de guerre, pratiquent la démocratie bourgeoise (et non le féodalisme) ; dans leurs relations extérieures, ils ne subissent pas la pression d'autres nations, mais exercent au contraire une pression sur celles-ci. En raison de ces caractéristiques, la mission du parti communiste est d'éduquer les travailleurs et de se renforcer au cours d'une longue période de lutte légale, afin de se préparer ainsi au renversement définitif du capitalisme. Dans ces pays, il s'agit de mener une longue lutte légale, d'utiliser le parlement comme tribune, d'organiser des grèves économiques et politiques, de créer des syndicats et d'éduquer les travailleurs. Là-bas, la forme d'organisation est légale et la forme de lutte est non violente (elle n'est pas militaire... Cependant, cette insurrection et cette guerre ne doit pas être lancée tant que la bourgeoisie n'est pas véritablement acculée, que la majorité du prolétariat n'est pas déterminée à prendre les armes et à se battre, et que*

*les masses rurales ne commencent pas à aider le prolétariat de tout leur cœur. Et lorsque le moment sera venu de déclencher un tel soulèvement et une telle guerre, la première étape consistera à s'emparer des villes, puis à avancer vers les zones rurales ; et non l'inverse. Tout cela a été mis en œuvre par les partis communistes des pays capitalistes et confirmé par la révolution d'Octobre en Russie.*

*Mais la Chine est différente. Les particularités de la Chine résident dans le fait qu'elle n'est ni indépendante ni démocratique, mais semi-coloniale et semi-féodale ; qu'elle ne dispose pas de démocratie à l'intérieur, d'être soumise à l'oppression féodale et de ne pas jouir d'une indépendance nationale dans ses relations extérieures, mais d'être écrasée par l'impérialisme. Par conséquent, nous ne disposons pas d'un parlement dont nous pourrions tirer parti, ni d'un droit légal pour organiser les grèves des travailleurs. Fondamentalement, la mission du Parti communiste ici n'est pas de passer par une longue période de lutte légale avant de déclencher l'insurrection et la guerre, puis de s'emparer d'abord des grandes villes avant d'occuper les campagnes, mais bien le contraire. » (Mao Zedong ; Problèmes de guerre et de stratégie, 6 novembre 1938, édition anglaise,*

*[https://www.marxists.org/reference/archive/mao/selected-works/volume-2/mswv2\\_12.htm#bm1](https://www.marxists.org/reference/archive/mao/selected-works/volume-2/mswv2_12.htm#bm1) en anglais)*

Le MKP, en ajoutant le préfixe « socialiste » à sa stratégie de guerre populaire, la déclare applicable à tous les pays du monde ; or, dans les pays impérialistes, la révolution socialiste et le soulèvement populaire, ainsi que, dans les pays dépendants de l'impérialisme, la révolution démocratique populaire et le soulèvement populaire armé, sont mises de côté et passées sous silence. Ainsi, non seulement la vraie nature de la guerre populaire est dissimulée, mais elle est à la fois réduite à une seule catégorie de stratégie révolutionnaire à l'échelle mondiale, et les révolutions correspondant aux critères du MLM sont camouflées. La guerre populaire, stratégie révolutionnaire dans

les pays semi-coloniaux et semi-féodaux, est considérée comme possible dans tous les pays, ce qui assimile la conception de la révolution au subjectivisme. Ainsi, les perspectives de révolution maximale et minimale du MLM sont ignorées.

La révolution socialiste correspond au programme maximal. La guerre populaire, quant à elle, correspond au programme minimal de la révolution démocratique populaire. Or, la conception du MKP confond la révolution maximale et la révolution minimale. Il s'agit là de « faire de deux un », ce qui est en soi contradictoire.

Le rejet de la révolution démocratique et la volonté de rendre la guerre populaire applicable à l'échelle mondiale dans les pays capitalistes-impérialistes sont le fruit d'une vision subjective. Le fait d'entremêler la guerre populaire et la révolution socialiste relève également de la même ligne de pensée. Or, tout comme la stratégie de la révolution socialiste et de l'insurrection de masse a fait ses preuves à travers des révolutions victorieuses et a trouvé sa place au sein de la théorie du socialisme scientifique, la stratégie de la guerre populaire a également trouvé sa place au sein de cette même théorie en tant que stratégie militaire des révolutions démocratiques populaires menées dans les pays semi-coloniaux et semi-féodaux.

Comme on peut le constater, il existe entre le MKP et le TKP-ML de sérieuses divergences de conception, tant au niveau du programme que de la ligne stratégique. L'une d'entre elles concerne la voie de la révolution. Alors que le TKP-ML conçoit la voie de la révolution en Turquie et au Kurdistan de Turquie comme un soulèvement populaire armé au sein d'une formation sociale dominée par un capitalisme compradore dépendant de l'impérialisme, le MKP, quant à lui, défend la voie de la révolution sous la forme d'une « guerre populaire socialiste ». La thèse de la « guerre populaire socialiste » s'appuie sur l'idée erronée selon laquelle la stratégie de la guerre populaire de Mao Zedong — valable dans les pays semi-coloniaux et semi-féodaux et dont la validité a été prouvée dans la pratique —

serait également valable dans les pays capitalistes. Cette thèse rejette les opinions de Mao Zedong sur la voie que devrait suivre la révolution dans les pays capitalistes. La thèse de la « guerre populaire socialiste » constitue l'une des différences importantes entre le MKP et nous.

### **c-) La dictature du prolétariat**

Un autre sujet sur lequel nous nous distinguons du MKP concerne la dictature du prolétariat. En effet, lors de son 3e congrès du MKP défend, une ligne rejetant la dictature du prolétariat dans le socialisme : *« Il est clair que la dictature du prolétariat ne peut en aucun cas être considérée comme une dictature du parti. Malheureusement, la dictature du parti a eu et a encore aujourd'hui ses défenseurs. Cela doit être catégoriquement rejeté. Nous pensons que la notion de « nouvel État du prolétariat et des travailleurs » constituera, selon nous, un concept plus solide et plus juste, dans la mesure où il implique une distinction plus nette par rapport à toute conception de la dictature bourgeoise. On pourrait également l'appeler « démocratie du prolétariat et des travailleurs ». »* (MKP, 3e Documents du 3e Congrès, pages 119-120, 2013, abç)

À notre avis, cette thèse constitue l'un des points de démarcation fondamentaux. En effet, du point de vue du MLM, « défendre ou ne pas défendre la thèse de la dictature du prolétariat » est défini comme l'un des critères permettant de déterminer si l'on est marxiste ou non. Le fait que le MKP ouvre le débat sur la dictature du prolétariat, l'un des concepts les plus attaqués par les idéologues bourgeois mérite une explication. Quel que soit le motif invoqué, un débat sur ce concept soulève naturellement des interrogations en soi.

Lénine, tout en défendant sans réserve et partout la dictature du prolétariat telle qu'elle était appliquée en Union soviétique, évoque la manière dont Marx a posé la question. Et il souligne,

en saluant le fait que Marx en soulignant qu'il avait, dès 1852, mis en lumière l'essence même de la question. Dans la citation de Lénine, K. Marx explique ainsi le phénomène de l'État : « *Quant à moi, je n'ai pas l'honneur d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni la lutte entre elles. Bien avant moi, les historiens bourgeois avaient mis en lumière le développement historique de cette lutte des classes, et les économistes bourgeois en avaient révélé l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est d'avoir prouvé : 1) que l'existence des classes dépend uniquement de certaines phases historiques du développement de la production ; 2) que la lutte des classes conduit inévitablement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature ne constitue en soi que le passage à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes.* » (Lénine, Œuvres choisies, tome 7, p. 43-44, italiques ajoutés)

K. Marx est par la suite devenu un défenseur résolu de la dictature du prolétariat. En effet, il a constamment maintenu à l'ordre du jour le socialisme scientifique et le communisme, contre tous les courants et doctrines qui déformaient le socialisme et rejetaient le communisme. K. Marx, dans son ouvrage intitulé « La Guerre civile en France », rédigé en 1871 et présenté au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs (Première Internationale), a défini la Commune de Paris comme un exemple concret et pratique de la « dictature du prolétariat ». Il n'approuvait pas les discussions menées par le Parti social-démocrate allemand, fondé en 1869, dont lui-même et Engels faisaient partie, n'approuvait pas les discussions menées avec le parti réformiste de Lasalle, qui rejetait la révolution et la dictature du prolétariat, ni les décisions prises à cette occasion. Marx et Engels ont critiqué en 1875 le projet de programme de Gotha, qui rejetait la « transition pacifique » et la « dictature du prolétariat ». En effet, dans sa « Critique du programme de Gotha », Marx défend sans réserve la dictature du prolétariat qui y est rejetée et évoque la

dictature révolutionnaire du prolétariat : « *Entre la société capitaliste et la société communiste s'intercale une période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. À cela correspond également une période de transition politique dont l'État ne peut être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat.* » (Marx, *Critique du Programme de Gotha*, p. 37)

F. Engels en confirmant la pensée de K. Marx, concrétise ainsi la notion de dictature du prolétariat : « *Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir à quoi ressemble cette dictature ? Regardez la Commune de Paris. La Commune de Paris était la dictature du prolétariat.* » (La Guerre civile en France, « Introduction », F. Engels, 1891. Éditions Yordam, première édition, octobre 2016, page 27)

Selon Lénine, K. Marx (et F. Engels) se distingue une fois de plus, par son essence même, de la bourgeoisie grâce à cette analyse. Par cette doctrine qu'il a conceptualisée, K. Marx se distingue fondamentalement et dans son essence des historiens de la bourgeoisie. Non seulement K. Marx n'aborde pas la question de l'État en la dissociant de la lutte des classes, mais il en a également élargi les limites jusqu'à la dictature du prolétariat.

De plus, selon Lénine, la définition du marxiste repose sur la notion de « dictature du prolétariat » : « *Seul celui qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat est un marxiste. C'est là que réside la différence la plus profonde entre le marxiste et le petit (et le grand) bourgeois ordinaire. C'est là que doit résider la pierre de touche pour comprendre et accepter véritablement le marxisme.* » (Lénine, *op. cit.*, p. 44, *italiques ajoutés.*)

Cet enseignement, que Lénine a souvent et avec insistance souligné, constitue le critère pour être MLM. Selon Lénine, « *celui qui étend la lutte des classes jusqu'à l'acceptation de la dictature du prolétariat est un marxiste.* » En d'autres termes, le

critère pour être marxiste (aujourd'hui MLM) passe par l'acceptation de la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat : « C'est la pierre de touche du marxisme. »

Si nous insistons ici sur ces points de vue de Lénine, c'est parce qu'il assimile la dictature du prolétariat à l'être communiste. Elle est présentée comme une condition préalable à l'être communiste. Des conceptions telles que le « socialisme », la « lutte des classes » ou la « révolution » dissociées de la dictature du prolétariat relatives au « socialisme », à la « lutte des classes » et à la « révolution » s'inscrivent dans les catégories bourgeoises, en dehors des rangs communistes. À une époque où les atteintes et les déformations concernant le socialisme sont devenues flagrantes, la défense de la dictature du prolétariat revêt une importance accrue et constitue la pierre de touche du MLM.

La dictature du prolétariat et la dictature démocratique du peuple ont pris des formes différentes dans les pays où la révolution a eu lieu, en fonction des spécificités de chacun, elles ont toutefois été abordées dans le même esprit quant à leur essence. La question porte sur la nécessité d'une dictature sous la direction du prolétariat après la révolution. Il n'y a place pour aucune ambiguïté à ce sujet.

Il est clair que, sur cette question extrêmement importante et déterminante, les points de vue du MKP et du TKP-ML diffèrent fondamentalement. Cette divergence marque un tournant dans la séparation idéologique entre ces deux structures. Être MLM passe par la défense de la dictature du prolétariat et par la lutte pour celle-ci. Cependant, la ligne représentée par le MKP, en rejetant cette doctrine qui constitue et doit constituer le fondement du programme maximal d'un parti communiste, se situe sur une voie très différente de celle du TKP-ML.

Par les opinions suivantes, le MKP rejette ouvertement la dictature du prolétariat : « *L'État du prolétariat et des travailleurs est un instrument permettant de poursuivre la*

*révolution en vue de l'abolition de l'État. Pour qu'un tel objectif, l'État doit être dirigé par les masses unies à la direction communiste, qui doivent être les propres moteurs de la révolution. C'est pour cela que l'État est nécessaire au prolétariat et aux travailleurs. » (Documents du 3e Congrès du MKP, 2013, page 107, italiques ajoutés.)*

Et voici également les positions exprimées lors du 3e Congrès par la ligne dont le MKP se fait le représentant : *« Il est clair que la dictature du prolétariat ne peut en aucun cas être considérée comme une dictature du parti. Malheureusement, la dictature du parti a ses défenseurs, hier comme aujourd'hui. Cela doit être catégoriquement rejeté. Nous estimons que la définition d'un nouvel État du prolétariat et des travailleurs à la place de la dictature du prolétariat constitue un concept plus solide et plus juste, dans la mesure où elle implique une distinction plus nette par rapport à toute conception de la dictature bourgeoise. On pourrait également l'appeler la démocratie du prolétariat et des travailleurs. » (Documents du 3e Congrès du MKP, 2013, pages 119-120, abç.)*

Avec cette conception, le MKP défend une vision de l'État au-dessus des classes, qui nie l'existence des classes dans le socialisme. Le concept de « dictature du prolétariat » que nous avons exposé ci-dessus en nous appuyant sur les enseignants communistes, de Marx à Lénine, s'inscrit dans une conception dont le MKP s'abstient de l'évoquer et de la défendre (et ce, sous le prétexte de critiquer la « dictature du parti » au nom d'une rupture radicale avec la conception de la dictature bourgeoise).

Sous le couvert d'une critique de la « dictature du parti », le MKP oppose à la dictature du prolétariat le concept de « *nouvel État du prolétariat et des travailleurs* », niant ainsi que l'origine historique de l'État repose sur la formation des classes et la lutte des classes et qu'il constitue l'appareil de répression de la classe au pouvoir à l'encontre de la classe exploitée, opprimée et soumise à la répression. En effet, tout comme cette dictature

s'est constituée jusqu'à nos jours dans toutes les sociétés de classes, la future dictature démocratique du peuple et le socialisme seront eux aussi une dictature dirigée par le prolétariat. C'est là une loi du matérialisme historique qui ne dépend pas de la volonté. C'est là la réalité objective même. C'est le produit des contradictions de classe.

La critique et le rejet de la dictature du prolétariat ne constituent-ils pas le rejet et la négation de l'enseignement de Marx selon lequel « *la lutte des classes conduit inévitablement à la dictature du prolétariat* » ? Cette approche ne va-t-elle pas à l'encontre du critère de Lénine : « *Quiconque étend l'acceptation de la lutte des classes jusqu'à l'acceptation de la dictature du prolétariat, est marxiste* », que nous avons citée plus haut ? Ou bien la révolution chinoise, et en particulier la pratique de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, n'ont-elles pas démontré que la dictature du prolétariat est une condition sine qua non ?

Le concept de dictature du prolétariat, sur lequel le MKP tente de jeter le discrédit, est un concept qui a été utilisé pour la première fois par les premiers théoriciens de la science MLM puis développé et appliqué en théorie et en pratique par d'autres enseignants. La ligne représentée par le MKP, en ouvrant le débat sur le concept de « dictature du prolétariat » en le remettant en question, prouve qu'elle souffre d'un problème de compréhension extrêmement grave. En réalité, lorsque les enseignants ont mis en avant et défendu la dictature du prolétariat, ils ont apporté la réponse nécessaire au rejet de celle-ci. À notre avis, ces défenses conservent toute leur actualité. Surtout dans le contexte des critères pour être communiste ! La condition préalable à l'instauration et à l'avancement du socialisme passe par la défense et la mise en œuvre résolues et déterminées de la dictature du prolétariat.

Malgré ces évidences, étant donné que la ligne représentée par le MKP remet en question, pour telle ou telle raison, le concept de dictature du prolétariat, il convient de s'attarder sur la

nécessité de ce concept et sur les raisons pour lesquelles il est indispensable.

Comme on le sait, la dictature du prolétariat est une forme de dictature propre au socialisme. Il s'agit d'une dictature fondée sur les intérêts de classe du prolétariat (de la classe ouvrière) au pouvoir, exercée contre la bourgeoisie et les couches réactionnaires, à leurs doctrines idéologiques surannées et obsolètes ainsi qu'à leurs foyers sociaux et politiques. L'objectif est de faire progresser la société sur la voie du socialisme et du communisme grâce à la dictature du prolétariat, opposée à toute la régression du passé. En d'autres termes, il s'agit de suivre une ligne cohérente et cela n'est possible qu'en s'appuyant sur la dictature du prolétariat.

En effet, à notre époque également, c'est la lutte entre les classes opprimées et exploitées, sous la direction du prolétariat, et les classes et groupes oppresseurs, sous la direction de la bourgeoisie, qui marque la lutte de son empreinte. En effet, cette lutte a parfois pris des proportions plus aiguës et a donné lieu, sous la direction du prolétariat, à des révolutions et des des pouvoirs ont été créés. À notre époque, ces révolutions ont pris la forme de révolutions démocratiques populaires et de révolutions socialistes. Il existe bien sûr une différence qualitative entre les révolutions démocratiques populaires et les révolutions socialistes. La révolution démocratique revêt un caractère bourgeois. Mais à notre époque, cette révolution est une révolution menée par le prolétariat, à laquelle participent toutes les couches de la population. Il n'est donc pas question d'une révolution menée par la bourgeoisie de l'ère de la libre concurrence. En effet, à notre époque, la bourgeoisie a pris une forme réactionnaire et constitue un obstacle à la révolution démocratique. C'est pourquoi le prolétariat a pris la tête de la révolution démocratique. Selon les termes de Mao Zedong, la réalisation de la révolution démocratique crée les conditions préalables au socialisme. « *Ainsi, la révolution démocratique d'un nouveau type ouvre d'une part la voie au capitalisme et*

*crée d'autre part les conditions préalables au socialisme. »*  
(Mao Zedong, *La Révolution démocratique nouvelle*, p. 55)

Avant la Révolution chinoise, la révolution démocratique s'est imposée en Russie. La révolution démocratique, qui avait essuyé un échec en 1905, renversa le tsarisme, affaiblit la structure féodale au sein de l'appareil d'État et accéléra la dissolution de la production féodale. Mais parallèlement à cette révolution, une lutte sans relâche fut menée contre les groupes bourgeois qui constituaient un obstacle au socialisme. Sous la direction du POSDR, des Soviets composés de la classe ouvrière, de soldats et de paysans se formèrent. La contre-révolution fut vaincue et la révolution socialiste a eu lieu.

La révolution socialiste a marqué le passage à la dictature du prolétariat. La classe au pouvoir était désormais le prolétariat. Dans le contexte russe, la dictature du prolétariat englobait également les couches pauvres de la paysannerie. Avec le socialisme, la prolétarianisation de la paysannerie s'est accélérée. En effet, en Russie, la paysannerie s'est progressivement transformée en classe prolétarienne et la dictature du prolétariat s'est ancrée sur des bases plus solides.

Cependant, le passage du capitalisme au socialisme ne signifie pas que tout est terminé. Cela ne signifie pas non plus que tout est rose. La révolution est faite, la bourgeoisie est renversée, et c'est la dictature démocratique du peuple ou la dictature du prolétariat qui prend sa place. Bien sûr, d'un point de vue historique, il s'agit d'un nouveau système et d'un nouvel État, alternatifs à l'ancien système. L'objectif est de faire progresser le socialisme et de le construire sur des bases plus solides. Pour cela, il faut poser les fondements solides du socialisme et mettre en place une dictature du prolétariat cohérente.

Le socialisme couvre une période historique qui va du capitalisme au communisme. Cette période correspond à la révolution au cours de laquelle l'ancien système et l'ancien État sont renversés pour céder la place à un nouveau système et à un nouveau pouvoir. Une étape historique importante est franchie.

Mais dans le socialisme issu du giron du capitalisme, la lutte des classes et les contradictions de classe ne disparaissent pas. Les vestiges des classes du passé ne s'évanouissent pas immédiatement. Ils continuent d'exister et de laisser leur empreinte au sein du socialisme pendant une longue période. La classe exploiteuse a été renversée, l'oppression et domination ont pris fin. Le prolétariat est arrivé au pouvoir. La propriété capitaliste des moyens de production s'est transformée en propriété socialiste.

Cette situation constitue bien sûr la caractéristique distinctive qui marque de son empreinte la structure propre au socialisme. Mais les inégalités qui se manifestent dans la répartition et la distribution, ainsi que le droit bourgeois, ne disparaissent pas pour autant totalement sous le socialisme. L'« inégalité dans l'égalité » du socialisme est le reflet, dans une mesure ou une autre, du droit bourgeois issu des entrailles de l'ancienne société et transposé dans la nouvelle. Ce sont les vestiges de l'ancien qui resurgissent au sein du nouveau. Il en résulte que les contradictions entre la propriété de l'ensemble du peuple et la propriété collective, entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre les ouvriers et les paysans, ainsi que l'existence des marchés, de la monnaie, de la division du travail dans la production et dans la structure idéologique de l'ancien système sur la société ne disparaissent pas immédiatement. Les vestiges du capitalisme persistent d'une manière ou d'une autre au sein du socialisme pendant un certain temps. Les vestiges idéologiques de l'ancien système sur la société, ses traditions, ses coutumes et toutes ses traces ne s'effacent pas d'un seul coup.

En bref, les conditions des classes et de la lutte des classes persistent, sous des formes différentes, dans le socialisme – étape préalable au communisme – qui s'est imposé comme une alternative au capitalisme. C'est pourquoi la dictature du prolétariat est inévitable sous le socialisme, jusqu'à ce que le socialisme s'éteigne pour laisser la place au communisme. En

effet, tous les enseignants du MLM ont défendu la dictature du prolétariat à cette fin.

De plus, l'État socialiste et la dictature du prolétariat ont également des raisons d'ordre international. Le système socialiste est également la cible des impérialistes. Le système socialiste, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, est constamment la cible du capital financier international. C'est pourquoi il doit rester vigilant et prudent face aux impérialistes et à toutes leurs ramifications contre-révolutionnaires. Le risque qu'ils ne se contentent pas d'agir de l'extérieur, mais qu'ils s'infiltrant en son sein, et de porter un coup de l'intérieur, impose à l'État socialiste de rester vigilant et prudent. C'est là une autre raison d'être de la dictature du prolétariat.

En effet, Lénine a défendu l'idée que, dans les conditions du socialisme, la dictature du prolétariat serait établie, mais que les classes et la lutte des classes ne disparaîtraient pas et se poursuivraient sans condition. Il a souvent mis en garde à ce sujet : *« Le passage complet du capitalisme au communisme couvre une période historique. Tant que cette période n'est pas achevée, les exploités nourrissent inévitablement des espoirs de restauration, et ces espoirs se transforment en tentatives de restauration... » « L'abolition des classes nécessite une lutte des classes longue, difficile et acharnée ; la lutte des classes, après le renversement du pouvoir du capital, après la destruction de l'État bourgeois, après l'instauration de la dictature du prolétariat, ne disparaîtra pas (comme l'imaginaient les représentants médiocres de l'ancien socialisme et de l'ancienne social-démocratie), mais au contraire, ses formes changeront et, à bien des égards, elle s'intensifiera encore davantage. » (Extrait de Lénine, , Polémique 1963, p. 482, italiques ajoutés.)*

D'autre part, l'existence des classes dans le socialisme est inévitable en tant que produit de la loi de la contradiction. Il en va ainsi conformément à la loi du matérialisme dialectique. Là où s'applique la démocratie prolétarienne, là où l'on parle de la

dictature du prolétariat, omettre de mentionner la bourgeoisie, qui lui est opposée revient à « ne pas voir » l'« unité et la lutte des contraires ». Par conséquent, tout comme nous parlons de démocratie prolétarienne en opposition à la démocratie bourgeoise, il faut parler de dictature du prolétariat en opposition à la dictature bourgeoise. Nier la dictature du prolétariat revient à ouvrir indirectement la voie à la bourgeoisie.

L'objectif du prolétariat doté d'une conscience de classe ne se limite pas à faire la révolution ou juste à la prise du pouvoir politique. Comme Lénine l'a souligné plus haut, même après la révolution, le prolétariat est tenu de poursuivre la lutte, de rester vigilant face à la bourgeoisie et de préserver le pouvoir et le système qu'il a conquis. À cette fin, la dictature du prolétariat est une condition préalable à l'avancement du socialisme. Une autre condition réside dans la formation du prolétariat, son armement par le socialisme scientifique, l'augmentation progressive de ses effectifs au sein du parti, et d'accroître leur présence et leur influence au sein des instances de l'État. Il s'agit pour eux d'imprimer progressivement leur marque sur le système socialiste.

Le camarade Lénine a par ailleurs pris au sérieux la situation des petits producteurs. En effet, selon Lénine, leur situation constituait une cause très sérieuse de la persistance des classes sous le socialisme. Il s'agissait de petits producteurs de marchandises. D'un côté, ce sont des travailleurs, mais de l'autre, les terres et les moyens de production étaient leur propriété. Il existait ainsi une contradiction entre les prolétaires, détachés des moyens de production, et les petits producteurs de marchandises. Sous le capitalisme, la relation entre les ouvriers et les petits producteurs de marchandises est différente de celle qui prévaut sous le socialisme. Il existe une contradiction profonde entre ces deux classes. Le problème réside dans la formation des petits producteurs de marchandises et leur transformation en classe ouvrière. C'est pourquoi, en Union

soviétique, l'attitude adoptée envers les capitalistes et les grands propriétaires terriens n'était pas la même que celle adoptée envers les petits paysans producteurs.

Trois ans après la Révolution soviétique, Lénine a expliqué cette situation en ces termes : *« Abolir les classes ne consiste pas seulement à chasser les propriétaires terriens et les capitalistes – ce qui a été relativement facile chez nous –, mais cela signifie également éliminer les petits producteurs de marchandises ; or, il est impossible de les chasser ou de les écraser. Il est impératif de s'entendre avec eux ; ce n'est que par un travail organisationnel à très long terme, lent et minutieux qu'il est possible de les transformer et de les rééduquer (et c'est ainsi qu'il faut procéder). (Lénine, tome 10, p. 99)*

Comme on le voit, la construction du socialisme implique également l'élimination des petits producteurs de marchandises et leur transformation en classe prolétarienne. La dictature du prolétariat n'implique pas de répression physique ni d'oppression à l'encontre des petits producteurs de marchandises. Elle consiste à les transformer en classe prolétarienne et à les éduquer au socialisme, tout comme, sous le capitalisme, la classe paysanne s'est transformée en classe ouvrière. En Union soviétique, des institutions agricoles appelées « sovkhozes » et « kolkhozes » ont été créées dans le but de transformer les paysans.

En Chine, à partir de 1957, la Révolution démocratique populaire et la dictature populaire démocratique ont cédé la place à la construction progressive du socialisme. La révolution socialiste a été mise en œuvre plus facilement au niveau des infrastructures. La transformation de la propriété capitaliste et de la propriété individuelle des petits producteurs a été relativement achevée.

Cependant, le problème principal de la construction du socialisme s'est manifesté dans la transformation idéologique de la superstructure et de l'individu. La question de la

transformation du nouvel État et de la société, ainsi que de leur adaptation au système socialiste, s'est imposée. Mao a fixé principalement ces deux objectifs à la transformation socialiste : « Mais la transformation de l'individu, même si quelques progrès ont été réalisés dans cette voie, prendra encore beaucoup de temps. La transformation socialiste est une double tâche ; la première concerne le système, la transformation de l'homme. Le système ne se limite pas à la propriété ; il englobe la superstructure, et notamment l'appareil d'État et l'idéologie. » (Mao, Œuvres choisies 5, p. 501)

En effet, en Chine, une lutte de plus en plus acharnée s'est déroulée au sein de la superstructure, de l'appareil d'État et, surtout, au sein du Parti communiste, qui jouait un rôle de premier plan dans la construction du socialisme. Alors que la transformation de l'infrastructure du socialisme s'est déroulée relativement plus rapidement et plus facilement, l'idéologie bourgeoise a pris de plus en plus d'importance au sein des instances étatiques, des universités et des institutions sociales et culturelles. Et au sein même du PCC, l'idéologie bourgeoise est devenue de plus en plus influente. Au sein du Parti, des révisionnistes tels que Liu Shaoqi, Zhu Yang et Deng Xiaoping ont exercé une influence. Aux plus hauts échelons du Parti, ils ont tenté de faire prévaloir le révisionnisme, qui s'inscrivait dans le cadre de l'idéologie bourgeoise. Ils se sont efforcés de se camoufler sous le vernis et la rhétorique du « marxisme-léninisme » et de dissimuler leur visage bourgeois. Selon Mao, il s'agissait de « *des balles encrassées* ». » (Mao Zedong, Rapport présenté à la deuxième session du septième Comité central du Parti communiste chinois, 5 mars 1949, Mao Zedong, Le Petit Livre rouge, en anglais, [https://www.marxists.org/ebooks/mao/Quotations\\_from\\_Chairman\\_Mao\\_Tse-tung.pdf](https://www.marxists.org/ebooks/mao/Quotations_from_Chairman_Mao_Tse-tung.pdf))

Cependant, au sein du parti, la lutte entre les deux lignes opposant Mao et ses camarades aux révisionnistes s'est progressivement intensifiée jusqu'à atteindre des proportions

extrêmes. Ainsi, la lutte au sein du parti s'est rapidement répercutée à l'extérieur de celui-ci. Les partisans du capitalisme masqués sous le masque du « socialisme » ont tenté, au sein des échelons de l'État et des institutions socialistes, de propager ouvertement l'idéologie bourgeoise et de s'emparer du parti et du pouvoir. Dans les domaines de l'art, de la littérature et de la culture, ils se sont attaqués au socialisme. Dans les domaines de l'éducation et des arts, tels que les écoles, le théâtre et l'opéra, ils s'efforcèrent de mettre en avant l'idéologie bourgeoise. Ils ont tenté d'influencer la société à l'aide de conceptions archaïques telles que l'ancienne monarchie renversée, la philosophie de Confucius, l'histoire ancienne, les anciennes traditions et l'ancienne structure culturelle. Ils ont mené des campagnes de propagande défendant et encourageant le capitalisme et la propriété privée. En bref, au lieu de doter le peuple chinois de l'idéologie, de la politique, de la conscience, de la culture et de l'éducation socialistes, ils ont cherché à remettre au goût du jour la structure idéologique, les institutions, la culture, les valeurs et l'idéalisme réactionnaires du passé.

En conséquence, les révisionnistes au sein du parti ont étendu la lutte des deux lignes à l'extérieur du parti. C'est ainsi qu'une lutte idéologique et la lutte pour le pouvoir se sont engagées en Chine entre le prolétariat et la bourgeoisie. Bien entendu, le prolétariat, sous la direction de Mao et de ses camarades, ne pouvait rester indifférent face à la tentative contre-révolutionnaire de la bourgeoisie. En conséquence, la Grande Révolution culturelle prolétarienne (GRCP), s'appuyant sur les masses, fut menée contre les révisionnistes et la bourgeoisie. La GRCP, sous la direction de Mao, constituait une nouvelle révolution lancée en 1966, après la Révolution de 1949. Les principaux instigateurs de la contre-révolution étaient issus du PCC lui-même. En effet, lorsque Mao disait aux masses « *Bombardez le quartier général* », il faisait référence aux capitalistes opportunistes. (Œuvres choisies de Mao Zedong,

tome 9, 5 août 1966, édition anglaise,  
[https://www.marxists.org/reference/archive/mao/selected-works/volume-9/mswv9\\_63.htm](https://www.marxists.org/reference/archive/mao/selected-works/volume-9/mswv9_63.htm) )

En Chine, la GRCP consiste à consolider davantage la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie mise en déroute. Et cela ne signifie pas que le processus vécu en Chine se déroulera à la même échelle dans tous les pays où la révolution est réalisée. Cependant, la question de la « dictature du prolétariat » ne fait aucun doute. En effet, il faut prendre en compte et tirer les leçons des expériences théoriques et pratiques de la dictature du prolétariat en Chine, qui constitue l'expérience pratique de la théorie de la « révolution sous la dictature du prolétariat » et qui, dans les conditions du socialisme, représente une « révolution d'un nouveau type ».

Comme le prouve également cette expérience historique, la lutte des classes sous le socialisme continuera d'exister, avec des hauts et des bas. Jusqu'au communisme ! La réalisation de cette tâche n'est possible, selon les termes de Mao, qu'avec une dictature du prolétariat solide : « *Unissons-nous autour d'un objectif : consolider la dictature du prolétariat. Dans chaque usine, chaque village, bureau et dans chaque école, vous devez la mettre en pratique.* » (Mao, Œuvres choisies 6, p. 403)

En conclusion, la question de la « dictature du prolétariat » a été abordée avec une conception extrêmement convaincante du point de vue des MLM. Remettre en cause ce concept – pour telle ou telle raison – constitue une approche problématique. Cela revêt d'autant plus d'importance dans un contexte où les attaques contre la « dictature du prolétariat » se poursuivent. En effet, les courants anti-MLM qui opposent les concepts de prolétariat et de parti dans le socialisme et en font la contre-propagande, en particulier la propagande anti-MLM menée à l'échelle mondiale par les trotskistes, ont étendu leur influence après la période post-maoïste. Parallèlement à la trahison de la révolution par le révisionnisme moderne, les fondements du socialisme scientifique et de la dictature du prolétariat ont été

sapés aux yeux des masses par les idéologues bourgeois et les courants anti-MLM ; en ce sens, c'est notamment Staline et Mao, les enseignants du socialisme scientifique, qui ont été pris pour cibles. Cette anti-propagande, soutenue par les centres impérialistes et capitalistes, a conduit de nombreux courants à faire des concessions sur le principe de la « dictature du prolétariat » (la question ne se situe pas uniquement sur le plan conceptuel).

Il apparaît que le MKP a lui aussi été influencé par ce courant. La dissociation des concepts de « parti » et de « prolétariat » revient à nier que le parti est le bastion le plus avancé du prolétariat. D'un autre côté, cela revient à nier que la lutte des classes menée sous le socialisme et la poursuite des Révolutions culturelles doivent être menées sous la direction du Parti communiste. Dans le système socialiste, la bourgeoisie émerge précisément de l'intérieur du parti, provoquant le recul de la révolution et la restauration de la bourgeoisie. Autrement dit, la défaite de la voie socialiste au sein du parti signifie la défaite de la révolution prolétarienne.

Le fait de ne pas percevoir ce lien dialectique étroit entre le Parti et le prolétariat a conduit le MKP à opposer ces deux concepts/phénomènes l'un à l'autre. Cette situation revient à nier les principes du Parti léniniste, les Révolutions culturelles maoïstes et la lutte entre les deux lignes. Le MKP a d'ailleurs démontré à quel point il a été influencé par les courants anti-MLM sur cette question extrêmement importante et déterminante. En même temps, il s'est fait l'instrument de l'agressivité contre-révolutionnaire dirigée contre le MLM. Il a défendu dans les rangs révolutionnaires la doctrine de la « balle enrobée de sucre ». Cette logique, qui ne considère pas le système socialiste comme la dictature du prolétariat et, bien sûr, comme sa démocratie, et qui ne saisit pas au profit de quelle classe fonctionne le mécanisme étatique mis en place dans le système socialiste a entraîné le MKP vers la thèse de « l'État de tout le peuple » développée par les révisionnistes modernes. Ce

point de vue doit être considéré comme l'une des distinctions importantes entre le MKP et le TKP-ML.

#### **d-) La thèse de « l'État de tout le peuple »**

La conception de l'État selon le MLM est, pour le dire simplement, l'appareil de répression de la classe au pouvoir sur la classe opprimée et exploitée. C'est la dictature de la classe au pouvoir sur la classe opprimée et exploitée. La raison d'être et l'origine historique de l'État reposent sur l'émergence des classes et de la lutte des classes. Depuis son apparition jusqu'à nos jours, l'État a perduré dans toutes les sociétés de classes. Il continuera d'exister à l'avenir, jusqu'à ce que les classes qui constituent sa raison d'être disparaissent. Lorsque les classes auront disparu, l'État s'éteindra, il n'existera plus. Du point de vue du MLM, la définition du phénomène « État » est claire : « *L'État est avant tout le produit d'une société à un certain stade de développement ; c'est reconnaître que cette société est en proie à une contradiction insoluble, qu'elle est divisée par des antagonismes irréconciliables et qu'elle est incapable de les éliminer par ses propres moyens. Cependant, ces antagonismes, les classes aux intérêts économiques contradictoires, afin qu'elles ne s'épuisent pas elles-mêmes et ne détruisent pas la société dans une lutte stérile, il est devenu nécessaire qu'une force se place au-dessus de la société pour apaiser le conflit et le maintenir dans les limites de l'« ordre » ; et cette force, issue de la société mais se plaçant au-dessus d'elle, s'en aliénant progressivement, c'est l'État.* » (Friedrich Engels, Karl Marx/Friedrich Engels : *Werke*, tome 21, Dietz Verlag, 1975, p. 165) Pour reprendre les termes du camarade Lénine : « *L'État est le produit et la manifestation de l'irréconciliabilité des antagonismes de classe... L'État est l'instrument de la domination d'une classe sur une autre ; c'est l'instauration d'un « ordre » qui légitime et renforce cette oppression en*

*atténuant le conflit entre les classes.* » V. I. Lénine, L'État et la révolution, Yordam, 2016, p. 15-20)

Telle est, en résumé, la conception MLM de l'État. Cependant, la « conception de l'État sous le socialisme » du MKP constitue un autre sujet sur lequel nous divergeons et adoptons une position différente.

Le point que nous avons brièvement tenté de souligner ci-dessus en nous appuyant sur les enseignants est clair. Les marxistes-léninistes-maoïstes mettent en avant, à l'origine de l'État présent dans toute société, l'existence des classes, les contradictions de classe, ainsi que les éléments d'oppression et de dictature qui pèsent sur les classes. Par conséquent, l'État existant sous le socialisme est la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie.

Cependant, le MKP propose, sous le socialisme, la définition suivante : « *le nouvel État du prolétariat et des travailleurs au lieu de la dictature du prolétariat* » : « Nous estimons que la définition du « nouvel État du prolétariat et des travailleurs » à la place de la dictature du prolétariat constitue un concept plus solide et plus juste, dans la mesure où elle implique une distinction plus nette par rapport à toute conception de la dictature bourgeoise. On pourrait également l'appeler la démocratie du prolétariat et des travailleurs. » (Documents du 3e Congrès du MKP, pages 119-120, 2013, abç

Dans la section ci-dessus, nous avons abordé la dictature du prolétariat en nous appuyant sur les points de vue de Lénine et de Mao concernant les révolutions russe et chinoise. Après la révolution, l'État est la dictature nécessaire du prolétariat au pouvoir face aux efforts de restauration de la bourgeoisie et du capitalisme. Cependant, la dictature du prolétariat, en particulier sous l'appellation de « dictature du parti », de « dictature du peuple », etc., a été systématiquement déformée, rejetée et niée par le révisionnisme à chaque occasion, au moyen de thèses reflétant la bourgeoisie. Elle a été abordée en étant déconnectée de son « contenu de classe », dans le cadre d'une attitude de

classe extrêmement consciente. L'essence même du socialisme scientifique a été rejetée. La notion d'État a été mise en avant sous l'angle d'une perspective au-delà des classes. Bien entendu, ces thèses ont été condamnées.

La thèse du « nouvel État du prolétariat et des travailleurs » défendue par le MKP n'est en réalité pas nouvelle. Elle s'inscrit dans la même lignée que la thèse de Khrouchtchev sur « l'État de tout le peuple ». Cette thèse nie l'existence des classes et des contradictions de classe dans le socialisme, camoufle la nature de classe de l'État par une approche supra-classiste et vide le socialisme de sa substance. Dans les conditions du socialisme, elle ouvre la voie à la ligne bourgeoise et « à la nouvelle bourgeoisie » contre la dictature du prolétariat.

Dans le passé, cette attaque contre le socialisme et la dictature du prolétariat a été dévoilée, définie et condamnée par les MLM : *« La clique révisionniste de Khrouchtchev, lors du 22e Congrès du PCUS, non seulement systématisé les théories anti-révolutionnaires de la « coexistence pacifique », de la « concurrence pacifique » et de la « transition pacifique », mais a également proclamé que la dictature du prolétariat n'était plus nécessaire en Union soviétique et avancé des théories absurdes telles que « l'État de tout le peuple » et « le parti de tout le peuple » . C'est ainsi que le révisionnisme s'est pleinement institutionnalisé.*

Le programme présenté par la clique révisionniste de Khrouchtchev lors du 22e Congrès est un programme faussement communiste ; c'est un programme révisionniste dirigé contre la révolution prolétarienne et visant à l'élimination de la dictature du prolétariat et du TKP-ML. La clique révisionniste de Khrouchtchev, sous le couvert de « l'État de tout le peuple », modifie le caractère prolétarien du PCUS sous le couvert du « parti de tout le peuple » et ouvre la voie à la restauration du capitalisme sous le couvert de la « construction du communisme à tous les égards ». (Polemik 1963, p. 477, italiques ajoutés)

La citation ci-dessus montre clairement en quoi consiste la doctrine du révisionnisme moderne. La dictature de la bourgeoisie révisionniste est instaurée à la place de la dictature de la classe ouvrière. Pour le dire plus clairement, lors du 22e congrès du PCUS, la « nouvelle bourgeoisie » a pris le contrôle de l'État et le pouvoir a changé de mains. Bien entendu, les « nouveaux bourgeois » qui ont pris le pouvoir ont parvenu à cette situation en mettant en avant un programme révisionniste. En conséquence, la clique révisionniste de Khrouchtchev a rejeté la dictature du prolétariat sous le prétexte fallacieux de « l'État de tout le peuple » et a proclamé la dictature de la nouvelle bourgeoisie. Elle l'a fait en s'appuyant sur des formulations mensongères selon lesquelles, en Union soviétique, « les classes avaient disparu, on était entré dans une société sans classes », que « la dictature du prolétariat avait pris fin » et que l'État existant cédait la place à un « État de tout le peuple », un État au-dessus des classes – en s'appuyant sur des formulations mensongères. C'est ainsi que la nouvelle bourgeoisie bureaucratique a été portée au pouvoir grâce à un programme fictif, dissimulé sous un faux habillage « communiste ». L'« État de tout le peuple » a été construit sur la base de la propagande idéologique et politique de la bourgeoisie bureaucratique arrivée au pouvoir sous le couvert du socialisme. En s'appuyant sur l'autorité du PCUS, ils ont également rallié à leur cause les États socialistes d'Europe de l'Est. Sur la scène internationale, ils se sont positionnés dans le camp du social-impérialisme. En bref, ils ont mené la contre-révolution tant sur le plan intérieur qu'extérieur.

Face à la voie de la contre-révolution qu'ils empruntaient sous le couvert et le masque de « l'État de tout le peuple » et du « parti de tout le peuple », le PCC a pris position : *« Après que Khrouchtchev eut usurpé la direction du PCUS et de l'État soviétique, la situation de la lutte des classes en Union soviétique a radicalement changé. Khrouchtchev a mis en place une série de mesures politiques révisionnistes servant les*

*intérêts de la bourgeoisie en Union soviétique et favorisant le développement rapide des forces capitalistes.*

*Sous le couvert de la « lutte contre le culte de la personnalité », Khrouchtchev a dénigré la dictature du prolétariat et le système socialiste, ouvrant ainsi la voie, en réalité, à la restauration du capitalisme en Union soviétique. En reniant totalement Staline, il a nié l'essence même du marxisme-léninisme auquel Staline était resté fidèle, et a ouvert la voie à un déluge révisionniste.*

*Khrouchtchev a remplacé le principe socialiste « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » par la « motivation matérielle ». Loin de réduire l'écart entre les revenus d'une petite minorité et ceux des ouvriers, des paysans et des intellectuels ordinaires, il l'a au contraire creusé. En soutenant les éléments corrompus occupant de hautes fonctions, il les a encouragés à abuser de leurs pouvoirs avec encore plus d'audace et à s'approprier les fruits du travail du peuple soviétique, il a encore accéléré la division de classe au sein de la société soviétique. Khrouchtchev sabote l'économie socialiste planifiée, applique le principe du profit capitaliste, développe la libre concurrence capitaliste et sape la propriété socialiste de l'ensemble du peuple. » (Polemik, p. 495)*

Dans la longue citation ci-dessus, nous avons tenté de montrer le retour rapide au capitalisme après la prise du pouvoir et la manière dont il s'est rétabli. Nous avons tenté d'évoquer la manière dont les révisionnistes modernes dénigrent le passé du socialisme et s'efforcent d'imposer la production capitaliste. En effet, les rapports de production socialistes ont cédé la place à des rapports d'exploitation de la plus-value. La « motivation matérielle » a été mise en avant. La différenciation et les contradictions de classe entre les travailleurs, les paysans et les travailleurs intellectuels, et la couche occupant les échelons supérieurs de l'administration d'État n'ont cessé de s'accroître. La bourgeoisie bureaucratique s'est rapidement emparée du pouvoir. On connaît la suite des événements et l'effondrement de l'URSS...

Ces développements ne sont en réalité pas étrangers à ceux qui font partie des rangs du TKP-ML. Car le TKP-ML a été fondé au lendemain de la période où ces événements se sont produits en URSS. C'est dans un contexte où la lutte idéologique entre le PCC, sous la direction du camarade Mao et le révisionnisme moderne, ainsi que les répercussions de la GRCP, ont marqué de leur empreinte l'atmosphère politique internationale, que le TKP-ML, sous la direction du camarade İbrahim, a été fondé.

Les fondements de l'avant-garde de la Turquie et du Kurdistan de Turquie ont été jetés dans un climat d'opposition au révisionnisme moderne, qui se présentait au grand public avec des théories et des slogans ridicules tels que « l'État de tout le peuple », « le parti de tout le peuple », « la transition pacifique ». Aujourd'hui encore, il continue d'occuper sa place au sein des rangs qui se sont opposés par le passé au révisionnisme moderne...

En revanche, le vrai visage du révisionnisme moderne s'est clairement révélé. À un tournant où l'exploitation, la répression et les agressions de toutes sortes s'intensifient de plus en plus, et que les contradictions entre oppresseurs et opprimés s'exacerbent de plus en plus, les mouvements communistes doivent s'en tenir plus fermement aux principes du MLM. Ils doivent donc défendre le socialisme et la dictature du prolétariat avec davantage de détermination.

Pour conclure, précisons ceci : La dictature du prolétariat implique en son sein même la démocratie pour la classe ouvrière.

Tout existe par opposition à son contraire. De même qu'il n'y a pas de démocratie au-dessus des classes, il n'y a pas non plus de dictature au-dessus des classes. Penchons-nous d'abord sur Lénine, puis sur le PCC sous la direction de Mao. À la critique de Kautsky à l'égard de la dictature du prolétariat et à sa défense d'une « démocratie pure » au-dessus des classes, Lénine répond ainsi : « En tant que l'une des formes de la démocratie prolétarienne, le pouvoir soviétique a entraîné, précisément pour

l'écrasante majorité de la population, pour les exploités et les travailleurs, un développement et un élargissement de la démocratie sans précédent. La démocratie prolétarienne est des millions de fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise. Le pouvoir soviétique est des millions de fois plus démocratique que la république bourgeoise la plus démocratique. » (Lénine, tome 7, p. 147, 149)

Examinons également la position du PCC à ce sujet : « *La dictature sur les classes exploiteuses et la démocratie parmi le peuple travailleur : ce sont là les deux facettes de la dictature du prolétariat. Cependant, sous la dictature du prolétariat, la démocratie pour les masses populaires peut être développée et élargie à un degré sans précédent. Sans la dictature du prolétariat, il ne peut y avoir de véritable démocratie pour le peuple travailleur. Là où règne la démocratie bourgeoise, il n'y a pas de démocratie prolétarienne, et là où il y a une démocratie prolétarienne, il n'y a pas de démocratie bourgeoise. L'une exclut l'autre, et il ne peut en être autrement.* » (Polémique, p. 505)

« Défendre la thèse d'un « nouvel État du prolétariat et des travailleurs » à la place de la dictature du prolétariat revient en réalité à rejeter la démocratie pour les masses laborieuses. Car la condition préalable à la démocratie pour le peuple est l'instauration de la dictature du prolétariat. Sans dictature du prolétariat, il ne peut être question de démocratie pour le prolétariat et les masses laborieuses. La dictature du prolétariat exercée sur la bourgeoisie est la démocratie pour le prolétariat et le peuple travailleur. La démocratie exercée pour le prolétariat est la dictature pour la bourgeoisie. Il faut donc défendre ouvertement, sans réserve ni hésitation, la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie, qui englobe la démocratie pour le prolétariat.

### e-) La thèse du « socialisme multipartite »

Une grande partie des divergences entre la ligne représentée par le MKP et celle du TKP -ML portent en grande partie sur des questions qui constituent les fondements du socialisme scientifique, telles que le socialisme et la dictature du prolétariat. Nous avons indiqué en quoi la ligne représentée par le MKP se distingue de celle du TKP-ML, en quoi elle adopte des orientations différentes et quels sont les clivages profonds qui les séparent. Ces différences, qui, avec le programme minimal, qui englobent un processus historique bien plus long et le programme maximal, montrent à quel point la ligne représentée par le MKP et celle du TKP-ML s'inscrivent dans des voies idéologiques distinctes. Comme nous l'avons également exprimé ci-dessus sous divers titres, il faut en prendre conscience. C'est pourquoi nous avons ouvert le débat sur les questions fondamentales existant entre la ligne représentée par le MKP et celle du TKP-ML. En effet, une autre grave conception erronée du socialisme défendue par la ligne représentée par le MKP réside dans sa défense du « socialisme multipartite ». La ligne représentée par le MKP défend l'idée que, outre le TKP-ML, d'autres partis doivent pouvoir prendre librement leur place dans le socialisme et s'organiser librement. Voici son point de vue sur la question : « La question du multipartisme dans le socialisme : La conception du multipartisme est une réalité objective du pouvoir populaire démocratique et du socialisme. Dans ces sociétés en transition, comment peut-on concevoir et imaginer les gens comme un tout homogène ? D'ailleurs qu'une intégration homogène, monolithique et indivisible n'est à aucun moment possible. C'est ce qu'enseigne notre idéologie communiste. Ceux qui, malgré les réalités, cherchent à monopoliser la société ne peuvent aller au-delà d'un mécanisme imposé au peuple. Ils deviennent – et sont déjà devenus – l'instrument de la création d'un autre type

*d'État, celui-là même qu'ils prétendent vouloir renverser. »* (MKP, 3e Documents du Congrès, p. 115.)

Ils affirment ensuite que le socialisme à parti unique nuit au socialisme : « *De la même manière, les conceptions de l'État socialiste à parti unique ont également causé un grand préjudice à l'humanité, au prolétariat et aux travailleurs. (...) tout comme le multipartisme aborde la participation des masses populaires à la révolution par le biais d'une méthode fondée sur le front uni du peuple, l'alliance entre le prolétariat et les travailleurs est également une condition indispensable au pouvoir. Et cela implique l'exercice conjoint du pouvoir.* » (ibid., p. 116, italiques ajoutées.)

De même, la ligne défendue par le MKP soutient que d'autres partis, en dehors du Parti communiste, peuvent accéder au pouvoir grâce aux suffrages populaires : « *Les masses populaires peuvent choisir, en dehors du Parti communiste, n'importe quel parti ou organisation appartenant à la catégorie du peuple, les changer, les révoquer ou les nommer.* » (op. cit., p. 117) À la suite des différentes opinions que nous avons précédemment critiquées et dont nous nous sommes qualitativement démarqués concernant les expériences théoriques et pratiques du socialisme, notamment celles rejetant la « révolution populaire démocratique » et de la « dictature populaire démocratique », nous les avons déjà critiquées et nous nous en sommes démarqués sur le fond ; à présent, avec la « théorie du nouvel État du prolétariat et des travailleurs », qui évoque un État de l'ensemble du peuple plutôt que la dictature du prolétariat ; cette fois-ci, ils s'engagent sur une autre voie avec la thèse du « socialisme multipartite ». Et ils défendent le système multipartite sous le socialisme. En dehors du TKP-ML, ils ouvrent la voie au pouvoir à d'autres partis bourgeois dans le socialisme. Ils défendent la participation d'autres partis au pouvoir sous le socialisme. Ils le font en affirmant que « la conception d'un État socialiste à parti unique a nui à l'humanité, au prolétariat et aux travailleurs », ce qui revient à formuler une

critique extrêmement injuste à l'égard du socialisme. Selon le MKP, les révolutions menées depuis les pays soviétiques jusqu'à la Chine et dans d'autres pays où des révolutions ont eu lieu ont causé du « tort ». Selon la conception et la position défendues par le MKP, un « socialisme qui cause du tort » est donc indéfendable !

Il faut interroger les partisans de la ligne représentée par le MKP : que disent-ils de la Révolution soviétique ? Le « socialisme » instauré dans le pays de Mao, dont ils ont donné le nom à leur parti, « a-t-il causé du tort au prolétariat et aux travailleurs » ? Comment peut-on alors défendre le maoïsme ?! Derrière leurs critiques, qui contredisent ces questions, se cache un ressentiment envers le socialisme. Ils se plaignent du socialisme. Jusqu'à présent, ils déplorent l'existence d'un « parti unique ». Et face à ce socialisme où la dictature du prolétariat est appliquée contre la bourgeoisie, où il existe un parti communiste, où les autres classes intermédiaires au sein de la population sont sensibilisées et prolétarisées, où le système est purifié des vestiges du passé, et où l'on reste vigilant face aux puissances impérialistes extérieures ; un socialisme où la dictature du prolétariat n'existe pas, où coexistent des partis bourgeois, où le pouvoir est ouvert aux partis des classes intermédiaires, où le gouvernement est formé par d'autres partis élus par le peuple en dehors du parti communiste, et où ils défendent une conception du socialisme fondée sur le populisme. Sous le couvert de la critique, ils esquissent un paradigme socialiste différent de celui qui a été appliqué par le passé, à l'aide d'armes rouillées empruntées à l'arsenal du réformisme et du révisionnisme moderne.

Il ne fait aucun doute que les pratiques et les expériences socialistes peuvent être critiquées. Elles doivent d'ailleurs l'être. Les critiques les plus importantes et les plus complètes ont été formulées sous la direction du président Mao. Cependant, ces critiques n'ont jamais consisté à vider de leur substance les concepts fondamentaux du MLM, ni à rejeter des notions

extrêmement clés telles que la dictature du prolétariat. Au contraire, les partisans du MLM ont défendu ces concepts fondamentaux contre le révisionnisme moderne.

Il y a bien sûr eu des reculs dans le socialisme. Les régimes populaires démocratiques et le socialisme, qui avaient vu le jour à la suite de révolutions menées contre l'impérialisme, la bourgeoisie et tous les pouvoirs réactionnaires, ont connu des reculs. On ne peut ignorer ces réalités. La GRCP, a été mis à l'ordre du jour et mis en pratique précisément pour cette raison. On a même évoqué la nécessité de milliers de « Révolutions culturelles » pour parvenir au communisme. Alors que toutes ces réalités sont évidentes, peut-on accepter les attaques d'une tendance se qualifiant de « maoïste » qui s'inscrivent sous le couvert de critiques à l'encontre des concepts fondamentaux du MLM ?

Les critiques à l'égard des expériences pratiques du socialisme doivent être formulées dans la perspective du MLM. Il faut partir d'une conception qui renforce l'idéologie MLM, il ne faut pas partir d'une conception qui vide le MLM de sa substance. Le MLM ne doit pas être « balancé à droite et à gauche », ni pratiqué en rejetant les principes fondamentaux du socialisme.

D'ailleurs, dans la conjoncture actuelle, le réformisme, le liquidationnisme, le légalisme et le négationnisme, qui agissent dans ce sens, se sont développés. Les courants petits-bourgeois et bourgeois des nations opprimées sont entrés dans le champ d'attraction de ces dérives révisionnistes et idéologiques. Nous nous trouvons à un tournant où l'on tente de castrer l'essence même du socialisme en le tirant dans toutes les directions. La tâche qui incombe aux MLM – à l'instar de Lénine, Staline et Mao – doit être de repousser idéologiquement ces attaques et de les condamner.

Oui, les communistes doivent faire preuve d'objectivité à leur propre égard. Ils doivent tirer les leçons de leurs erreurs et de de leurs lacunes. Mais ils ne doivent pas pour autant se livrer au déni. La réponse aux retours en arrière doit s'appuyer sur

l'analyse de la situation objective et subjective. Il faut toutefois défendre l'histoire du socialisme. On ne doit pas ignorer les acquis du socialisme. Il faut défendre ces acquis et les valeurs créées. Ce n'est qu'ainsi que les attaques seront repoussées et que la voie du socialisme s'ouvrira davantage.

De plus, dans les conditions actuelles, la situation du système capitaliste-impérialiste international est évidente. Le système est en crise au niveau international. L'impérialisme et ses marchés ne parviennent pas à sortir de la spirale dans laquelle ils sont entrés. La contradiction entre les forces productives et les rapports de production a conduit le système à un état de destruction interne avancé. Le capitalisme cherche à surmonter sa crise par une nouvelle guerre de partage. La situation actuelle du système impérialiste crée également les conditions préalables au socialisme. Tout cela fait mûrir davantage la situation objective du système. Cette situation objective doit être prise en compte. Le problème réside dans le développement de la situation subjective.

D'autre part, il faut tenir compte des reculs subis par le socialisme et de l'offensive de liquidation idéologique et physique menée par le capitalisme impérialiste contre le mouvement révolutionnaire et communiste. La situation du mouvement communiste international est également flagrante. Dans ces conditions, il convient d'être vigilant face à chaque mesure prise au nom de « tirées des leçons des erreurs passées » à l'encontre du MLM, en particulier de la dictature du prolétariat, et de prendre conscience de ce à quoi servent et à quoi elles serviront.

Le socialisme scientifique international reste à ce jour la plus puissante alternative au capitalisme international. Il faut prendre conscience de cette réalité et s'engager résolument dans cette voie. Or, la ligne représentée par le MKP, au lieu de partir de ces réalités objectives, redécouvre les armes rouillées du révisionnisme moderne. Elle définit la dictature du prolétariat et les expériences d'État socialiste comme : « Elles deviennent

*l'instrument de la production d'une autre forme de l'État qu'elles prétendent renverser, et elles le sont devenues. »*  
(Documents du 3e Congrès du MKP, p. 115, abç.)

Cette théorie du MKP implique que les expériences socialistes qui ont pris le pouvoir et instauré la dictature du prolétariat sont à nouveau considérées comme un instrument produisant une autre forme de l'ancien État. En d'autres termes, selon cette conception du MKP, le socialisme ainsi instauré continuera d'exister en tant que système produisant l'ancien État ! Selon cette approche, il ne faudrait donc pas faire la révolution ! Si elle avait lieu, sera remplacé par l'ancien !!! Il faut donc s'orienter vers un « nouveau socialisme » !... Il faut rejeter la dictature du prolétariat et défendre le « socialisme multipartite » et « l'État de tout le peuple » !

Dans l'« État » qui sera établi par le MKP contre « l'État qui, une fois établi, engendre un autre État contre-révolutionnaire », on avance la théorie selon laquelle, outre le parti prolétarien (communiste), « d'autres partis appartenant à la catégorie du peuple pourraient également être appelés à gouverner ». Or, les classes autres que le prolétariat – la paysannerie, la petite bourgeoisie et l'aile gauche de la bourgeoisie nationale – constituent des classes intermédiaires entre la bourgeoisie réactionnaire et le prolétariat. La direction du prolétariat est déterminante dans la révolution et dans la poursuite de celle-ci. Ce n'est pas un choix, mais une nécessité. Les classes mentionnées, qui se trouvent dans les rangs du peuple, ne sont pas celles qui ont porté et ne doivent pas le faire. Bien sûr, ce sont les classes opprimées et exploitées de l'ancien système. Elles ont pris part aux révolutions menées sous la direction du prolétariat et continueront à le faire à l'avenir.

Mais d'un point de vue idéologique, ces classes sont dépourvues du caractère de classe nécessaire pour faire avancer le socialisme. Ce sont des classes dépourvues de tout rôle de direction. C'est pourquoi, sous la direction de ces classes « appartenant à la catégorie du peuple », dont la structure de

classe repose sur la propriété privée et l'idéologie bourgeoise, il n'est pas possible d'accéder à un système socialiste où le mécanisme d'exploitation est aboli et où la propriété sociale est visée. Tout comme, lorsque le capitalisme domine, les paysans et les artisans se transforment en prolétariat selon les conclusions du matérialisme historique, de même, sous le socialisme, ces classes intermédiaires se transforment en prolétariat. Par conséquent, la gestion du socialisme ne peut se développer à partir du caractère de classe et de l'état d'esprit de ces classes intermédiaires. On ne peut pas aller vers le socialisme, on ne peut aller que vers le capitalisme. On ne peut aller vers le socialisme qu'à travers le prolétariat, seule classe dépourvue de la propriété privée des moyens de production et incarnant le caractère de classe du socialisme. On ne peut ignorer le rôle assumé par le TKP-ML dans la construction du socialisme après la révolution. En conséquence, les enseignats du MLM ont considéré le prolétariat comme l'avant-garde de la révolution démocratique et socialiste.

En effet, comme nous l'avons déjà indiqué, après la révolution d'Octobre, Lénine ne s'est pas fixé pour objectif de protéger et de préserver les petits producteurs de marchandises, mais bien, grâce à un travail organisé, de les convaincre, de les éduquer et de les transformer en classe ouvrière. Il a souligné que la transformation de la paysannerie n'était possible qu'au prix d'un travail long et patient. Et le PCUS a agi dans ce sens.

Le MKP défend le multipartisme dans le socialisme. Il fonde sa position sur le fait qu'après la révolution populaire démocratique, les paysans, la petite bourgeoisie et l'aile gauche de la bourgeoisie nationale doivent également prendre part au Pouvoir populaire démocratique. Il s'agissait bien sûr d'une période stratégique. Cependant, le Pouvoir populaire démocratique s'est orienté vers la construction du socialisme sans interruption. Et la dictature démocratique populaire a cédé la place à la dictature du prolétariat.

En effet, Mao Zedong indique clairement que, sous la dictature du prolétariat, les autres classes effectueront une transition vers la classe ouvrière : *« Bien qu'elle soit peu nombreuse, la classe ouvrière, et elle seule, est porteuse d'avenir. Toutes les autres classes sont des classes en transition. Toutes doivent opérer une transition vers la classe ouvrière. Les paysans, dans la première étape de cette transition, deviennent des paysans collectifs, et dans la deuxième étape, des ouvriers dans les fermes d'État. La bourgeoisie sera éliminée, mais pas physiquement ; elle sera éliminée en tant que classe, mais ses membres seront refondus individuellement. Les intellectuels bourgeois ont besoin d'être refondus, tout comme les intellectuels petits-bourgeois. Ceux-ci peuvent, avec le temps, être refondus et même, à terme, transformés en intellectuels prolétaires. »* (Mao, Œuvres choisies 5, p. 550, italiques ajoutés)

Les partis démocratiques bourgeois qui existaient pendant la période du Pouvoir populaire démocratique étaient des partis qui acceptaient la direction du PCC. Mao Zedong exprime cette réalité : *« Il n'y a pas d'opposition officielle en Chine. Tous les partis démocratiques acceptent la direction du Parti communiste. Mais il y a, au sein des partis démocratiques, certaines personnes qui sont véritablement dans l'opposition. »* (Mao, Œuvres choisies 6, p. 28)

Si l'on part de la thèse avancée par le MKP ; *« Outre le PCC, d'autres partis appartenant à la catégorie du peuple peuvent être portés au pouvoir, choisir n'importe quel parti ou organisation, le destituer, le remplacer ou le nommer »*. Selon cette conception, le pouvoir du prolétariat pourrait être confié à des classes intermédiaires en transition, étroitement liées à la propriété privée. Mao Zedong, quant à lui, soutient que ces classes doivent « passer à la classe ouvrière ». Il faut admettre que cette nécessité comporte en soi une obligation. Il est indiqué que toutes les autres classes intermédiaires se transformeront en classe ouvrière. Le MKP, quant à lui, défend une thèse révisionniste et niant la construction du socialisme, en prônant

le maintien des classes intermédiaires et, le moment venu, leur accession au pouvoir avec leurs propres partis.

Il convient de poser la question suivante à la ligne représentée par le MKP : selon vous, qu'est-ce que la révolution ? N'est-ce pas détruire l'ancienne société, fonder une nouvelle société, transformer les classes issues de l'ancienne société et les adapter à la nouvelle ? La Grande Révolution culturelle prolétarienne n'était-elle pas une révolution visant la construction du socialisme, opposée à ceux qui se tournaient vers l'ancien ? La Révolution culturelle n'était-elle pas opposée à la contre-révolution visant à préserver l'ancienne structure, visant à protéger les classes intermédiaires et cherchant à imposer l'ancienne structure culturelle et idéologique ? Et n'était-ce pas, de surcroît, une nouvelle révolution dirigée contre le Parti communiste au pouvoir ?

En bref, pendant et après la révolution, la classe ouvrière est la classe dirigeante. En effet, c'est la doctrine idéologique et politique de la classe ouvrière qui a dirigé la Révolution du 17 octobre et qui a dirigé la construction du socialisme. Bien sûr, au cours de leur histoire de lutte et de leur période au pouvoir, les bolcheviks ont, lorsque cela s'imposait, noué des relations avec les classes intermédiaires et formé certains blocs. Pendant la période de la révolution d'Octobre, en 1918, les bolcheviks formèrent également un bloc avec les socialistes-révolutionnaires. Il s'agissait d'un bloc provisoire constitué dans un contexte d'attaque impérialiste. – Les socialistes-révolutionnaires, d'ailleurs, s'étaient rangés dans le camp contre-révolutionnaire face aux bolcheviks, aux côtés des Cadets et des mencheviks, après la Révolution de février 1917 - Ce bloc, formé sous la contrainte des circonstances du moment, fut par la suite rompu par les socialistes-révolutionnaires. Après l'entrée en Russie, en juillet 1918, des impérialistes de l'Entente menés par les Anglais, les socialistes-révolutionnaires passèrent à l'attaque contre les bolcheviks : Lénine explique cette situation ainsi : *«C'est précisément pendant la Révolution*

*d'octobre, en acceptant l'intégralité du programme agricole des socialistes-révolutionnaires, que nous avons établi avec la petite bourgeoisie paysanne un bloc politique informel, mais très important (et très fructueux), c'est-à-dire pour prouver aux paysans que nous ne voulions pas les reléguer à la minorité par nos votes, mais au contraire de nous entendre avec eux, nous avons sans aucun doute conclu un accord. Parallèlement, nous avons proposé aux socialistes-révolutionnaires de « gauche » de former un bloc politique officiel afin qu'ils rejoignent le gouvernement (ce qui s'est produit peu après). Après la signature de la paix de Brest, ils ont rompu ce bloc, puis, en juillet 1918, ils se sont soulevés en armes contre nous, avant de s'engager dans la lutte armée.» (Lénine, tome 10, p. 129-130)*

Comme on peut le constater, à la suite de la révolution d'Octobre 1917, alors que les forces contre-révolutionnaires, tant intérieures qu'extérieures, passaient à l'attaque, ce bloc relatif et tactique formé par les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires s'est rapidement effondré. Par la suite, les socialistes-révolutionnaires ont lancé une attaque armée contre les bolcheviks. Le camarade Lénine a d'ailleurs été blessé lors d'un attentat perpétré pendant cette période, etc., etc.

Toute ces réalités historiques sont ignorées par le MKP. Cet accord relatif et temporaire, conclu immédiatement après la Révolution d'octobre 1917, alors que les États de l'alliance impérialiste menée par l'Allemagne passaient à l'attaque, sert de fondement à la thèse du socialisme multipartite : « *Il y a plus encore : ils placent leurs espoirs dans l'exemple des socialistes-révolutionnaires après octobre. Ils disent : "Après la Révolution d'octobre, les socialistes-révolutionnaires faisaient partie intégrante des Soviets et détenaient de nombreux ministères. En Chine aussi, le prolétariat partageait le pouvoir avec d'autres alliés."* » (TKP-ML, numéro spécial, 2014, p. 116)

Le MKP ne choisit pas de s'appuyer sur les expériences pratiques du socialisme pour faire accepter sa « thèse du multipartisme sous le socialisme ». De plus, il recourt à la

déformation des faits historiques pour défendre sa thèse erronée. À travers les exemples qu'il avance pour défendre sa thèse erronée, le MKP affirme qu'après le socialisme, le pouvoir du prolétariat a été partagé avec les socialistes-révolutionnaires. Il tente ainsi de prouver la validité de sa conception du « socialisme multipartite ». Il est évident que cette approche n'est pas la bonne. Car c'est le camarade Lénine qui explique l'expérience pratique et la réalité existantes. Les bolcheviks n'ont pas partagé le pouvoir avec la contre-révolution. Il s'agit d'un bloc formé à la suite de la révolution d'Octobre 1917, à une époque où tous les impérialistes attaquaient l'Union soviétique.

Le MKP, pour défendre sa thèse erronée, met en avant des points de vue sur la Révolution chinoise qui concernent le front établi entre 1921 et 1924 avec le PCC et le Guomindang dirigé par Sun Yat-sen. Cela correspond à une période différente de celle du socialisme. En réalité, nous avons déjà abordé ces thèses et ces questions auparavant et les avons examinées plus en détail. Des réponses plus détaillées ont été fournies. Cependant, tant que le MKP persiste à conceptualiser ces forces sous le terme de « forces kaypakkayistes », tout en niant et en minimisant les différences qui nous séparent, il est nécessaire de rappeler sans cesse ces différences. C'est là l'une des différences qui nous séparent du MKP.

#### **IV-) Conclusion**

Au début de notre analyse, nous avons tenté de répondre à la proposition d'« unité » du MKP. Nous avons clairement souligné que la condition préalable à l'unité était l'unité idéologique et politique. En effet, nous avons clairement démontré que nos divergences d'opinion correspondent au programme maximal et minimal et constituent la base d'une organisation distincte dans le domaine idéologique et politique.

Nous avons souligné que la clé pour évaluer correctement la proposition d'unité réside dans la réponse apportée à la question « pourquoi la scission ? ». Nous avons insisté sur le fait qu'une organisation ayant quitté le parti en violant ses principes et ses statuts, doit reconnaître où elle a commis ses erreurs fondamentales et adopter une approche autocritique. En évaluant le parcours historique du TKP-ML, nous avons rapporté les décisions qu'il a prises et, surtout, le fait qu'il ait orienté ses critiques vers lui-même plutôt que vers « l'extérieur », et qu'il soit tombé dans l'opportunisme et le pragmatisme. Nous avons souligné que, malgré les erreurs importantes commises par le TKP-ML lors des processus du DABK de 1987 et du coup d'État de 1994, il s'était essentiellement maintenu sur une ligne MLM et avait défendu le fonctionnement, les principes et les statuts du parti.

Dans cette analyse, nous avons souligné que le MKP avait une fausse compréhension quant au fait qu'il existe, et qu'il doit exister, une différence qualitative entre la lutte entre les deux lignes menées au sein du parti communiste et sur les plateformes communistes, et la lutte idéologique menée contre les lignes extérieures au parti.

Nous avons mentionné que la lutte entre les deux lignes constituait une « lutte d'un type particulier » menée au sein des partis communistes et des plateformes communistes. Nous avons indiqué que le MKP confondait les luttes idéologiques internes au parti avec celles menées à l'extérieur. Nous avons également souligné que la cause de cette erreur provenait de la conception que le MKP se fait du parti communiste.

Nous avons souligné les différences, qui nous semblent extrêmement importantes, entre la ligne représentée par le MKP et celle du TKP -ML. Nous avons expliqué que ces deux formations organisationnelles distinctes procèdent à des analyses différentes des structures économiques et sociales et, par conséquent, défendent des stratégies et des voies révolutionnaires distinctes. Nous avons également abordé en détail

les divergences importantes concernant le programme maximal que nous avons mentionné plus haut. Nous avons souligné que des lignes fondamentalement différentes sont défendues. Nous avons critiqué la thèse de la « guerre populaire socialiste », que nous estimons erronée. Nous avons débattu de la question de savoir si le débat sur l'« unité » entre des formations organisationnelles aux lignes aussi divergentes pouvait être défini, comme le propose le MKP, par « l'unité des structures issues d'une même tradition » ou « l'unité des maoïstes ».

L'unité organisationnelle a pour condition préalable l'unité idéologique, politique et programmatique. Ce n'est qu'ainsi que l'unité des communistes peut être établie. Les communistes qui prétendent diriger la révolution ne peuvent forger une unité de volonté et d'action qu'à partir de cette conception. En l'absence de cette condition fondamentale, comment l'unité serait-elle possible ? Une telle unité peut-elle être « l'unité d'acier des forces du Parti » ?

Nous avons exposé notre point de vue sur les raisons de l'émergence de deux formations organisationnelles distinctes. Nous avons notamment souligné que ces deux formations, qui défendent des stratégies révolutionnaires différentes et des voies révolutionnaires distinctes, correspondent à la conception de « l'union des deux pour ne faire qu'un ». Au lieu de la proposition de « l'union des deux pour ne former qu'un », nous avons insisté sur la question de savoir « pourquoi l'un s'est divisé en deux » et sur le fait qu'il s'agit là d'une réalité pour les partis qui, à ce stade, disposent de deux formations organisationnelles distinctes.

Nous avons indiqué que le véritable point à débattre était la raison pour laquelle « l'un s'est divisé en deux » et la « nécessité pour ceux qui ont joué un rôle historique de continuer à jouer ce rôle », en soulignant qu'une véritable unité ne peut exister que si les lignes et pratiques erronées sont condamnées avec courage.

Tout en soulignant et en discutant les différences entre les deux formations organisationnelles distinctes qui existent aujourd'hui

et qui font obstacle à la question de l'unité, la raison pour laquelle nous nous trouvons à ce stade sur des lignes différentes réside dans le fait que la scission du DABK de 1987 n'a pas été condamnée sur la base du MLM et que l'Union de 1992 s'est soldée par un coup. Pourquoi les structures qui débattent aujourd'hui de l'unité se sont-elles divisées ? Pourquoi des organisations différentes se sont-elles formées ? Peut-on parler d'une unité solide sans avoir d'abord examiné les ravages et les dégâts causés par le coup et la liquidation, et sans avoir procédé à une critique et à une autocritique sérieuse ? Il est clair que la réponse à ces questions ne sera possible qu'en condamnant, sur la base du MLM, le coup, le liquidationnisme, l'égoïsme et les autres problèmes commis dans le passé.

Comme on peut le voir, deux obstacles se dressent sur la voie de l'unité : le premier est l'adoption de positions programmatiques et idéologiques et politiques divergentes. Le second réside dans le coup de 1994 et les ravages et ruines qu'il a provoqués. Il faut aborder ces questions avec sérieux, faire preuve d'honnêteté et mettre en œuvre un mécanisme de critique et d'autocritique. Si cela n'est pas fait, il est évident qu'on ne peut pas parler d'« unité ».

C'est ainsi que nous abordons et évaluons la politique d'« unité » défendue par la ligne représentée par le MKP. Nous tenons à affirmer clairement que, en rejetant la proposition d'« union » du MKP, la direction du TKP-ML a évalué avant tout sa propre réalité et, à titre secondaire, celle de la ligne représentée par le MKP. Nous tenons à souligner avec insistance que le rejet de la proposition d'unité n'implique pas le refus d'une unité d'action plus étroite avec la ligne représentée par le MKP. On peut même dire, et il faut le dire, que nous pensons que la seule façon de rendre la proposition d'unité envisageable passe par un travail commun. Loin des discours populistes et en accord avec les réalités actuelles, nous affirmons clairement que la voie à suivre consiste à travailler ensemble sur une base révolutionnaire dans tous les domaines où nous sommes

présents ; nous affirmons clairement que c'est là, essentiellement, la tâche que le processus exige. Peut-on parler d'« unité » dans des conditions où cela n'est pas fait ?

Nous sommes conscients qu'une unité sincère et fondée sur des principes ne peut exister qu'en tirant les leçons de nos erreurs, grâce à une autocritique réaliste et au service de notre pratique, et nous sommes conscients que la voie pour y parvenir passe essentiellement par la compréhension du MLM. Il est évident que c'est parce que nous n'y sommes pas suffisamment parvenus que nous sommes contraints de traverser ces processus. Notre débat porte sur nous-mêmes. Ce sont nos insuffisances et les lacunes dans notre assimilation du MLM. Il faut savoir que, dans la mesure où nous y parviendrons, nous n'hésiterons pas à organiser dans nos rangs les forces que nous voyons dans les rangs du peuple, en commençant par nos proches.

Link : <https://www.tkpml.com/lappel-a-lunite-du-mkp-pourquoi-sommes-nous-separes-ou-en-quoi-sommes-nous-differents/?swcfpc=1>